

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 septembre 2016
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 22 septembre 2016, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005)
concernant le Soudan**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre précédente datée du 28 décembre 2015, par laquelle j'ai transmis le rapport final du Groupe d'Experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005), demandé par le Conseil de sécurité au paragraphe 2 de sa résolution 2200 (2015).

À l'issue de consultations entre les membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan, je vous serais obligé de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et le rapport final en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1591 (2005)
concernant le Soudan
(*Signé*) Rafael Darío **Ramírez Carreño**



**Lettre datée du 4 décembre 2015, adressée à la Présidente
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1591 (2005) concernant le Soudan par le Groupe d'experts
sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005)**

Les membres du Groupe d'experts créé par la résolution 1591 (2005) ont l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Groupe d'experts, établi en application de la résolution 2200 (2015).

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005),
expert en finances
(*Signé*) Abhai Kumar **Srivastav**

L'expert en droit international humanitaire
(*Signé*) Dakshinie Ruwanthika **Gunaratne**

L'expert en questions régionales
(*Signé*) Issa **Maraut**

L'expert en aviation
(*Signé*) Guido **Potters**

L'expert en armes
(*Signé*) Adrian **Wilkinson**

Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005)

Résumé

Le Groupe d'experts sur le Soudan, qui a été constitué le 12 mars 2015, a passé environ six mois à enquêter sur le terrain au Darfour, de mai à novembre 2015. Les nombreux déplacements de ses membres leur ont permis de faire le point sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité et d'enquêter sur les diverses violations qu'ils ont pu constater.

D'une façon générale, le Groupe se félicite de l'amélioration de la coopération du Gouvernement soudanais, qui a bien voulu lui fournir davantage d'informations. Toutefois, celles-ci ne sont souvent pas assez détaillées pour lui permettre de corroborer ou de vérifier de manière indépendante les faits avancés. Le nouveau système de délivrance des laissez-passer pour le Darfour est désormais opérationnel. En revanche, le Gouvernement continue de ne délivrer pour commencer que des visas à entrée unique.

À trois reprises, les autorités locales ont refusé l'accès du Groupe à certains lieux, ce qui a entravé ses investigations. Le Gouvernement refuse également que le Groupe rencontre un fonctionnaire mis en cause dans ses enquêtes, privant ainsi l'intéressé de la possibilité de répondre aux accusations portées contre lui.

Progrès accomplis en vue de réduire le nombre de violations de l'embargo sur les armes

Le Groupe d'experts a établi que se trouvaient au Darfour des munitions d'armes légères fabriquées après 2005 et dont la présence n'avait pas été signalée dans les précédents rapports, sans pouvoir découvrir la filière d'approvisionnement ni identifier les entités qui, en les faisant entrer au Darfour, ont indiscutablement enfreint l'embargo sur les armes.

Le Groupe a établi de manière certaine que le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE) a violé l'embargo sur les armes lorsque, le 23 avril 2015 ou à une date voisine, il a pénétré au Darfour en possession d'une quantité importante d'armes et de munitions de tous types. Il a établi également que le Soudan du Sud a violé le régime de sanctions en ne prenant pas les mesures nécessaires pour empêcher la faction Gibril Ibrahim du MJE de s'entraîner sur son territoire et de faire entrer des armes au Darfour.

Le Groupe a également acquis la preuve que la Force aérienne soudanaise possède des armes à dispersion et qu'elle a déployé au moins quatre armes à dispersion RBK-500 sur l'aire de chargement d'armes de sa base opérationnelle avancée de Nyala.

Le Groupe d'experts est presque certain que le Gouvernement a déployé pour la première fois au Darfour un véhicule blindé de transport de troupes de type Typhoon, dont il a pu établir la provenance. Les Émirats arabes unis n'ont pas fourni au Groupe les éléments permettant d'attester qu'ils s'acquittaient pleinement de leur obligation de s'assurer de l'existence d'un certificat d'utilisation finale en bonne et due forme, ainsi que l'exige le paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010).

Le Groupe a établi que le Gouvernement avait acquis un logiciel d'intrusion doté d'une fonction de surveillance électronique pouvant être classé comme « matériel militaire ». Le fournisseur du logiciel, Hacking Team, a sans doute possible fait obstruction aux travaux du Groupe, enfreignant de ce fait la résolution 2200 (2015).

Survols militaires à caractère offensif, y compris bombardements aériens, et moyens aériens

Durant son mandat en cours, le Groupe d'experts a constaté une diminution du nombre de frappes aériennes. Il a établi qu'un appareil de type An-26 basé à Al-Fasher avait procédé à des bombardements aériens et que la majorité des frappes aériennes pouvait très certainement lui être attribuée.

Le Groupe a constaté que le nombre de moyens aériens déployés au Darfour par la Force aérienne soudanaise avait diminué. En avril 2015, deux appareils MiG-29 ont été provisoirement déployés sur la base de Nyala, au moment où le MJE menait son offensive au Darfour méridional depuis le Soudan du Sud. Depuis juin 2015 au moins, aucun appareil de type Su-25 n'a été vu dans la région, alors que des appareils de ce type se trouvaient au Darfour depuis 2008. En revanche, le Groupe a pu établir la présence au Darfour, au cours du second semestre de 2015, d'hélicoptères Mi-24, type d'appareil qui n'avait jusqu'alors jamais été repéré. La présence de ces appareils, qui sont systématiquement déployés au Darfour sans l'autorisation préalable du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant la Soudan, constitue une violation de l'embargo sur les armes.

En enquêtant sur la filière d'approvisionnement en avions An-26, dont la Force aérienne soudanaise se sert pour effectuer des bombardements, le Groupe d'experts a établi que le Soudan avait acquis trois appareils de ce type entre 2009 et 2010. Une société privée a eu recours à de faux certificats d'utilisateur final et livré les appareils à une société écran soudanaise.

Le Groupe d'experts a constaté une forte augmentation des vols de ravitaillement effectués par les forces gouvernementales, dont l'objectif était très certainement d'apporter un appui logistique aux Forces d'appui rapide déployées au Darfour. Il a observé également une diminution des vols d'approvisionnement effectués par la Force aérienne soudanaise en soutien aux Forces armées soudanaises.

Violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme

Le Groupe d'experts a enquêté sur les attaques visant les populations civiles et les biens de caractère civil, les bombardements effectués sans discrimination dans des zones civiles et les violences sexuelles perpétrées pendant le conflit. C'est le Gouvernement qui en est considéré responsable. Le Groupe a également continué d'enquêter sur l'attaque ayant visé l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) à Kabkabiya le 24 mai 2014 (voir S/2015/31).

Le Groupe a aussi enquêté sur le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats au Darfour, les atteintes aux droits des personnes privées de leur liberté, notamment les soldats hors de combat et les civils, et les violations du droit international humanitaire en ce qui concerne la protection des civils contre les effets du conflit, qui sont attribuées aux groupes armés non signataires.

Le Groupe a établi de manière certaine que la Force aérienne soudanaise, les Forces d'appui rapide et leurs forces supplétives et la faction Gibril Ibrahim du MJE avaient pris part à des violations du droit international humanitaire.

Financement des groupes armés

Le Groupe d'experts a établi qu'un groupe armé déterminé contrôlait les mines d'or artisanales du Jabal Amer et prélevait illégalement des taxes. Le Groupe est presque certain que ce groupe est en mesure de lever 54 millions de dollars par an grâce à la perception de taxes auprès des prospecteurs et des sociétés menant des activités connexes (28 millions de dollars), l'exploitation directe des mines (17 millions de dollars) et l'exportation illégale de l'or extrait des mines (9 millions de dollars). Le Groupe est presque certain que d'autres groupes armés, qui perçoivent illégalement des taxes auprès des prospecteurs, contrôlent la plupart des mines artisanales du Darfour.

Après avoir analysé des données relatives aux échanges commerciaux, le Groupe estime que près de 48 000 kilos d'or provenant du Darfour ont pu être exportés illégalement du Soudan vers les Émirats arabes unis entre 2010 et 2014, ce qui signifie que les groupes armés du Darfour ont pu augmenter leurs revenus d'un montant de 123 millions de dollars au cours de la période.

Selon le Groupe, l'or extrait des mines artisanales du Jabal Amer est sans aucun doute possible « souillé » par le conflit, au sens où l'entend l'Organisation de coopération et de développement économiques, et représente une partie des achats d'or que la Banque centrale du Soudan effectue auprès des sociétés minières du Darfour. Le Groupe estime que la mise en place effective et rapide par le Gouvernement du Mécanisme de certification régional établi par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs contribuerait à priver les groupes armés du Darfour d'une source de financement importante à laquelle ils ont facilement recours.

Application des mesures relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs

Il est presque certain que l'Égypte a enfreint une nouvelle fois les mesures relatives à l'interdiction de voyager, en permettant au cheik Musa Hilal Abdallah Alnsiem de séjourner sur son territoire.

Le Groupe d'experts a établi qu'une entité contrôlée par le cheik Musa Hilal tirait une part importante de ses revenus de taxes prélevées illégalement sur l'extraction aurifère au Jabal Amer, ce qui lui permet d'augmenter ses fonds. Le Groupe estime que le Gouvernement, en ne gelant pas ces fonds, enfreint les mesures relatives au gel des avoirs figurant au paragraphe 3 e) de la résolution 1591 (2005).

Processus politique et progrès réalisés en vue d'éliminer les obstacles au processus de paix

Les principales raisons du conflit et les causes structurelles de la violence n'ont pas disparu, source continue de frustration et de lassitude pour la population du Darfour. L'application du Document de Doha pour la paix au Darfour avance péniblement, en raison principalement de tensions internes au sein de l'Autorité régionale pour le Darfour. Si les capacités militaires des groupes armés non

signataires ont été incontestablement amoindries par la deuxième phase de l'opération Été décisif, leurs dirigeants n'en continuent pas moins de jouer un rôle politique important sur la scène internationale.

La cérémonie d'ouverture officielle de la Conférence de dialogue national, qui s'est tenue à Khartoum le 10 octobre 2015, n'a contribué en rien à améliorer la situation. L'absence de représentant de l'Union africaine, ainsi que celle du Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, tout comme le refus de la coalition de l'opposition civile et des groupes armés non signataires de participer à la Conférence ont empêché toute avancée fructueuse. La participation du Secrétaire général de la Ligue des États arabes, qui a apporté au Gouvernement un soutien presque inconditionnel dans l'organisation de la Conférence, illustre les divergences qui existent entre la Ligue des États arabes et l'Union africaine.

L'ouverture de négociations, à Addis-Abeba, le 19 novembre 2015, entre le Gouvernement et les groupes armés non signataires, à l'exception de la faction Abdul Wahid Mohamed Nour de l'Armée de libération du Soudan, a permis la reprise d'un processus de paix ouvert à toutes les parties. Les protagonistes continuent toutefois de défendre des positions opposées. Le 23 novembre 2015, le Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine a indiqué que les négociations avaient dû être interrompues, les délégations des groupes rebelles ayant souhaité que toutes les parties disposent de plus de temps pour se consulter.

Le Tchad continue de s'impliquer dans la vie politique régionale. Le Président ougandais s'est rendu à Khartoum le 15 septembre 2015, signe du rapprochement entre les deux pays, notamment sur la question du Soudan du Sud. Si les groupes extrémistes actifs en Libye continuent de faire peser une menace sur le Darfour, le Groupe d'experts n'a recueilli aucune information digne de foi permettant d'établir l'infiltration d'éléments radicaux venus de la Libye et susceptibles de compromettre la stabilité et la sécurité du Darfour.

L'environnement régional est structurellement défavorable aux groupes armés non signataires, qui ont de fait perdu l'appui de certains États voisins dont ils bénéficiaient jusqu'alors (le Tchad, l'Ouganda et deux pays en proie à des conflits internes : la Libye et le Soudan du Sud).

En 2015, la communauté internationale a renforcé son appui au « dialogue national sans exclusive » cité au quatrième alinéa du préambule de la résolution 2200 (2015), ce dont il faut se féliciter.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	8
II. Programme de travail	9
III. Cadre opérationnel et coopération	10
A. Gouvernement soudanais	10
B. Système des Nations Unies	11
C. États Membres	11
IV. Évolution du conflit	12
V. Progrès accomplis afin de réduire le nombre de violations de l'embargo sur les armes	13
A. Armes légères et de petit calibre	14
B. Déploiement sur le terrain des armes à sous-munitions	17
C. Véhicules blindés Typhoon	17
D. Renseignement électronique : logiciel de contrôle à distance	19
E. Bases du Mouvement pour la justice et l'égalité au Soudan du Sud	20
VI. Surveillance des survols militaires à caractère offensif, notamment des bombardements aériens, et des moyens aériens déployés au Darfour	22
A. Opérations aériennes militaires à caractère offensif	22
B. Aperçu des appareils déployés par la Force aérienne soudanaise au Darfour	23
C. Appareils de la Force aérienne soudanaise dont la présence au Darfour a été récemment constatée	25
D. Niveau opérationnel et déploiement de l'aviation militaire au Darfour	26
E. Vols vers le Darfour effectués par des appareils civils à des fins d'approvisionnement	30
VII. Violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme	31
A. Violations du droit international humanitaire imputables au Gouvernement	32
B. Enquêtes sur des attaques aériennes sans discrimination	34
C. Violations du droit international humanitaire imputables aux groupes armés	36
D. Enquête sur l'incident survenu à Kas les 23 et 24 avril 2015	38
E. Violence sexuelle et sexiste	38
F. Attaques contre l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le personnel humanitaire	39
VIII. Financement des groupes armés	39
A. Extraction artisanale de l'or au Darfour	39
B. Production aurifère annuelle de Jabal Amer	42
C. Analyse financière des revenus du groupe armé abbala	42

D.	Contrebande d'or du Soudan vers les Émirats arabes unis	44
E.	Analyse de la répartition géographique des exportations d'or soudanaises	46
F.	Mise en place du Mécanisme de certification régional établi par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs	47
G.	Achat d'or du Darfour par la Banque centrale du Soudan	48
H.	Contrôles d'entrée effectués par les Émirats arabes unis	49
IX.	Interdiction de voyager	49
A.	Cheikh Musa Hilal	49
B.	Jibril Abdulkarim Ibrahim Mayu (également connu sous le nom de « Tek »)	50
C.	Adam Yacub Sharif	51
D.	Amélioration du respect de l'interdiction de voyager	51
X.	Mise en œuvre du gel des avoirs	51
A.	Problèmes de mise en œuvre	51
B.	Cheikh Musa Hilal	52
XI.	Questions politiques et régionales et efforts s'imposant pour lever les obstacles à un processus politique sans exclusive	52
A.	Suite donnée au Document de Doha pour la paix au Darfour	52
B.	Principaux obstacles à une sortie de crise	53
C.	Situation des groupes armés non signataires	54
D.	Difficultés d'application du processus politique sans exclusive	55
E.	Lancement du dialogue national	56
F.	Contexte régional	58
G.	Efforts qui s'imposent pour lever les obstacles à un processus politique sans exclusive. . .	59
XII.	Recommandations	60
A.	Conseil de sécurité	60
B.	Comité des sanctions concernant le Soudan	61

Annexes*

* Les annexes sont publiées et distribuées uniquement dans la langue de l'original.

I. Introduction

1. Le Groupe d'experts sur le Soudan a été créé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1591 (2005). Son mandat a par la suite été prorogé dont, la dernière fois, dans la résolution 2200 (2015). On trouvera à l'annexe 1 des informations détaillées sur le mandat du Groupe et sa méthode de travail¹.
2. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 2200 (2015), dans laquelle le Conseil de sécurité priait le Groupe de lui présenter un rapport final contenant ses conclusions et recommandations le 15 janvier 2016 au plus tard.
3. Le 12 mars 2015, le Secrétaire général a nommé les membres du Groupe d'experts : Abhai Srivastav (Inde, Coordonnateur et expert en finances), Dakshinie Ruwanthika Gunaratne (Sri Lanka, spécialiste du droit international humanitaire), Issa Maraut (France, spécialiste de la région), Guido Potters (Pays-Bas, expert en aviation) et Adrian Wilkinson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, expert en armement) (voir S/2015/180). Le Groupe tient à exprimer ses remerciements à Mohamed Mouti (Suisse, consultant linguistique) pour sa contribution.

II. Programme de travail

4. Le Groupe d'experts s'est donné pour tâches prioritaires de suivre l'évolution de la situation au Darfour et de procéder à une analyse approfondie des informations et des éléments recueillis. Dans le programme de travail qu'il a adopté, il a prévu de passer beaucoup de temps sur le terrain au Soudan, en particulier au Darfour, et d'être sur place pendant environ six mois répartis sur trois périodes de temps. Chaque membre du Groupe a été ou sera présent sur le terrain à un moment ou un autre au cours des trois périodes suivantes :
 - a) Du 8 mai au 25 juillet 2015;
 - b) Du 7 septembre au 15 novembre 2015;
 - c) Du 19 janvier au 5 février 2016.
5. Le Groupe est prêt également à se rendre rapidement au Darfour en dehors des dates prévues si l'évolution de la situation sur le terrain l'exigeait.
6. Pour information, on trouvera à l'annexe 2 du présent rapport les dates et lieux des déplacements du Groupe. Lorsqu'ils n'étaient pas sur le terrain, les membres du Groupe ont mené leurs travaux d'investigation et d'analyse depuis leur pays de résidence.
7. Dans un souci d'impartialité et pour ne pas entretenir de relations plus étroites avec l'une ou l'autre des principales parties au conflit (le Gouvernement et les groupes armés non signataires), le Groupe d'experts a rencontré, en dehors du

¹ Chaque fait signalé dans le rapport est affecté d'un degré de probabilité ou de certitude. La terminologie utilisée est la suivante : pour un degré de probabilité de plus de 99 %, un fait est dit « certain »; de 90 à 98 %, « presque certain »; de 75 à 89 % « très probable »; et de 55 à 74 %, « probable ». Chaque terme est choisi après que le Groupe a évalué la valeur des éléments de preuve portés à sa connaissance ou qu'il a pu collecter, en tenant compte à la fois de la qualité et du nombre de ces éléments de preuve.

Soudan, deux des composantes du Front révolutionnaire soudanais : la faction Minni Minawi du Mouvement de libération du Soudan et la faction Gibril Ibrahim du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE). Le Groupe a rencontré à Khartoum tous les groupes armés signataires.

III. Cadre opérationnel et coopération

A. Gouvernement soudanais

8. Le Coordonnateur national, le général de division Moustafa Ibrahim Muhammad Abood, a continué de fournir un appui administratif efficace au Groupe. Il a participé le 2 juillet 2015 à une réunion officielle avec le comité de coordination du Gouvernement et le Groupe d'experts et, tout au long de la période considérée, rencontré régulièrement divers membres du Groupe. Le Gouvernement a donné un peu plus souvent suite aux demandes d'information du Groupe d'experts, qui a obtenu davantage de renseignements pendant son mandat en cours que lors des deux années précédentes, même s'ils n'étaient pour la plupart pas suffisamment détaillés pour lui permettre de les corroborer de manière indépendante ou de s'assurer de leur exactitude. Par ailleurs, le Coordonnateur national a expressément demandé au Groupe de rester objectif dans ses enquêtes sur les violations que le Gouvernement est supposé avoir commises et de ne se faire l'écho d'aucun préjugé à l'encontre du Gouvernement dans ses rapports.

9. L'octroi des premiers visas au mois d'avril 2015 a connu des retards, que le Gouvernement a mis sur le compte du surcroît d'activités lié à la période électorale au Soudan, mais par la suite le Groupe a toujours obtenu ses visas en temps voulu. De même, le Gouvernement a donné suite aux demandes de prorogation de visa sans difficulté. Il continue toutefois de ne délivrer pour commencer que des visas à entrée unique.

10. Le système de délivrance des laissez-passer pour le Darfour a été modifié au cours de l'année 2015, ce qui fait que le Groupe n'a pas reçu ses laissez-passer à temps lors de son premier déplacement au Soudan. Après une phase d'adaptation, le nouveau système semble désormais opérationnel, les laissez-passer étant en moyenne délivrés une semaine après le dépôt de la demande.

11. Le Coordonnateur national et le Service national de renseignement et de sécurité ont permis au Groupe de rencontrer des enfants qui ont été capturés ou se sont rendus lors de la bataille de Nakhara² du 26 avril 2015. Le Groupe a pu mener des entretiens confidentiels en tête-à-tête avec cinq de ces enfants choisis au hasard. Le général de brigade Faleh Hamza, en poste au bureau du Coordonnateur national, a aussi aidé le Groupe à obtenir rapidement confirmation de l'âge de certains des enfants.

12. Dans son rapport final pour 2014 (S/2015/31), le Groupe d'experts a attribué la responsabilité de l'attaque perpétrée le 24 mai 2014 contre les soldats de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) à Kabkabiya (Darfour septentrional) à un individu. Le 21 mai 2015, le Coordonnateur

² Les combats entre les Forces d'appui rapide et le MJE ont eu lieu entre Goz Dango et Nakhara. Les batailles portent généralement le nom d'un seul lieu, on parle ici de la « bataille de Nakhara ».

national et le comité de coordination du Gouvernement ont informé le Groupe qu'il n'aurait pas l'autorisation de rencontrer cette personne. Par cette décision, le Gouvernement a empêché le Groupe de recueillir des informations, y compris des données biométriques, et enfreint de ce fait les dispositions du paragraphe 22 de la résolution 2200 (2015). Le 23 septembre 2014, le Gouvernement a adressé au Groupe une lettre dans laquelle il décrivait le rôle de l'intéressé et les circonstances susceptibles d'atténuer la gravité des faits qui lui sont reprochés. Le Groupe a examiné cette lettre qui, selon les principes de sa méthode de travail, ne prive pas l'intéressé du droit de répondre directement aux accusations portées contre lui (voir l'annexe 3). Le Gouvernement a justifié, dans une lettre datée du 23 septembre 2015, son refus de fournir au Groupe des éléments d'identification personnelle concernant l'intéressé, comme celui-ci le lui avait demandé le 7 mars 2015, en arguant qu'« aucune coopération n'est envisageable concernant la fourniture d'informations personnelles susceptibles d'être utilisées pour l'adoption de sanctions individuelles contre des nationaux soudanais, de telles sanctions étant considérées comme contraires aux droits de l'homme au titre des conventions internationales et de la constitution du pays ». On trouvera dans l'annexe confidentielle au présent rapport d'autres conclusions du Groupe au sujet de cette affaire.

13. Le Groupe d'experts n'a pas été autorisé à aller dans certaines parties du Darfour. En juin et octobre 2015, il a demandé à pouvoir se rendre dans les régions de Golo, Rockero et Guildo dans la zone montagneuse du Jebel Marra, ce que le Gouvernement lui a refusé en invoquant à chaque fois des questions de sécurité. Le 19 octobre 2015, les services du renseignement militaire n'ont pas autorisé le Groupe à se rendre à Hachaba (Darfour septentrional). En outre, le 20 octobre 2015, alors même qu'il avait été dûment autorisé par le Coordonnateur national à Khartoum à se rendre dans la région de Kas, le Groupe s'en est vu interdire l'accès par le bureau local du Service national de renseignement et de sécurité; le 22 octobre 2015, le Groupe a rencontré, à leur demande, le Gouverneur du Darfour méridional et le Directeur du Service national de renseignement et de sécurité du Darfour méridional, qui lui ont indiqué que c'était eux qui avaient pris cette décision pour des raisons de coordination et de sécurité. En empêchant le Groupe de se rendre dans certains lieux, le Gouvernement enfreint les dispositions du paragraphe 21 de la résolution 2200 (2015).

B. Système des Nations Unies

14. Pour mener à bien ses travaux, le Groupe d'experts continue de pouvoir compter sur le soutien plein et entier de la MINUAD et des organismes composant l'équipe de pays des Nations Unies. Il échange des informations d'ordre général et spécialisé aussi bien avec les responsables de la MINUAD à Khartoum et au Darfour qu'avec les représentants de l'équipe de pays des Nations Unies, avec lesquels il est en contact direct et régulier. La coopération entre le Groupe, la MINUAD et l'équipe de pays des Nations Unies demeure excellente.

C. États Membres

15. Le Groupe d'experts a adressé à plusieurs États Membres et entités privées des demandes officielles d'information, ainsi que des lettres de rappel concernant des

demandes faites en 2015. Il tient à souligner que ces demandes d'information ne signifient pas nécessairement que les États à qui elles sont adressées ou leurs ressortissants sont impliqués dans des violations du régime des sanctions. Il fait également observer qu'un peu moins de la moitié des demandes d'information adressées aux États ont reçu une réponse au cours de son mandat en cours. On trouvera dans l'annexe 4 un récapitulatif de la correspondance du Groupe.

IV. Évolution du conflit

16. La deuxième phase de l'opération Été décisif, lancée par les Forces d'appui rapide avec le soutien ponctuel des Forces armées soudanaises, a fortement influé sur l'évolution du conflit au Darfour au cours des sept premiers mois de l'année 2015.

17. Entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre, les Forces d'appui rapide ont mené 54 attaques armées contre les groupes armés non signataires, soit à peu près autant qu'au cours de la même période en 2014 (voir annexes 5 et 6). Leurs opérations ont eu lieu principalement au Darfour central et au Darfour septentrional (voir l'annexe 6). Elles avaient pour objectif stratégique d'empêcher les mouvements des groupes armés non signataires et de détruire celles de leurs bases qui avaient été repérées.

18. La deuxième phase de l'opération Été décisif a été un succès pour les Forces d'appui rapide. Il est presque certain que cette opération a amoindri considérablement la capacité opérationnelle et la liberté de mouvement des groupes armés non signataires, comme en témoigne le fait que, selon les informations recueillies, ces groupes n'ont mené que 18 attaques contre les forces de sécurité gouvernementales entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2015, soit 64 % de moins que par rapport à la même période en 2014 (voir l'annexe 7). Seules deux de ces attaques ont été d'une envergure significative : l'attaque menée le 15 mars 2015 par la faction Abdul Wahid Mohamed Nour de l'Armée de libération du Soudan (ALS/AW) contre une position des Forces d'appui rapide à proximité de Rokoro^{3, 4}, et l'attaque menée le 2 mai 2015 par la faction Minni Minawi de l'Armée de libération du Soudan (ALS/MM) contre les Forces d'appui rapide près de Joumeiza⁵. Un autre indicateur de l'affaiblissement des groupes armés non signataires est la quantité de matériel dont les forces gouvernementales se sont emparées pendant la période considérée (voir l'annexe 8), y compris lors de la reddition de soldats. Une quantité importante de matériel appartenant au MJE a notamment été saisie lors de la bataille de Nakhara, le 26 avril 2015 (voir par. 51 à 53).

19. Les Forces d'appui rapide ayant pris la tête des combats lors de la deuxième phase de l'opération Été décisif, les Forces armées soudanaises ont mené un peu moins d'attaques directes contre les groupes armés non signataires par rapport à l'année précédente. Elle n'a lancé seule que sept attaques contre ces groupes (voir

³ Bien qu'elle dispose de deux bases de données riches de plus de 8 000 noms géographiques du Darfour, la mission utilise souvent des noms différents, qui parfois ne figurent pas dans les bases de données, pour désigner un même lieu. De plus, les ressemblances orthographiques font qu'il est parfois difficile de distinguer un lieu d'un autre. C'est pourquoi les coordonnées géographiques des lieux ont été indiquées en note à chaque fois que leur localisation est certaine, sauf dans le cas des localités importantes (dont l'emplacement est connu de tous).

⁴ 11° 35' 13" de latitude N, 24° 26' 05" de longitude E.

⁵ Dans la région de Koutoum (14° 12' 23" de latitude N, 24° 39' 00" de longitude E).

l'annexe 9) entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 2015, soit une diminution de 20 % par rapport à la même période en 2014. Au total, les actes de violence armée perpétrés par les Forces armées soudanaises ont diminué de 13 % par rapport à la même période en 2014. La plupart ont eu lieu lors d'opérations de lutte contre la criminalité organisée ou ont été le fait d'officiers ou de soldats dévoyés agissant de leur propre chef.

20. Un soldat de la MINUAD a été tué et 13 autres blessés lors des violences armées perpétrées pendant la période considérée (du 12 mars au 30 octobre 2015). Au deuxième trimestre de 2015, les actes de violence armée visant les personnes et les biens de la MINUAD – essentiellement des vols à main armée – ont augmenté de plus 400 % par rapport à la même période en 2014. Au troisième trimestre (du 1^{er} juillet au 30 septembre 2015), leur nombre est toutefois retombé aux niveaux antérieurs (voir l'annexe 10).

21. Au cours des trois premiers trimestres de 2015, les actes de violence armée intertribale ont diminué de 15 % par rapport à la même période en 2014. Il s'est agi le plus souvent de petits accrochages, mais le risque que des violences localisées opposant certaines tribus ne dégénèrent en combats à forte intensité reste constant et de lourdes pertes ont parfois été signalées (voir l'annexe 11).

22. Les actes de violence armée perpétrés par des groupes inconnus ou d'autres milices dont il est impossible d'identifier catégoriquement les auteurs (voir l'annexe 12) ont augmenté légèrement (4,8 %) par rapport à la même période en 2014. Cette hausse est toutefois imputable aux chiffres enregistrés au premier trimestre de 2015, qui a vu une forte augmentation de ce type de violences, alors que les chiffres des deuxième et troisième trimestres étaient inférieurs à ceux de l'année précédente. Depuis le début de l'année 2015, 15 % des attaques perpétrées par les « milices » ont visé des fonctionnaires ou des biens gouvernementaux.

23. Le nombre d'activités criminelles avec violence armée est très élevé sur l'ensemble du territoire du Darfour et augmente d'année en année (voir l'annexe 13).

V. Progrès accomplis afin de réduire le nombre de violations de l'embargo sur les armes

24. Conformément aux dispositions des paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004), élargies par le paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et renforcées par les paragraphes 8 à 10 de la résolution 1945 (2010) tels que révisés par le paragraphe 4 de la résolution 2035 (2012), le Groupe a poursuivi ses activités de surveillance et d'enquête afin de déterminer si le Gouvernement, les États Membres, les groupes armés non signataires ou d'autres entités avaient enfreint l'embargo sur les armes.

A. Armes légères et de petit calibre

Violations des sanctions

25. Depuis le 12 février 2015, le Groupe a obtenu de source confidentielle des éléments matériels⁶ ou des images satellite prouvant que des munitions d'armes légères et de petit calibre fabriquées après l'adoption de l'embargo sur les armes et provenant d'autres pays se trouvaient au Darfour (voir le tableau 1).

Tableau 1

Liste des violations recensées par le Groupe d'experts concernant des munitions d'armes légères (fabriquées à l'étranger), 2015

<i>Calibre</i>	<i>Marquage</i>	<i>Année de fabrication</i>	<i>Fabricant auquel correspondent les caractéristiques de l'article^a</i>	<i>Première mention de la présence de l'article au Darfour</i>	<i>Date et lieu</i>
7,62 x 39 mm	71 06	2006	Fabricant non identifié (Chine)	Rapport 2010 du Groupe d'experts	19 mars, Mellit
7,62 x 39 mm	811 06	2006	Fabricant non identifié (Chine)	Rapport 2013 du Groupe d'experts	23 avril, Kas
7,62 x 39 mm	811 07	2007	Fabricant non identifié (Chine)	Rapport 2008 du Groupe d'experts	19 mars, Mellit
7,62 x 54 mm (à bourrelet)	71 06	2006	Fabricant non identifié (Chine)	Rapport 2010 du Groupe d'experts	15 février, Forno ^b
12,7 x 108 mm	11 07	2007	Fabricant 11 (Chine)	Rapport 2009 du Groupe d'experts	15 février, Kroun ^c
12,7 x 108 mm	41 07	2007	Fabricant 41 (Chine)	Rapport 2009 du Groupe d'experts	15 février, Kroun
12,7 x 108 mm	41 08	2008	Fabricant 41 (Chine)	Rapport 2009 du Groupe d'experts	15 février, Kroun
12,7 x 108 mm	41 09	2009	Fabricant 41 (Chine)	Rapport 2010 du Groupe d'experts	15 février, Kroun
14,5 x 114 mm	41 09	2009	Fabricant 41 (Chine)	Le présent rapport	15 février, Forno

^a Le marquage de l'article, ses caractéristiques et les matériaux utilisés dans sa fabrication correspondent au fabricant en question. Les ressemblances sont telles qu'il est très probable, en l'absence de preuves contraires, que les munitions ont été fabriquées par lui.

^b 14° 22' 41'' de latitude N et 24° 26' 26'' de longitude E.

^c À 5 kilomètres environ au sud de Golo (13° 07' 42'' de latitude N et 24° 16' 53'' de longitude E).

26. Les transferts de ces lots de munitions d'armes légères au Darfour sans l'autorisation préalable du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan constituent sans aucun doute des violations de l'embargo sur les armes (résolution 1556 (2004), par. 7, et résolution 1591 (2005), par. 7), dont les auteurs n'ont pas encore été identifiés. Le Groupe a adressé des demandes de traçage de ces munitions et les enquêtes se poursuivent.

⁶ Armes remises par trois gardes frontière au site de la MINUAD à Mellit le 19 mars et munitions récupérées par une patrouille nigériane (NIBATT 44) après l'incident survenu à Kas les 23 et 24 avril.

Capacités internes de production et de distribution de munitions d'armes légères

27. Pour poursuivre leurs opérations armées au niveau d'intensité actuel des combats, les belligérants ont besoin de se réapprovisionner, principalement en munitions d'armes légères de calibre inférieur à 20 mm. La filière d'approvisionnement en munitions de ce type, y compris des munitions importées au Soudan depuis d'autres États Membres, étant organisée à l'intérieur même des frontières du Soudan, reste donc sous le contrôle effectif des autorités nationales. La situation est restée la même que celle qui était décrite aux paragraphes 32, 38 et 39 du rapport final du Groupe pour 2013 (S/2014/87) et aux paragraphes 84 et 88 à 96 de son rapport final pour 2014 (S/2015/31).

Armes perdues par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

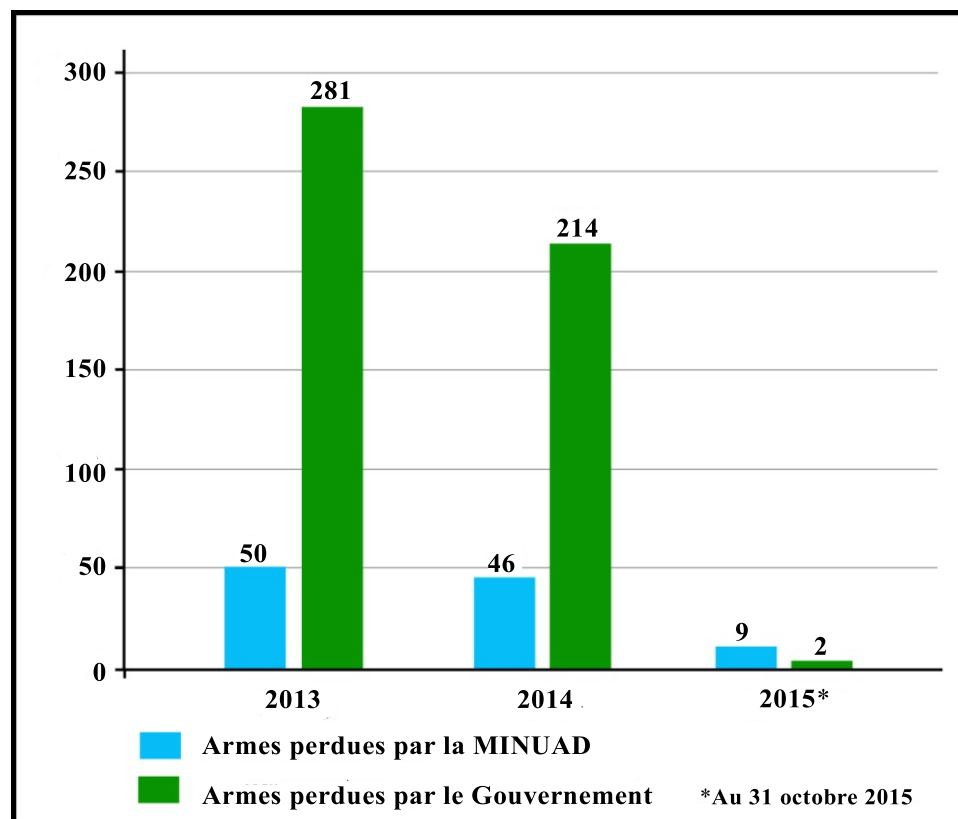
28. Le Gouvernement a affirmé que les armes perdues par la MINUAD constituaient une source importante d'approvisionnement pour les groupes armés qui les récupéraient⁷. Le 29 octobre 2014, il a fourni au Groupe une liste détaillée des biens perdus par la MINUAD, comprenant principalement des véhicules mais également des armes. Le Groupe a enquêté sur cette question et établi, en se fondant sur les registres de la MINUAD, que celle-ci avait perdu 175 armes entre mars 2010 et avril 2015 (voir l'annexe 14).

29. En se fondant sur des sources publiques, le Groupe a également établi que le Gouvernement avait perdu 497 armes sur une période de deux ans et demi (voir fig. I)⁸.

⁷ Voir « Sudan, AU and UN weigh exit of UNAMID from Darfur », Xinhua.net, 16 février 2015, consultable à l'adresse http://news.xinhuanet.com/english/africa/2015-02/16/c_134001400.htm, et Khalid Abdelaziz et Louis Charbonneau « Question marks hang over flawed Darfur peacekeeping force », Reuters, 11 mars 2015, consultable à l'adresse <http://news.yahoo.com/marks-hang-over-flawed-darfur-peacekeeping-force-104344727.html>.

⁸ Le Groupe n'a pas été mesure de fournir des données pour la période antérieure à 2013, puisqu'il n'avait pas alors constitué de base de données sur la question.

Figure I
Armes perdues par la MINUAD (pertes confirmées) et armes perdues par le Gouvernement (pertes « constatées ») entre 2013 et 2015⁹



30. Le Groupe d'experts note que le nombre d'armes perdues par le Gouvernement durant cette période est presque cinq fois supérieur à celui des armes perdues par la MINUAD. Il est fort probable que les pertes gouvernementales soient encore supérieures, puisque le Groupe a établi les chiffres auquel il est arrivé à partir de l'analyse de données de source publique¹⁰.

31. Tout en jugeant ces pertes regrettables, le Groupe est d'avis que les armes perdues par la MINUAD et récupérées par les groupes armés au cours des dernières années sont bien moins nombreuses que les armes perdues par le Gouvernement au Darfour. Elles ne constituent certainement pas pour les groupes armés une source stable et importante d'approvisionnement et sont composées en grande partie d'armes utilisant des munitions dont les groupes armés ne peuvent s'assurer l'approvisionnement (des fusils R4 par exemple).

⁹ Les mortiers et les canons n'ont pas été pris en compte, la MINUAD n'en ayant pas perdu.

¹⁰ D'après les déclarations des groupes armés non signataires faisant état d'armes saisies auprès des forces gouvernementales après des accrochages. Ces déclarations ne fournissent toutefois aucune information détaillée sur les armes saisies.

B. Déploiement sur le terrain des armes à sous-munitions¹¹

32. Après analyse des images satellites de la base opérationnelle avancée de la Force aérienne soudanaise à Nyala, le Groupe d'experts est presque certain qu'entre le 12 et le 16 avril 2015, des armes à sous-munitions se trouvaient dans la zone de chargement d'armes des appareils et il est certain qu'à la fin du mois de juin 2015, au moins quatre bombes à sous-munitions de type RBK-500 se trouvaient dans cette zone.

33. Même si le Soudan n'a pas signé la Convention sur les armes à sous-munitions, il a précédemment nié posséder ou utiliser ces armes. En avril 2012, un représentant de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a déclaré : « En ce qui concerne les armes à sous-munition, le Soudan n'en produit pas et n'en stocke pas, et il n'en a jamais utilisé, ni récemment ni par le passé. Par conséquent, toutes les accusations portées contre mon pays à cet égard sont dénuées de fondement »¹².

34. La présence d'armes à sous-munitions dans une zone de chargement des armes utilisée confirme les conclusions du Service de la lutte antimines de l'ONU dans un rapport (pas de cote) daté d'avril 2015, à savoir que la Force aérienne soudanaise a récemment utilisé ce type d'armes. Le Service de la lutte antimines a appris qu'au moins deux bombes à sous-munitions de type RBK-500 avaient été larguées dans le secteur de Karigiyati¹³ en juin ou en juillet 2014.

C. Véhicules blindés Typhoon

35. Le 1^{er} juin 2015, le Groupe d'experts a repéré¹⁴ à Nyala ce qui était très certainement un véhicule 4 x 4 blindé de type Typhoon¹⁵. Après avoir enquêté sur la chaîne d'approvisionnement de ces véhicules, il a acquis la certitude qu'ils avaient été fabriqués par Streit Armoured Protection Cars FZE¹⁶, une société des Émirats arabes unis. D'après une facture datée du 9 juillet 2012, Streit a fourni ces véhicules à un intermédiaire, Kamaz International Trading FZE¹⁷ (voir annexe 15, appendices 1 et 2). Bizarrement, la somme figurant sur la facture commerciale du 4 juillet 2012 établie par Kamaz pour les douanes (voir annexe 15, appendice 3) correspond à celle payée à Streit (6 millions de dirhams). Bien qu'il ait demandé à Kamaz de lui présenter toute la documentation concernant ce transfert de véhicules blindés, le Groupe d'experts n'a pas pu obtenir la facture envoyée par Kamaz au Gouvernement.

¹¹ Voir également le rapport d'activité du Groupe d'experts en date du 31 juillet 2013 (non publié), par. 37, et S/2015/378, par. 50.

¹² Voir www.clusterconvention.org/files/2012/04/Sudan_Wrap-up.pdf. Le représentant du Soudan a fait une déclaration similaire à la première Conférence des parties chargées de l'examen de la Convention sur les armes à sous-munition, tenue à Dubrovnik du 7 au 11 septembre 2015.

¹³ 12°57'59" de latitude N, 25°22'57" de longitude E.

¹⁴ Le véhicule a été reconnu par des experts en armes et en aviation. En raison des conditions météorologiques dans la région à ce moment-là, il n'a pas été possible d'obtenir des images.

¹⁵ Voir <http://www.armored-cars.com/vehicle.php?vid=2>.

¹⁶ PO Box 54513, Technology Park, Free Trade Zone, Ras al Khaimah, Émirats arabes unis. (www.armored-cars.com).

¹⁷ PO Box 54609, Ra's al Khaimah, Émirats arabes unis (www.kamazexport.com).

36. Le Bureau exécutif du Comité des Émirats arabes unis pour les biens et marchandises soumis à un contrôle à l'importation et à l'exportation¹⁸ a initialement autorisé Streit à exporter ces véhicules le 8 avril 2012 (voir annexe 15, appendice 4)¹⁹. Cette autorisation a été remplacée par celle qui a été accordée à Kamaz le 3 juillet 2012 (voir annexe 15, appendice 5).

37. La délivrance du certificat d'utilisateur final pour ce matériel manque de transparence. Le Groupe d'experts a demandé à de nombreuses reprises le certificat d'utilisateur final au Gouvernement des Émirats arabes unis, à Streit, à Kamaz et à la société Wadi el-Nil Forwarding and Shipping Company²⁰.

38. Dans une lettre datée du 16 octobre 2014 (voir annexe 15, appendice 6), Kamaz a clairement précisé au Groupe d'experts qu'il n'avait pas émis de certificat d'utilisateur final pour les véhicules en question. Or, les éléments de preuve fournis par Streit au Groupe d'experts attestent du contraire puisqu'ils comprennent un certificat d'utilisateur final signé par Kamaz, selon lequel les véhicules blindés lui étaient exclusivement destinés (voir annexe 15, appendice 7).

39. Les véhicules blindés ont été expédiés à Port Soudan le 20 juillet 2012, à partir du port d'Hamriya à Doubaï, à bord du *Shaker-1* (numéro de l'Organisation maritime internationale : 7929102). Le transport était organisé par Wadi el-Nil²¹.

40. Les conclusions du Groupe d'experts sont les suivantes :

a) Streit a fourni des véhicules blindés à Kamaz sur la base d'un certificat d'utilisateur final qu'il savait probablement être faux;

b) Kamaz a vraisemblablement vendu les véhicules blindés Typhoon au Gouvernement soudanais sans que le Gouvernement des Émirats arabes unis ait vérifié s'il existait un certificat d'utilisateur final fiable précisant que les véhicules ne seraient pas utilisés au Darfour, ce qui est contraire au paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010);

c) Le Gouvernement des Émirats arabes unis, Kamaz et Wadi el-Nil ont entravé le travail du Groupe d'experts en refusant systématiquement de lui fournir les renseignements en leur possession qu'il leur demandait, ce qui est contraire aux dispositions du paragraphe 22 de la résolution 2200 (2015);

d) l'État soudanais n'a déposé aucune demande d'exemption au Comité avant de déployer au Darfour des véhicules blindés Typhoon, ce qui constitue une violation de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité au paragraphe 7 de sa résolution 1556 (2004), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005).

¹⁸ L'autorité des Émirats arabes unis qui s'occupe des exportations.

¹⁹ Étrangement, le document précise que le pays d'origine est le Japon.

²⁰ PO Box 912, Sharjah, Émirats arabes unis.

²¹ Il existe une relation commerciale entre Wadi el-Nil et le Gouvernement, comme le démontre l'utilisation du *Shaker-1* et le fait que Wadi el-Nil ait organisé le transport de tout le matériel militaire de la Military Industry Corporation of the Sudan exposé au Salon international de la défense (IDEX) de 2014, tenu à Abou Dhabi du 22 au 26 février 2015, ainsi que les trajets qu'effectue régulièrement *Shaker-1* entre la région du Golfe et Port Soudan. Source confidentielle.

D. Renseignement électronique : logiciel de contrôle à distance

41. En février 2014, le Groupe d'experts a eu connaissance, grâce à Privacy International d'un rapport d'un centre de recherche de l'Université de Toronto (The Citizen Lab²²) portant à croire que le Gouvernement avait acheté à la S.A.R.L. italienne Hacking Team le système de contrôle à distance Galileo, un logiciel d'intrusion.

42. Le Groupe d'experts note que l'article 2 (1) du Règlement n° 428/2009 du Conseil de l'Union européenne instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage stipule qu'on entend par « biens à double usage » les produits, y compris les logiciels et les technologies, susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire.

43. Le Groupe d'experts note également que le système de contrôle à distance Galileo pourrait certainement être utilisé par l'État soudanais pour obtenir des renseignements à l'appui d'opérations militaires au Darfour. Par conséquent, ce système a un intérêt militaire et peut être utilisé à des fins militaires; il pourrait donc être considéré comme du matériel militaire au titre du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005). Il devrait par conséquent être soumis aux exigences relatives aux documents concernant l'utilisateur final qui sont énoncées au paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010).

44. Dans une lettre datée du 16 janvier 2015 transmise au Groupe d'experts par la Mission permanente d'Italie, la société Hacking Team a déclaré qu'elle ne considérerait pas le système de contrôle à distance comme « une arme » jusqu'à l'entrée en vigueur du Règlement n° 1382/2014 du Conseil de l'Union européenne en date du 22 octobre 2014 modifiant le règlement n° 428/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage²³. Ce n'était qu'alors selon elle que le système de contrôle à distance était entré dans la catégorie des « logiciels d'intrusion », et donc des biens à double usage. Le Groupe d'experts n'accepte pas cette justification. Il note en outre qu'il a eu des difficultés à obtenir de Hacking Team des informations exactes (voir annexe 16).

45. Le Groupe d'experts conclut que :

a) Le système de contrôle à distance Galileo a clairement des capacités de renseignement électronique à des fins militaires, ainsi qu'une utilité et un usage militaires, et devrait par conséquent entrer dans la catégorie du matériel militaire au titre du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005);

b) Hacking Team a entravé le travail du Groupe en refusant systématiquement et délibérément de lui fournir les renseignements qu'il lui

²² Voir <https://citizenlab.org/2014/02/mapping-hacking-teams-untraceable-spyware/>.

²³ D'après les définitions données dans ce texte, le système de contrôle à distance Galileo est bel et bien un « logiciel d'intrusion ».

demandait, ce qui est contraire aux dispositions du paragraphe 22 de la résolution 2200 (2015)²⁴.

46. Le Conseil de sécurité devrait donc déterminer si le système de contrôle à distance Galileo et les autres logiciels d'intrusion similaires entrent dans la catégorie du « matériel militaire »²⁵, comme le considère le Groupe d'experts et si, de ce fait, un certificat d'utilisateur final doit désormais être exigé pour tous les transferts de ces logiciels d'intrusion.

47. Si le Conseil estime que le système de contrôle à distance Galileo fait partie du « matériel militaire », cela signifie qu'en 2012, le Gouvernement italien n'a pas appliqué les dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010) dans la mesure où il a omis de vérifier qu'un certificat d'utilisateur final pour armement et matériel connexe qui comprend le « matériel militaire », aux termes du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004), avait été établi la première fois que ce système de contrôle à distance a été fourni au Soudan.

E. Bases du Mouvement pour la justice et l'égalité au Soudan du Sud

48. Bien que le MJE ait nié avoir des bases au Soudan du Sud, lors d'une réunion avec le Groupe d'experts à Londres le 7 juillet 2015, des témoins indépendants ont confirmé qu'en 2014 et au début de l'année 2015, le 12^e bataillon²⁶ du MJE avait entraîné ses recrues sur un site proche de Timsaha²⁷, dans l'État du Bahr el-Ghazal occidental, avant de mener des incursions dans le Darfour méridional à la mi-avril 2015. Pendant la même période, le MJE disposait d'une deuxième base de formation à Khor Chamam²⁸, qui accueillait très probablement des éléments des 1^{er}, 2^e, 8^e et 11^e bataillons. On trouvera l'emplacement des bases de formation et des bases logistiques du MJE au Soudan du Sud sur la carte donnée à l'annexe 17.

49. Les unités militaires du MJE basées à Khor Chamam et Timsaha partageaient probablement les lieux avec des éléments de l'Armée populaire de libération du Soudan, et il est donc pratiquement certain que le Gouvernement sud-soudanais était au courant de la présence du MJE sur ces sites et en avait autorisé les activités

²⁴ Le manque de coopération de Hacking Team en 2014 est également contraire au paragraphe 18 de la résolution 2138 (2014). Le Groupe d'experts ne l'a pas signalé à l'époque afin de préserver le caractère confidentiel de l'enquête.

²⁵ Cette décision aura aussi des conséquences sur la décision 2014/450/PESC du Conseil de l'Union européenne, en date du 10 juillet 2014, concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Soudan et abrogeant la décision 2011/423/PESC, qui est basée sur la terminologie de la résolution 1591 (2005).

²⁶ Les effectifs et les capacités des unités du MJE portant le nom de « bataillon » n'égalent en aucun cas ceux d'un bataillon d'une armée professionnelle qui compte 650 hommes. Chaque bataillon du MJE a un emblème. Le Groupe d'experts en a identifié neuf, mais il ne sait pas à quel bataillon ils correspondent. Ces emblèmes sont les suivantes : lion; serpent; scorpion; aigle; léopard; tigre; crâne et os (drapeau de pirate); cobra; et roquettes. Le Groupe d'experts a constaté la présence de quatre de ces emblèmes sur des véhicules du MJE qui ont été saisis.

²⁷ 08°58'41' de latitude N, 25°39'13' de longitude E.

²⁸ 08°32'54' de latitude N, 25°47'10' de longitude E.

militaires²⁹. Il est aussi fort probable que le MJE conserve des moyens d'entraînement et des moyens logistiques sur les deux sites.

50. Par conséquent, il est certain que le Soudan du Sud a enfreint les dispositions du paragraphe 8 de la résolution 1556 (2004), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), en ne prenant pas les mesures nécessaires pour empêcher le MJE de bénéficier sur son territoire d'une formation technique et d'une assistance relative à la fourniture d'armes de 2014 jusqu'au 21 avril 2015.

Incidences des activités du Mouvement pour la justice et l'égalité

51. Il est désormais certain qu'à la mi-avril 2015, le MJE a déployé une importante force armée³⁰ au Darfour à partir du Soudan du Sud (voir itinéraire sur la carte figurant à l'annexe 17). En faisant passer des armes et des munitions au Darfour (par transfert physique), le MJE a violé l'embargo sur les armes. Il est certain également que le Soudan du Sud a enfreint les dispositions du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), en ne prenant pas les mesures nécessaires pour empêcher le MJE de faire entrer des armes et des munitions au Darfour.

52. En raison de son importance (plus de 160 véhicules), la force du Mouvement a été assez aisément repérée par les services de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance du Gouvernement, ce qui a permis aux Forces d'appui rapide d'intervenir très efficacement aux environs de Goz Dango³¹ et de Nakhara³², le 26 avril 2015. Le MJE a été totalement submergé par cet assaut, qui a dû faire plus de 750 victimes dans ses rangs, les Forces d'appui rapide ayant vraisemblablement perdu plus de 250 combattants et de 160 véhicules.

53. Le MJE n'a pas atteint l'objectif stratégique de l'opération, à savoir la prise de Nyala ni aucun de ses objectifs tactiques³³, qui étaient :

- a) La saisie de moyens logistiques à Rehid el-Birdi³⁴, au sud de Nyala, afin de mener de nouvelles opérations;
- b) La capture de l'ancien chef janjaouid Ali Kosheib, à laquelle le Mouvement avait consacré quelque 50 véhicules militarisés tous terrains, peut-être pour le remettre à la Cour pénale internationale (CPI);
- c) Le déploiement d'environ 100 véhicules militarisés tous terrains pour détruire la base des Forces armées soudanaises à Rehid el-Birdi.

²⁹ Le Groupe d'experts dispose d'informations non confirmées faisant état de l'existence de nouvelles bases du MJE au Soudan du Sud, à : Tomboura (État de l'Équatoria occidentale) (05°39'52' de latitude N, 27°28'18' de longitude E); Boro Medina, (État du Bahr el-Ghazal occidental) (08°27'51' de latitude N, 24°48'07' de longitude E) et Manga (État de l'Unité) (08°42'33' de latitude N, 29°47'07' de longitude E).

³⁰ Probablement avec le soutien d'éléments de l'ALS-MM. Voir « Sudanese army and rebels both claim victory in south Darfur battles », *Sudan Tribune*, 26 avril 2015. Consultable à l'adresse www.sudantribune.com/spip.php?article54742.

³¹ 10°01'14' de latitude N, 24°43'53' de longitude E.

³² 10°47'42' de latitude N, 24°27'39' de longitude E.

³³ Voir « Will Goz Dango battle be the beginning of the end of a rebel movement », *Sudan Vision*, 15 décembre 2015, consultable à l'adresse <http://news.sudanvisiondaily.com/details.html?rsnpid=249711>, et sources confidentielles.

³⁴ 11°17'39' de latitude N, 23°53'14' de longitude E.

54. Cet affrontement a vraisemblablement fortement affaibli les capacités militaires du MJE qui aura probablement besoin de temps pour retrouver des moyens d'action militaire crédibles.

VI. Surveillance des survols militaires à caractère offensif, notamment des bombardements aériens, et des moyens aériens déployés au Darfour

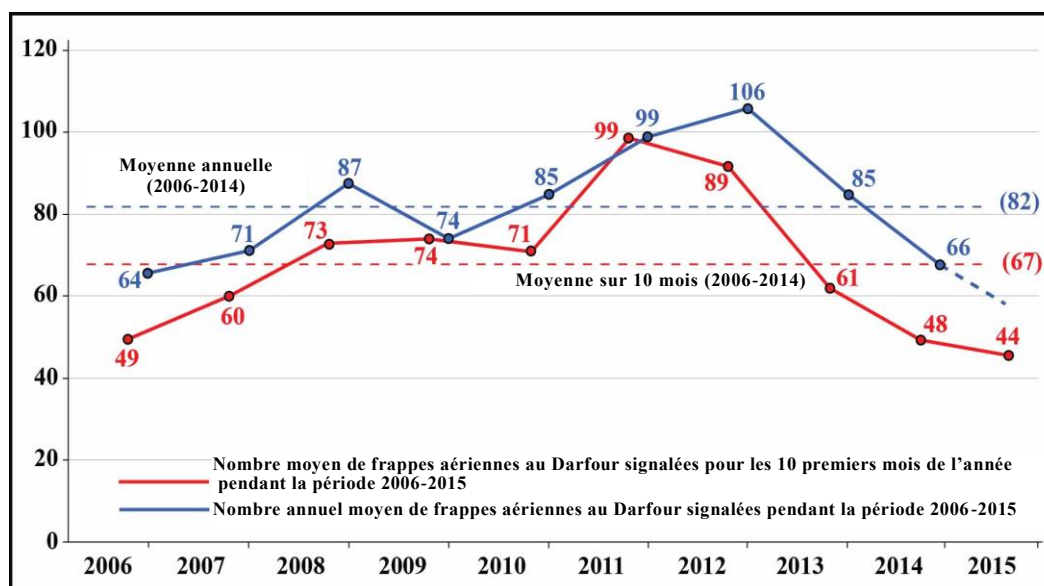
55. En application des résolutions 1556 (2004), 1591 (2005), 1945 (2010) et 2200 (2015), le Groupe d'experts a continué de surveiller la situation et d'enquêter sur les violations relatives aux opérations et aux moyens militaires aériens qui ont été signalées. Il est sûr que le Gouvernement est la seule partie au conflit au Darfour qui emploie des moyens aériens à caractère offensif et contrôle l'espace aérien.

A. Opérations aériennes militaires à caractère offensif

56. Dans le paragraphe 6 de sa résolution 1591 (2005), le Conseil de sécurité demande qu'aucun survol à caractère offensif de la région du Darfour ne soit effectué. Des opérations aériennes militaires à caractère offensif ont continué d'être signalées au Groupe d'experts pendant son mandat en cours, principalement dans l'Est du Jebel Marra (voir annexe 18). Le Groupe d'experts continue de comparer la fréquence des opérations aériennes offensives signalées aux données historiques en accès libre.

57. Le nombre de frappes signalées au cours de la période de janvier à octobre 2015 est inférieur à la moyenne historique enregistrée pour les mêmes mois entre 2006 et 2014 (voir fig. II). Le Groupe d'experts estime que cette diminution tient à la réduction des moyens aériens de la Force aérienne soudanaise au Darfour en 2015 ainsi qu'à une baisse significative du nombre de frappes aériennes signalées au troisième trimestre de 2015.

Figure II
Frappes aériennes signalées au Darfour (1^{er} janvier 2006-30 septembre 2015)



58. Selon le Groupe d'experts, pendant la période considérée, des avions de type Antonov An-26 basés à Al-Fasher ont effectué des bombardements aériens (voir par. 107 à 112 pour plus de détails).

B. Aperçu des appareils déployés par la Force aérienne soudanaise au Darfour³⁵

59. Le Groupe d'experts constate que le nombre d'appareils déployés au Darfour par la Force aérienne soudanaise a considérablement varié entre janvier et octobre 2015. Les appareils énumérés dans le tableau 2 se trouvaient au Darfour pendant la période considérée.

Tableau 2

Récapitulatif : appareils de la Force aérienne soudanaise utilisés au Darfour de janvier à octobre 2015

Type	Nombre	Numéro tactique	Utilisation	Présence au Darfour
Su-25	2	2**, 2**	Attaque au sol/appui rapproché	Au moins de janvier à avril
Mig-29	2	6**, 6**	Attaque au sol/multirôles	Au moins en avril

³⁵ Un récapitulatif des données historiques est présenté à l'annexe 19.

Type	Nombre	Numéro tactique	Utilisation	Présence au Darfour
An-26	2	7715, 7719	Bombardier léger/appareil de transport léger	En 2015, les deux appareils se sont relayés (voir annexe 20, fig. 1 et 2).
Mi-17 ^a	1	537	Multirôles	Au moins de janvier à avril
Mi-17 ^b	1	54*	Transport	Au moins en octobre
Mi-24	5	9**, 9**, 933, 965, 966	Attaque/multirôles	Au moins de janvier à mars et de mai à octobre

^a Variante du Mi-17 pouvant être équipé de points d'emport externes.

^b Variante du Mi-17 destinée au transport, dotée d'une grande porte de chargement à l'arrière.

60. Le déploiement et le redéploiement réguliers de ces appareils au Darfour constituent une violation du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004).

61. Le Groupe d'experts note que l'Antonov An-26 portant le numéro tactique 7715 observé en 2014 (voir S/2015/31, par. 124 et 125) a été utilisé en 2015 comme bombardier improvisé, ce qui constitue un survol à caractère offensif, donc une violation du paragraphe 6 de la résolution 1591 (2005).

62. En octobre 2015, le Groupe d'experts a constaté que cinq appareils de la Force aérienne soudanaise étaient basés au Darfour :

a) Un avion de transport Antonov An-26 (à la base opérationnelle avancée d'Al-Fasher), principalement utilisé comme bombardier improvisé;

b) Trois hélicoptères d'attaque/multirôles Mi-24, l'un en version Mi-35 et les deux autres en version Mi-24P (tous à la base opérationnelle avancée de Nyala);

c) Un hélicoptère de transport Mi-17 (à la base opérationnelle avancée de Nyala).

63. Le Groupe d'experts juge également certain que des appareils de la Force aérienne soudanaise bien que basés à l'extérieur du Darfour, ont fourni un appui logistique aux Forces armées soudanaises déployées au Darfour (voir tableau 3).

Tableau 3

Récapitulatif : appareils de transport des forces aériennes soudanaises ayant approvisionné les Forces armées soudanaises au Darfour

Type	Nombre	Numéro tactique/ immatriculation civile	Utilisation	Observations
An-12	3	9955/ST-AZN ^a 9966/ST-KNR ^a 9988/ST-KNT ^a	Transport	L'appareil immatriculé 9988/ST-KNT n'avait jamais été observé auparavant (fig. 3, annexe 20).
An-32	3	7710/ST-ALM ^a , 7720, 7721	Transport	

Type	Nombre	Numéro tactique/ immatriculation civile	Utilisation	Observations
Il-76TD 2	–, –		Transport	L'immatriculation des deux Il-76 avait été enlevée; cependant, l'un présente les mêmes caractéristiques que l'appareil immatriculé ST-APS (voir annexe 20, fig. 4) et l'autre que le ST-AZZ (voir annexe 20, fig. 5).

^a Cet appareil a une double immatriculation (militaire et civile).

64. Étant donné que ces appareils effectuent régulièrement des missions au Darfour sans que leurs numéros tactiques soient masqués, le Groupe d'experts considère certain qu'il s'agit d'avions militaires. Par conséquent, leur déploiement constitue une violation du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), rapproché du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004).

65. Le Groupe d'experts constate également que, pendant la période considérée, le Gouvernement soudanais a très certainement utilisé les appareils énumérés dans le tableau 4, qui étaient certes basés à l'extérieur du Darfour, pour assurer un soutien logistique aux Forces d'appui rapide présentes dans la région. On trouvera plus d'informations sur ces vols de transport aux paragraphes 95 à 97.

Tableau 4

Récapitulatif : appareils de transport utilisés pour le soutien logistique des Forces d'appui rapide au Darfour

Type	Nombre	Numéro tactique/ immatriculation civile	Utilisation	Observations
An-12	1	–	Transport	Cet appareil ne portait aucune immatriculation (voir annexe 20, fig. 6).
An-74	2	ST-BDT, ST-GFF	Transport	Voir annexe 20, fig. 7 et 8
Il-76TD	1	ST-EWX	Transport	Voir annexe 20, fig. 9

C. Appareils de la Force aérienne soudanaise dont la présence au Darfour a été récemment constatée

66. L'An-26 portant le numéro tactique 7719 a effectué des sorties occasionnelles au Darfour en 2013 et 2014. En 2015, il était basé sur la base opérationnelle avancée d'Al-Fasher, et était utilisé comme bombardier léger. Le Gouvernement n'a pas présenté au Comité de demande de dérogation pour le déploiement de cet appareil, ce qui constitue par conséquent une violation de l'embargo sur les armes. En utilisant l'appareil comme bombardier improvisé, le Gouvernement soudanais a effectué des survols militaires à caractère offensif, ce qui constitue une violation du paragraphe 6 de la résolution 1591 (2005).

67. Le Groupe d'experts a constaté que deux avions de combat multirôles de type Mikoyan MiG-29 se trouvaient sur la base opérationnelle avancée de Nyala pendant tout le mois d'avril 2015. Les images satellites montrent les deux MiG sur l'aire de trafic de l'aéroport de Nyala à cinq reprises entre le 4 et le 26 avril 2015 (voir annexe 20, fig. 10). Le Soudan n'a pas présenté au Comité des sanctions de demande de dérogation pour le déploiement au Darfour de ces deux appareils, qui constitue par conséquent une violation de l'embargo sur les armes. On trouvera plus d'informations sur le déploiement des MiG-29 à Nyala au paragraphe 70 à 73.

68. Le Groupe d'experts a observé pour la première fois deux hélicoptères d'attaque/multirôles de type Mi-24 P au Darfour. Les appareils portant les numéros tactiques 965 et 966 se trouvaient sur la base opérationnelle avancée de Nyala en octobre 2015 (voir annexe 20, fig. 11 et 12). Le Soudan n'a pas présenté au Comité des sanctions de demande de dérogation pour le déploiement de ces deux hélicoptères, qui constitue par conséquent une violation de l'embargo sur les armes.

69. Le Groupe continue de surveiller le déploiement d'appareils au Darfour et leur utilisation.

D. Niveau opérationnel et déploiement de l'aviation militaire au Darfour

Avions multirôles de type Mikoyan MiG-29

70. Le Groupe d'experts a fait état pour la première fois de la présence d'avions de type MiG-29 au Darfour dans son rapport de 2011 (voir S/2011/111, par. 84, et annexe 20 au présent rapport, fig. 13). Le Gouvernement soudanais avait alors expliqué que ces appareils avaient été déployés pour effectuer des vols de surveillance des frontières. Au cours de la période considérée, il a déclaré au Groupe d'experts, dans une lettre datée du 22 octobre 2015, qu'ils étaient au Darfour à des fins de défense contre des menaces étrangères et qu'il s'agissait d'un acte souverain conforme aux dispositions de la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité, dans lequel ce dernier avait réaffirmé son attachement à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Soudan. Le Gouvernement a ajouté que la présence de ces appareils avait également pour but de décourager toute incursion en provenance de la République du Soudan du Sud, comme celle qui avait eu lieu dans le secteur de Goz Dango au premier semestre.

71. Cette déclaration confirme que les appareils de type MiG-29 peuvent être utilisés à des fins aussi bien de défense aérienne que d'attaque au sol/d'appui rapproché. Dans ce dernier rôle, ils peuvent être équipés de toute une gamme d'armements air-sol et de munitions de précision.

72. Le Groupe d'experts note que le MiG-29 peut porter des bombes à sous-munitions de type RBK, dont la présence a été constatée dans la zone de chargement de la base opérationnelle de Nyala depuis la mi-avril 2015 (voir par. 32 à 34).

73. Sur des images satellites prises les 12 et 23 avril 2015, on voit près des MiG deux véhicules qui sont très vraisemblablement des camions-citernes. L'analyse de la position exacte des appareils sur la rampe permet de conclure qu'ils ont stationné à deux endroits différents au cours du mois. C'est pourquoi le Groupe d'experts est d'avis que ces aéronefs ont certainement effectué des survols du Darfour, mais ne peut toutefois dire s'il s'agissait de vols à caractère défensif ou offensif.

Hélicoptère multirôles de type Mi -17

74. Le Groupe d'experts a constaté en juin 2015 qu'un hélicoptère de transport des troupes Mi-17 en version multirôle se trouvait sur la base opérationnelle avancée de Nyala (voir annexe 20, fig. 14). Bien que l'hélicoptère ne soit équipé d'aucun support pour armements, il peut porter deux nacelles à roquettes ou d'autres munitions grâce aux points d'emport externes. L'appareil portant le numéro tactique 537 avait été déployé au Darfour une première fois en 2010 (voir S/2011/111, par. 87).

Hélicoptères d'attaque multirôles de type Mi-24

75. Les images satellites confirment qu'au moins deux hélicoptères de type Mi-24 (version Mi-24P ou Mi-35) étaient présents sur la base opérationnelle avancée de Nyala de janvier à mars 2015, mais qu'ils ne s'y trouvaient plus d'avril à juin 2015. En septembre et en octobre 2015, des Mi-24 ont vraisemblablement été déployés à nouveau au Darfour. Ce déploiement après leur retrait constitue une violation du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005).

Avions d'attaque au sol et d'appui rapproché Sukhoï Su-25

76. D'après les images satellites, le Groupe d'experts conclut que deux Su-25 se trouvaient sur la base opérationnelle avancée d'Al-Fasher de janvier à avril 2015. Il n'a cependant pas pu identifier les appareils ni déterminer s'il y avait plus de deux avions effectuant un roulement (voir S/2014/87, par. 118 et 119). Il poursuit l'enquête.

77. Lorsque le Groupe d'experts s'est rendu au Darfour en juin, septembre et octobre 2015, il n'a vu aucun avion de type Su-25 dans la région. Il ignore si ce retrait est temporaire ou permanent, le Soudan ayant constamment déployé des avions Su-25 au Darfour depuis la réception de son premier avion de ce type en 2008.

Avion de transport Antonov An-26 principalement utilisé comme bombardier improvisé

78. Le Groupe d'experts mentionne la présence d'appareils de type An-26 dans ses rapports depuis 2005. Il a toujours lié ce type d'avion à des bombardements aériens et des munitions improvisées à vecteur aérien ont souvent été observées à proximité des emplacements réservés aux An-26, du côté sud-est de l'aire de trafic principale de la base opérationnelle avancée d'Al-Fasher.

79. Ces images satellites montrent qu'en mars et avril 2015 un An-26 était présent plus souvent qu'à la normale sur la base avancée de Nyala et qu'à la même période, un An-26 était absent de la base avancée d'Al-Fasher. L'An-26 basé à Al-Fasher a donc vraisemblablement été déployé sur la base avancée de Nyala en mars et avril 2015.

80. À la différence des appareils portant les numéros tactiques 7706, 7715 et 7716, l'An-26 portant le numéro tactique 7719 est blanc et ne porte aucun marquage ni couleur nationale.

81. Depuis la mi-août 2015, l'An-26 basé à Al-Fasher stationne à un nouvel emplacement, plus isolé, situé dans le coin nord-est de l'aéroport, où se trouvaient

auparavant les avions de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD).

Chaîne d'approvisionnement des avions de type Antonov An-26 utilisés comme bombardiers improvisés

82. De mai 2011 à octobre 2015, les An-26 portant les numéros tactiques 7706, 7715, 7717 et 7719 ont été utilisés régulièrement au Darfour. Le Groupe d'experts est sûr que ceux immatriculés 7715 et 7717 ont participé à des bombardements aériens (voir S/2014/87, fig. 14 à 18 et par. 103 à 115, et S/2015/31, fig. 13A et 13B et par. 119 à 129) et a enquêté sur la chaîne d'approvisionnement de ces deux appareils.

83. Le Groupe sait que le 15 septembre 2006, une société, la Asterias Commercial S.A.³⁶, a acheté au Gouvernement roumain trois avions An-26 (numéros de série du fabricant 12606, 13307 et 13405) au prix de 201 000 dollars des États-Unis. Ces appareils avaient tous appartenu aux forces aériennes roumaines et Asterias a fourni au Gouvernement un certificat d'utilisateur final selon lequel ils étaient destinés à une entité civile, l'aéroport international Mărculești en République de Moldova.

84. Entre le 19 avril et le 21 juin 2007, les trois avions An-26 ont été transférés de Roumanie à des ateliers de maintenance situés à Kiev pour des réparations majeures et une démilitarisation.

85. Dans le même temps, le 21 juin 2007, la licence d'exploitation aérienne de l'opérateur auquel ces avions étaient destinés (l'aéroport international de Mărculești) a été révoquée par les autorités moldaves. Sans cette licence, l'aéroport ne pouvait être légalement l'utilisateur final des appareils. Pensant que sa licence serait bientôt rétablie, le 25 juillet 2007, l'aéroport international de Mărculești a envoyé à la Roumanie un certificat confirmant l'arrivée des trois avions à Kiev³⁷. D'après un document du 4 mai 2012 délivré par Antonov confirmant la prolongation de la durée d'utilité de l'avion portant le numéro de série 12606, l'aéroport international de Mărculești était à la fois le propriétaire et l'exploitant de l'appareil. Le Groupe d'experts n'a jamais vu d'éléments corroborant cette déclaration. Il est certain que l'avion n'a jamais été enregistré en République de Moldova et les autorités moldaves ont nié énergiquement que l'aéroport international de Mărculești ait été le propriétaire et l'exploitant de cet appareil.

86. Au second semestre de 2009, les travaux de maintenance des trois avions étaient terminés. Asterias a engagé un exploitant aérien travaillant régulièrement avec elle pour transférer les appareils à Khartoum. Le 12 novembre 2009, l'avion portant le numéro de série du fabricant 13307 (temporairement immatriculé UR-CFZ) s'est envolé pour le Soudan, où il est arrivé le lendemain. Les deux autres appareils portant les numéros de série du fabricant 12606 (temporairement immatriculé UR-CFY) et 13405 (temporairement immatriculé UR-CGA), ont suivi les 5 janvier et 23 février 2010.

³⁶ Asterias est une société panaméenne créée en juillet 1996 et enregistrée en Grèce depuis octobre 1996 comme entreprise étrangère. Ses trois administrateurs ukrainiens gèrent l'entreprise principalement depuis l'Ukraine. La société a utilisé une adresse résidentielle située dans le district de Voula à Athènes pour ses communications. Le Groupe d'experts est presque certain que ce n'est pas à partir de cette adresse que la société administrait ses affaires en 2009.

³⁷ La licence d'exploitation a été rétablie le 14 octobre 2008.

87. La Force aérienne soudanaise a ensuite utilisé les avions et leur a attribué des numéros tactiques militaires : l'appareil portant le numéro de série 12606 s'est vu attribuer le numéro tactique 7717, celui qui portait le numéro de série 13307, le numéro tactique 7715 et celui qui portait le numéro de série 13405, le numéro tactique 7716.

88. Le Groupe d'experts est presque certain qu'Asterias a été payée pour les trois appareils par une entité nommée Marble Engineering, basée à Khartoum. Il sait que, le 10 mars 2010, Asterias a reçu de Marble Engineering 744 629 dollars des États-Unis au titre du contrat numéro AST-080218/S-02, signé le 18 février 2008, pour l'achat de l'avion portant le numéro de série 13405³⁸. En plus de ce paiement, Asterias a reçu 1,38 million de dollars des États-Unis le 22 décembre 2009 pour le contrat AST-090603 signé le 3 juin 2009 et 170 285 dollars le 8 mars 2010 pour un turboréacteur auxiliaire de type RU19-A300 destiné à un avion An-26.

89. En outre, il est certain qu'Asterias a facturé à Marble Engineering divers autres services relatifs à des avions de transport, à savoir la vente d'un appareil An-12 (numéro de série 8345702), utilisé actuellement par la Force aérienne soudanaise (sous l'immatriculation ST-ZNN et le numéro tactique 9933) et la prolongation de la durée d'utilité d'un An-26 (numéro de série 14405) (voir annexe 21). Selon le fabricant, l'appareil portant le numéro de série 14405 n'existe pas, par conséquent, le Groupe d'experts est presque certain qu'il y a une erreur typographique sur la facture et qu'il faudrait lire 13405.

90. Toutes les sommes versées à Asterias par Marble Engineering proviennent d'un compte domicilié à la Omdurman National Bank, qui est connue au Soudan comme étant la banque des Forces armées soudanaises. Le Groupe d'experts n'a pu situer aucune des adresses ni vérifier les coordonnées mentionnées sur les documents concernant Marble Engineering qu'il a pu étudier. Il a la quasi-certitude que ces adresses n'existent pas et les numéros de téléphone donnés ne sont pas en service. Par conséquent, il est presque convaincu que le Gouvernement soudanais utilise Marble Engineering comme société écran pour servir ses intérêts militaires.

91. En réponse aux demandes du Groupe d'experts relatives à ce marché, Asterias a d'abord déclaré qu'elle n'était pas en mesure de fournir une copie numérique du contrat AST-090603, car aucun exemplaire de ce contrat n'avait été conservé, qu'elle ne conservait ses contrats et documents que pendant un seul exercice et qu'elle n'avait aucune information quant au propriétaire actuel des appareils.

92. Dans un second temps, Asterias a même nié avoir jamais entendu parler de Marble Engineering. Elle a déclaré que les trois avions avaient été vendus à une société appelée Sudan Master Technology et elle a fourni des pièces justificatives, dont certaines étaient illisibles, avec notamment le contrat AST-080218/S-02 concernant la vente à Sudan Master Technology de l'avion portant le numéro de série 13405 immatriculé UR-CGA (voir annexe 22). Cependant, le Groupe d'experts dispose de documents prouvant que Marble Engineering a payé Asterias pour ce même contrat. Il continue d'enquêter sur le rôle de Sudan Master Technology.

93. Asterias a déclaré au Groupe d'experts qu'elle n'avait été le propriétaire des aéronefs que jusqu'à leur arrivée à Khartoum. Néanmoins, le Groupe d'experts estime qu'Asterias est restée liée aux appareils jusqu'en mars 2011 et, en ce qui

³⁸ Le contrat AST-080218/S-01 concernait l'appareil portant le numéro de série 13307.

concerne l'appareil portant le numéro de série 12606, jusqu'en avril 2012, étant donné que :

a) Asterias a payé l'exploitant aérien qui a convoyé les trois AN-26 pour « soutien à l'exploitation d'avions de type An-26 » chaque mois de mars 2009 à mars 2011. Au total, elle lui a versé plus de 145 375 dollars des États-Unis (y compris un dernier versement de 5 850 dollars en août 2015). Cette somme dépasse largement les tarifs généralement pratiqués pour le convoyage de trois biturbopropulseurs sur 4 000 kilomètres;

b) Les immatriculations temporaires n'ont été annulées que le 3 mars 2011, soit plus d'un an après la livraison du dernier appareil;

c) Asterias a versé 50 988 dollars à Antonov au titre de la prolongation de la durée d'utilité de l'avion portant le numéro de série 12606 (numéro tactique 7717) en mars et avril 2012.

94. En outre, le Groupe d'experts constate que :

a) La société Asterias Commercial S.A. a entravé ses démarches, d'une part en lui fournissant systématiquement et délibérément des réponses incomplètes, évasives ou fausses concernant la vente des trois avions An-26, d'autre part en ne communiquant pas les renseignements dont elle disposait, ce qui constitue un manquement aux obligations que lui fait le paragraphe 22 de la résolution 2200 (2015) du Conseil de sécurité;

b) Le Gouvernement soudanais a acheté très certainement ces aéronefs à des fins militaires, étant donné qu'un achat à des fins civiles n'aurait pas nécessité l'utilisation d'une société écran (Marble Engineering), d'un certificat d'utilisateur final invalidé peu après sa délivrance (pour l'aéroport international de Mărculești) et le recours à un intermédiaire trouble (Asterias);

c) Le Gouvernement soudanais a entravé les travaux du Groupe d'experts en ne lui communiquant pas d'informations sur l'achat de ces appareils et sur le rôle de Marble Engineering, ce qui constitue un manquement aux obligations au paragraphe 22 de sa résolution 2200 (2015).

E. Vols vers le Darfour effectués par des appareils civils à des fins d'approvisionnement

95. Le Groupe d'experts a constaté que quatre avions de transport civil avaient effectué des vols directs de Khartoum vers le Darfour à des fins d'approvisionnement durant son mandat en cours. La plupart des vols ont été réalisés vers Nyala, mais d'autres avaient pour destination Al-Fasher, Geneina et Zalingei. Ces vols ont été effectués par un Antonov An-12 (sans immatriculation visible), deux Antonov An-74 (immatriculés ST-BDT et ST-GFF) et un Iliouchine Il-76 (immatriculé ST-EWX).

96. Le Groupe d'experts a demandé au Gouvernement des renseignements complémentaires à ce sujet. Celui-ci a indiqué que tous les vols signalés par le Groupe avaient été effectués par des avions civils, affrétés par des organismes civils à des fins civiles, et ne relevaient donc pas du mandat du Groupe d'experts. Toutefois, ce dernier a recensé une série d'éléments qui contredisent la version du Gouvernement :

a) Trois des quatre appareils sont stationnés dans l'aire de trafic n° 1 de l'aéroport international de Khartoum. Or, il s'agit d'une aire militaire;

b) D'après l'article 1 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, à laquelle le Soudan est partie, chaque État a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien situé au-dessus de son territoire. Tout État contractant doit appliquer à ses aéronefs employés à la navigation aérienne internationale les marques de nationalité et d'immatriculation qui lui sont propres (art. 20). Les règles d'immatriculation de l'Organisation de l'aviation civile internationale ne s'appliquent pas aux appareils qui opèrent à l'intérieur du territoire d'un État. Cependant, il est presque certain que l'Antonov An-12 dépourvu d'immatriculation visible est un aéronef d'État et non un aéronef civil [voir art. 3 b)];

c) Un avis aux aviateurs de la Direction de l'aéronautique civile soudanaise, diffusé le 4 mai 2015 à l'aéroport de Nyala, et valable jusqu'au 31 octobre 2015 (mais annulé en août 2015), indiquait que l'aérodrome serait fermé entre 8 heures et 15 heures (heure locale), sauf pour les vols d'hélicoptères. Cette mesure a eu des répercussions négatives sur les opérations aériennes menées par la MINUAD et les vols d'aéronefs civils soudanais à voilure fixe (aéroplane). Les quatre avions ont pourtant pu accéder librement à l'aérodrome de Nyala pendant ces horaires entre mai et août 2015;

d) Le Groupe d'experts a déjà constaté (voir S/2007/584, par. 97 à 114; S/2008/647, par. 63, 73 et 74; S/2009/562, par. 183; S/2011/111, par. 79; S/2014/87, par. 117 et S/2015/31, tableau 5) que trois des quatre appareils, à savoir le ST-BDT (voir S/2008/647, par. 74 et S/2014/87, par. 117), le ST-GFF (voir S/2008/647, par. 73) et le ST-EWX (voir S/2007/584, par. 114 et S/2011/111, par. 79 et 80), avaient servi à transporter des fournitures militaires au Darfour;

e) Un appareil An-74 (immatriculé ST-GFF) porte le logo de la compagnie aérienne commerciale soudanaise Green Flag Aviation Co. Ltd³⁹, dont le Groupe d'experts a déjà établi qu'elle entretenait des liens avec l'armée (voir S/2008/647, par. 74 et 75, et S/2009/562, par. 185 à 189).

97. D'après l'analyse des éléments ci-dessus, le Groupe d'experts est presque certain que le Gouvernement met tout en œuvre pour dissimuler que ces avions transportent clandestinement des fournitures à destination du Darfour. Se fondant sur l'hypothèse la plus probable, il a acquis la quasi-certitude que les quatre avions sont utilisés pour transporter du matériel militaire, en violation du paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et du paragraphe 7 de la résolution 1556 (2004) du Conseil de sécurité.

VII. Violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme

98. Dans sa résolution 2200 (2015), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts de faire rapport sur les violations du droit international humanitaire ou des droits de l'homme, ou sur les atteintes à ces droits, notamment les attaques contre la

³⁹ En 2014, un même logo de la Green flag avait été retiré de la partie arrière d'un autre appareil (An-74 ST-BDT).

population civile, les violences sexuelles et sexistes et les violations ou exactions visant des enfants, et de fournir au Comité des renseignements sur les personnes et entités répondant aux critères de désignation énoncés au paragraphe 3 c) de la résolution 1591 (2005).

99. Au cours de la période considérée, toutes les parties au conflit ont continué sans relâche de commettre des violations du droit international humanitaire. En raison de l'insécurité généralisée, de l'absence de représentants de l'État chargés d'assurer le respect de la loi et de l'absence d'état de droit dans certaines zones, le Gouvernement et les groupes armés non signataires peuvent perpétrer des violations du droit international humanitaire en toute impunité. Les résultats des enquêtes menées par le Groupe d'experts sont détaillés ci-après. On trouvera des informations plus générales concernant la situation des droits de l'homme sur le terrain et les déplacements dans les rapports pertinents du Secrétaire général sur la MINUAD.

A. Violations du droit international humanitaire imputables au Gouvernement

100. En 2015, le Groupe d'experts a enquêté sur cinq affaires de violations du droit international humanitaire, dont il attribue la responsabilité au Gouvernement. Il s'agit pour trois d'entre elles d'attaques visant des civils et des biens de caractère civil s'étant produites le 1^{er} janvier ou autour de cette date, dans les villages de Massala⁴⁰, de Sambal et d'Hillar Hager, situés dans la localité de Tawila (Darfour septentrional); le 1^{er} janvier 2015 ou autour de cette date à Funga Suk (Darfour septentrional); et entre le 24 et le 27 janvier 2015 à Golo et Bardani⁴¹, dans la localité de Golo (Darfour central); ainsi que de deux bombardements aériens aveugles effectués à Rouata⁴² (Darfour septentrional), qui ont eu lieu le 1^{er} avril 2015, touchant des civils, et le 6 avril 2015, touchant également la MINUAD.

Attaques ciblées contre des civils et des biens de caractère civil

101. Il y a tout lieu de penser que les violations du droit international humanitaire récapitulées dans le tableau 1 de l'annexe 40 concernent entre autres le pillage de bétail et de biens domestiques et la destruction d'objets indispensables à la population civile. En outre, des violences sexuelles ont été commises contre des femmes à Golo et des hommes à Bardani. À Massala et à Sambal, deux personnes ont été tuées et des habitations civiles ont été brûlées (voir les rapports établis sur Golo à l'annexe 23 et sur Massala, Sambal et Hillar Hager à l'annexe 24).

Responsabilités individuelle et collective concernant les violations du droit international humanitaire

102. À Massala, Sambal et Hillar Hager, les victimes attribuent la responsabilité des violations du droit international humanitaire à des groupes armés d'origine « arabe ». Elles ont désigné Badr Abu Kinesh, Musa Neina et Hadu comme étant les chefs des assaillants au Procureur spécial chargé des crimes commis au Darfour et aux policiers d'Al-Fasher. Badr Abu Kinesh serait un officier supérieur des gardes

⁴⁰ 13°29'51" de latitude N, 24°39'41" de longitude E.

⁴¹ 14°09'01" de latitude N, 22°40'59" de longitude E.

⁴² 13°20'15" de latitude N, 24°30'04" de longitude E.

frontière et était par ailleurs membre de la Commission pour la paix et la sécurité du Darfour septentrional au moment des faits, poste civil auquel il avait été nommé par Osman Kibir, alors Gouverneur du Darfour septentrional⁴³. Musa Neina et Hadu sont souvent associés avec Badr Abu Kinesh, mais on ignore si eux aussi sont membres des Forces armées soudanaises. Badr Abu Kinesh possède des bases dans les localités de Koutoum, de Korma et de Tawila (voir annexe 24).

103. Il existe de sérieuses raisons de penser que les Forces d'appui rapide et des groupes armés d'origine « arabe » sont responsables des faits survenus à Funga Suk⁴⁴, Golo et Bardani. Dans ces deux dernières localités, il est fort probable que des unités de gardes frontière aient également participé à des attaques contre les civils. En revanche, il est presque certain que l'unité des Forces armées soudanaises basée à Golo au moment de l'attaque a pris des mesures pour protéger les civils et leurs biens contre les Forces d'appui rapide, les gardes frontière et les groupes armés « arabes » susmentionnés. Ces mesures se sont toutefois révélées insuffisantes (voir annexe 23). Les Forces d'appui rapide et les gardes frontière sont des organes de l'État et les violations des principes du droit international humanitaire dont ils se sont rendus coupables sont assurément imputables au Gouvernement.

Relation entre Forces d'appui rapide et groupes armés

104. D'après cinq enquêtes⁴⁵ menées à Tawila, Golo, Birka⁴⁶, Khor Abéché⁴⁷ et Funga, le Groupe d'experts est d'avis que des violations du droit international humanitaire ont été commises au cours des quatre attaques auxquelles ont participé les Forces d'appui rapide et dans les cinq affaires impliquant des groupes armés arabes. Il est presque certain que les responsables militaires locaux de toutes les parties n'avaient pas fait le nécessaire pour garantir le respect du droit international humanitaire.

105. Dans son rapport final de 2014 (S/2015/31), le Groupe d'experts a indiqué qu'il n'était pas possible de confirmer si les hommes armés en civil qui se déplaçaient souvent à proximité des Forces d'appui rapide faisaient partie de celles-ci ou s'il s'agissait d'un groupe se trouvant là pour profiter du chaos qu'elles laissaient généralement derrière elles. Le Groupe est désormais pratiquement sûr que les Forces d'appui rapide et l'autre groupe armé ont coordonné leurs déplacements lors des attaques contre les villages de Khor Abéché, de Birka, de Golo et de Funga, et qu'ils partageaient un objectif commun.

106. Au cours de la cinquième attaque, Badr Abu Kinesh portait un uniforme, mais bon nombre des hommes armés placés sous son commandement étaient en tenue civile et montaient des chevaux et des chameaux. Ils n'étaient pas déployés en tant qu'unité de gardes frontière constituée, pas plus qu'ils n'opéraient en tant que tel.

⁴³ Badr Abu Kinesh a très probablement occupé ce poste jusqu'en août 2015.

⁴⁴ 13°16'32" de latitude N, 24°38'13" de longitude E.

⁴⁵ Pour la présente partie, le Groupe d'experts s'appuie sur ce qu'il a constaté en 2014 et 2015. En 2014, le Groupe d'experts avait enquêté sur des attaques perpétrées par les Forces d'appui rapide et par des groupes armés reconnus comme étant d'origine « arabe » à Birka et à Khor Abéché.

⁴⁶ 13°43'19" de latitude N, 25°00'17" de longitude E.

⁴⁷ 12°38'48" de latitude N, 25°16'13" de longitude E.

B. Enquêtes sur des attaques aériennes sans discrimination

107. Le Groupe d'experts a recensé de nouveaux éléments permettant d'établir que des civils et leurs biens sont régulièrement victimes d'attaques aériennes sans discrimination⁴⁸ qui leur portent gravement préjudice (voir par. 108 à 112). Il ne fait aucun doute que les attaques aériennes décrites ci-après ont été menées sans discernement et qu'elles ont de ce fait causé d'importants dommages à la population civile. Elles ont donné lieu à des violations des paragraphes 6 et 7 de la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité et à des violations du droit international humanitaire.

Attaque aérienne de Rouata (1^{er} avril 2015)

108. Rouata est un village de la zone de Rockero, dans le Jebel Marra, situé à proximité d'une importante base de l'ALS/AW, qui contrôle le secteur, notamment le village de Rouata, et se trouvait dans les environs au moment de l'attaque. Des témoins ont déclaré avoir vu le 1^{er} avril, entre 13 h 30 et 14 heures, un avion Antonov de couleur blanche larguer 10 engins explosifs, presque certainement des munitions improvisées à vecteur aérien. L'une de ces munitions a explosé à l'intérieur du village, où plusieurs personnes s'étaient réunies. Quinze femmes et enfants ont été tués (voir S/2015/378, par. 4) et au moins 17 ont été brûlés par l'explosion. L'incendie qui a suivi a détruit de 7 à 15 habitations et tué du bétail. À en croire l'ALS/AW, ses combattants n'ont pas été blessés, et leur matériel et leur base n'ont subi aucun dommage.

109. L'attaque a également entraîné le déplacement de civils vers des zones plus isolées du Jebel Marra, où ils sont privés d'accès à l'assistance médicale et à l'aide humanitaire. Les blessés et ceux qui s'occupent d'eux sont restés au village.

110. On trouvera à l'annexe 25 des photographies témoignant de ces violations.

Attaque aérienne de Rouata (6 avril 2015)

111. Le 6 avril 2015, aux environs de 13 h 30, une patrouille de la MINUAD s'est rendue dans le village de Rouata pour constater les bombardements du 1^{er} avril 2015. Elle a observé qu'un avion Antonov de couleur blanche décrivait des cercles au-dessus du village et de ses environs à faible altitude. Vers 15 heures, l'appareil a largué cinq dispositifs explosifs, dont deux sont tombés à 200 mètres de la patrouille de la MINUAD. Aucune victime n'a été signalée parmi les membres de la MINUAD, les civils ou l'ALS/AW.

112. Les violations des sanctions et du droit international humanitaire concernant ces attaques sont détaillées ci-après.

Violations commises à l'encontre de personnes protégées et de leurs biens

113. Les personnes civiles jouissent d'une protection contre les attaques, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette

⁴⁸ Voir Comité international de la Croix-Rouge (CICR), règle n° 12 du droit international humanitaire coutumier, consultable à l'adresse www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1.

participation⁴⁹. Il est presque certain que les civils victimes des attaques n'étaient pas directement impliqués dans les hostilités au moment de l'attaque⁵⁰. Le Gouvernement est indiscutablement l'auteur des attaques aériennes, car c'est la seule partie au conflit qui utilise des avions Antonov au Darfour. Le Groupe d'experts est donc convaincu que le Gouvernement est responsable de la dégradation de biens de caractère civil, de la mort de 15 civils et des blessures subies par 17 femmes et enfants, et qu'il a par conséquent violé le droit international humanitaire.

114. Les logements civils et le bétail touchés par l'attentat bénéficiaient de la protection accordée aux biens de caractère civil et n'étaient donc pas des objectifs militaires⁵¹. En cas de doute, d'après le droit international humanitaire, on présumera que les personnes et les objets ont la qualité de civils et de biens de caractère civil⁵².

Violations des principes de proportionnalité et de précaution

115. Le Groupe d'experts est certain que des combattants de l'ALS/AW se trouvaient dans le village ou dans ses environs lors des deux attaques. Le droit international humanitaire permet de prendre pour cible des combattants et leur matériel, ainsi que des établissements militaires considérés comme des objectifs militaires. Toujours selon le droit international humanitaire, les civils et les soldats de la paix de l'ONU ne perdent pas la protection dont ils bénéficient sous prétexte que des combattants de l'ALS/AW se trouvent parmi la population⁵³. Dans une telle situation, la partie qui attaque doit mener ses opérations en respectant dûment les principes de proportionnalité et de précaution afin de réduire au minimum les dommages civils.

116. Le Groupe d'experts constate que : a) l'équipage n'a pas fait de distinction entre les objectifs militaires et les personnes et les biens jouissant d'une protection – y compris les neuf véhicules clairement identifiables comme appartenant à l'ONU – soit par négligence, soit parce qu'il n'avait pas les moyens techniques d'identifier précisément les cibles (voir par. 118); b) l'équipage a délibérément largué des explosifs sans prendre en compte la présence de personnes et de biens

⁴⁹ Voir art. 13, par. 3 du Protocole additionnel II et voir par exemple la règle no 6 du droit international humanitaire coutumier, CICR, et la règle n° 33 concernant les soldats de la paix et leurs biens.

⁵⁰ D'après la jurisprudence en vigueur, les personnes civiles dont les activités se limitent à appuyer l'effort de guerre ou l'effort militaire de la partie adverse, ou qui, de toute autre manière, ne participent qu'indirectement aux hostilités, ne peuvent, pour ce seul motif, être considérées comme des combattants et perdre leur protection. En effet, la participation indirecte – comme le fait de vendre des produits à l'une ou à plusieurs des parties armées, d'exprimer sa sympathie pour la cause de l'une des parties, ou, de manière plus patente encore, de s'abstenir d'agir pour empêcher une incursion par l'une des parties armées – n'implique pas d'actes de violence représentant une menace immédiate de dommages concrets à la partie adverse. Voir Commission interaméricaine des droits de l'homme, troisième rapport sur les droits de l'homme en Colombie (OEA/Ser.L/V/II.102 Doc 9, rev.1), 26 février 1999. Consultable à l'adresse www.cidh.org/countryrep/Colom99en/table%20of%20contents.htm.

⁵¹ Voir par exemple les règles n° 9, 10 et 33 du droit international humanitaire coutumier, CICR.

⁵² Cette prescription rejoint l'obligation de vérifier que les cibles sont des objectifs militaires et non des personnes civiles ou des biens de caractère civil.

⁵³ Voir la règle n° 6 du droit international humanitaire coutumier, CICR, et pratique des États associés.

protégés, au mépris des principes de proportionnalité et de précaution en droit international humanitaire. Par conséquent, le Groupe estime que, quelle que soit l'hypothèse retenue, le Gouvernement s'est incontestablement rendu coupable de nouvelles violations du droit international humanitaire en ne respectant pas le principe de proportionnalité et en ne prenant pas les mesures de précautions qui s'imposaient.

**Violations relatives aux moyens et méthodes de combat
(largage de munitions improvisées à vecteur aérien
depuis un Antonov An-26)**

117. Le droit international humanitaire interdit l'emploi de moyens et de méthodes de combat qui sont de nature à frapper sans discrimination⁵⁴. Les principaux moyens de combat sont les armes, les systèmes d'armes et les plateformes d'emport d'un armement, y compris les aéronefs militaires. Les méthodes de combat sont les procédés utilisés par les parties, tels que les tactiques adoptées lors d'attaques lancées contre un adversaire.

118. Après analyse (voir l'annexe 26), le Groupe d'experts est presque certain qu'il est impossible d'effectuer un largage précis de munitions improvisées à vecteur aérien à partir d'un Antonov An-26 volant à une altitude habituelle. Compte tenu de la méthode de largage, c'est-à-dire à partir de la cale de l'appareil, et de la forme des munitions utilisées, l'écart circulaire probable (ECP)⁵⁵ est obligatoirement plus grand que dans le cas du largage de bombes plus modernes depuis un appareil spécialement conçu pour une telle opération. Compte tenu de ce manque de précision, les bombardements effectués constituent indiscutablement une violation du droit international humanitaire.

**C. Violations du droit international humanitaire
imputables aux groupes armés**

Violations à l'encontre des personnes en captivité

119. Le Groupe d'experts a recensé des violations du droit international humanitaire commises à l'encontre de civils et de personnes hors de combat par un groupe armé non signataire. Étant donné que certains d'entre eux sont toujours aux mains de ce groupe et qu'il existe un risque élevé de représailles à leur encontre, les constatations du Groupe d'experts à ce sujet figurent dans une annexe confidentielle au présent rapport.

**Violations du droit international humanitaire relatives aux enfants
imputables au Mouvement pour la justice et l'égalité**

120. Le Groupe d'experts a enquêté sur la responsabilité du MJE et de ses dirigeants dans le recrutement, le déploiement et l'utilisation d'enfants dans les hostilités au Darfour méridional, et sur d'autres violations du droit international humanitaire, y compris le refus de protéger des enfants contre les répercussions des conflits. D'après ses conclusions :

⁵⁴ Voir la règle n° 71 du droit international humanitaire coutumier, CICR.

⁵⁵ L'écart circulaire probable mesure la précision d'un système d'arme. Il se définit comme le rayon du cercle à l'intérieur duquel tomberaient 50 % des projectiles.

a) Il est certain que des enfants de moins de 18 ans, et presque certain que des enfants de moins de 15 ans, ont été enrôlés par force ou après avoir été attirés dans des véhicules du MJE en échange d'une protection ou d'un moyen de transport; ont reçu, ou se sont vu promettre des avantages, et ont ensuite été emmenés dans des camps d'entraînement du Mouvement situés au Soudan du Sud afin d'y suivre une formation militaire;

b) Il est certain que le MJE s'est livré à la traite d'enfants aux frontières entre le Kordofan méridional et le Soudan du Sud et entre le Darfour méridional et le Soudan du Sud, à l'insu ou sans le consentement de leurs parents ou tuteurs et en contournant les postes frontières. La carte qui figure à l'annexe 27 montre les lieux où le MJE a enrôlé des enfants et ceux où a été signalée la présence d'enfants soldats ou d'enfants parmi les troupes du MJE;

c) Il ne fait aucun doute que des enfants étaient présents dans les camps d'entraînement de Khor Chamam et de Dim Jalab où ils ont reçu une formation militaire. Le fait de former des enfants dans des camps militaires aux côtés de combattants adultes et le type de formation dispensée, notamment le maniement d'armes, montrent l'intention du MJE d'utiliser des enfants dans des conflits;

d) Il est presque certain que des enfants étaient enchaînés à l'intérieur des camps et qu'ils y étaient retenus contre leur gré. En outre, il ne fait aucun doute que les enfants n'étaient jamais libres de quitter le MJE;

e) En mars 2015 ou autour de cette période, un convoi militaire, qui comptait des enfants (soldats ou non), a quitté Daleiba (Soudan du Sud) en direction de Nyala (Darfour méridional). Il est certain que ces enfants ont été envoyés dans le Darfour méridional aux côtés de combattants adultes pour participer aux hostilités ou mener des activités de soutien. Il ne fait également aucun doute qu'il était impossible aux enfants de refuser de faire partie du convoi;

f) Il est certain que des enfants avaient reçu des uniformes et des armes dans le cadre de leur déploiement, or le port d'uniformes et d'armes fait d'eux des cibles potentielles en cas d'hostilités et les rend vulnérables aux attaques;

g) Les enfants devaient certainement être amenés à monter la garde, y compris surveiller des véhicules militaires. Au Darfour, ils devaient notamment nettoyer des armes, aider à réparer des véhicules utilisés dans les combats, cuisiner et faire le guet, y compris lors des déploiements. La plupart de ces activités constituent indubitablement une participation directe aux hostilités au regard du droit international humanitaire.

121. Par conséquent, le Groupe d'experts estime que le MJE et ses hauts responsables militaires ont violé le droit international humanitaire en enrôlant des enfants et en les utilisant dans des affrontements au Darfour. En particulier, il a appris que Jibril Mohammad Ibrahim Feidal, chef et commandant suprême des forces du MJE, Siddiq Mohammad Abdul Rahman Bongo, commandant général, et d'autres individus dont il a été établi qu'ils étaient des commandants de la base de Khor Chamam, étaient tous au courant de la présence d'enfants dans les camps d'entraînement et les bases du MJE. Ils savaient donc que des enfants étaient enrôlés, qu'ils pouvaient être utilisés dans les hostilités et que certains y participaient effectivement. En outre, le Groupe d'experts estime que certains de ces dirigeants ont défini l'ordre de bataille pour le Darfour et sont donc directement responsables de la présence d'enfants dans les hostilités.

122. Chaque année depuis 2009, dans ses rapports (voir A/63/785-S/2009/158 et Corr.1, A/64/742-S/2010/181, A/65/820-S/2011/250, A/66/782-S/2012/261, A/67/845-S/2013/245, A/68/878-S/2014/339 et A/69/926-S/2015/409), le Secrétaire général indique, preuves à l'appui, que le MJE enrôle et utilise des enfants. Par ailleurs, le Conseil de sécurité a noté avec préoccupation que certains auteurs de ces violations persistaient dans leurs actes dans plusieurs de ses résolutions [1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012)]. Dans son rapport le plus récent (A/69/926-S/2015/409), le Secrétaire général constate qu'en janvier et février 2015, le MJE avait enrôlé de force 55 enfants âgés de 14 à 17 ans. Le Groupe d'experts est d'avis que certains des enfants enrôlés au début de 2015 ont été utilisés dans la bataille de Nakhara. Par conséquent, il est convaincu que le MJE recrute et utilise des enfants de manière régulière et continue, et il est presque certain que ces faits sont commis en toute impunité.

123. Les enfants interrogés par le Groupe d'experts sont toujours en détention. Le Groupe estime que le Gouvernement devrait envisager des mesures non judiciaires de substitution aux poursuites et à la détention et mettre l'accent sur la réadaptation et la réinsertion des enfants, conformément au paragraphe 6 de la résolution 2225 (2015).

D. Enquête sur l'incident survenu à Kas les 23 et 24 avril 2015

124. Le Groupe d'experts a ouvert une enquête sur les événements survenus à Kas les 23 et 24 avril 2015, au cours desquels la MINUAD (Bataillon nigérian 44, NIBATT 44) a été attaquée et des civils auraient été agressés. Il a étudié les pièces littérales fournies à ce jour et interrogé les membres du bataillon touché, mais n'a pu réaliser de nouveaux progrès car les 20 et 21 octobre 2015, les autorités locales lui ont interdit l'accès à la zone de l'incident (le Groupe d'experts s'est vu refuser l'autorisation de quitter la base de la MINUAD à Kas) et elles l'ont empêché de rencontrer des témoins civils sur le site de l'équipe de l'ONU. Vu le temps écoulé depuis les faits, il est peu probable que l'on parvienne à trouver sur les lieux de l'attaque des preuves scientifiques recevables. Le Groupe d'experts estime également qu'on ne pourra pas déterminer les responsables de ces attaques sans mener une enquête scientifique d'envergure – avec par exemple une reconstitution balistique et une analyse balistique des blessures – qu'il n'a pas les moyens de réaliser.

E. Violence sexuelle et sexiste

125. Le Groupe d'experts a été informé d'allégations de violences sexuelles commises à Tabit en 2014 et il est presque certain que des violences sexuelles ont été perpétrées lors des incidents survenus à Golo et Bardani, au minimum. Il estime en outre qu'il est difficile d'enquêter efficacement sur certaines affaires de violences sexuelles commises en temps de conflit en raison des obstacles suivants : a) l'absence de services psychosociaux et médicaux sur le terrain pour assurer le suivi des victimes potentielles que pourrait interroger le Groupe d'experts (ces services sont nécessaires conformément aux pratiques optimales recommandées au niveau international); et b) l'absence de moyens de protection des témoins et des victimes au Darfour, qui fait qu'en s'entretenant avec le Groupe d'experts, ces derniers s'exposent à d'importants risques. C'est particulièrement vrai lorsque les victimes présumées et leurs communautés font face à de graves menaces et à des

manœuvres d'intimidation, comme c'est le cas à Tabit. Ainsi, s'il n'y a pas d'assistance psychosociale et médicale et si les sources ne sont pas protégées, le Groupe d'experts ne peut pas mener une enquête efficace.

126. Les travaux du Groupe sur la violence sexuelle sont entravés par des obstacles et jusqu'à présent, il n'a pas été en mesure d'identifier les auteurs de violences de manière indépendante, ou les responsables d'attaques armées de grande envergure menées de façon coordonnée. Il note qu'il incombe au Gouvernement d'enquêter sur ces incidents, de traduire les coupables en justice et de prendre des mesures pour éviter de créer un environnement propice à l'impunité des auteurs de violences sexuelles. Le Gouvernement a toujours répondu publiquement à ces allégations par le démenti et l'intimidation. On trouvera davantage de détails à l'annexe 28.

F. Attaques contre l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le personnel humanitaire

127. Depuis le 12 février 2015 (c'est-à-dire pendant les trois premiers trimestres de l'année), les patrouilles et le personnel de la MINUAD ont été victimes d'au moins 70 actes de violence armée, notamment d'actes de braquage de voiture, de vols à main armée et d'embuscades (voir annexe 10). Cela représente une augmentation de près de 225 % par rapport à la même période en 2014, en grande partie attribuable à une hausse des braquages de voiture à main armée au deuxième trimestre de 2015.

VIII. Financement des groupes armés

128. Grâce à leurs ressources financières, les groupes armés peuvent acheter des armes, des munitions, des véhicules et d'autres matériels militaires afin de renforcer leurs capacités militaires, violant souvent par la même occasion l'embargo sur les armes, payer leurs membres et recruter. Outre qu'ils exploitent illégalement des ressources naturelles, les groupes armés commettent des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme lorsqu'ils s'emparent de biens appartenant à leurs concitoyens et communautés, ce qui constitue une menace pour la stabilité du Darfour. Le Groupe d'experts a enquêté sur le financement des groupes armés, qui provient de l'exploitation des ressources naturelles du Darfour, à savoir l'or. Il a consulté Amjad Rihan, spécialiste des questions relatives au devoir de diligence en matière d'exportation et d'achat de minerais, en particulier d'or, qui lui a donné l'autorisation de révéler son identité dans le présent rapport et qui l'a aidé à analyser ce sujet complexe.

A. Extraction artisanale de l'or au Darfour

Contexte

129. Au Soudan, près de 90 % de l'or est extrait de mines artisanales⁵⁶. On trouvera à l'annexe 29 une carte des mines d'or artisanales exploitées au Darfour en août

⁵⁶ Voir « Sudan predicted to be Africa's largest gold producer by 2018 », *Sudan Tribune*, 7 juillet 2014, consultable à l'adresse <http://sudantribune.com/spip.php?iframe&page=imprimable&id>

2015. Compte tenu du fait que la production du Darfour représente plus de 50 % de la production totale d'or du Soudan⁵⁷, le Groupe d'experts a examiné dans quelle mesure les groupes armés pouvaient tirer profit du marché de l'or artisanal pour lever des fonds de manière illicite. Le 9 juin 2014, le Ministre soudanais des mines a informé le Parlement que le Gouvernement n'avait pratiquement aucun contrôle sur l'or produit par les ouvriers des mines traditionnelles⁵⁸. En conséquence, le Groupe d'experts s'est rendu à Jabal Amer (voir fig. III), qui est l'un des plus grands sites d'extraction d'or artisanale au Darfour, afin de comprendre les mesures mises en place pour administrer ces mines.

130. On trouvera à l'annexe 30 des informations sur l'exploitation des mines d'or artisanales de Jabal Amer, ainsi que sur le fonctionnement du conseil d'administration de ces mines.

Figure 3

Photographies des mines de Jabal Amer, 15 juin 2015



Légende : 1) zone minière de Jabal Amer; 2) mine traditionnelle, de forme rectangulaire (4 m x 4 m), d'où est extraite la roche (dont on espère qu'elle contient de l'or) disposée dans des sacs pour être emmenée à la broyeuse; 3) broyeuse qui permet de réduire la roche en poudre; 4) lavage de cette poussière de roche au mercure et à l'eau; 5) ensuite, l'amalgame mercure-or est chauffé dans un récipient où l'on récupère des pépites d'or une fois le mercure évaporé.

_article=51609, et « Sudan produces 73.3 tons of gold », Sudanow, 28 janvier 2015, consultable à l'adresse <http://sudanow.info.sd/sudan-produces-73-3-tons-of-gold/>.

⁵⁷ Le Gouvernement a refusé de fournir au Groupe les données concernant la production annuelle d'or par mines au Darfour. Des sources confidentielles ont déclaré que les estimations du Gouvernement s'appuyaient uniquement sur les achats d'or effectués dans des sites d'exploitation aurifère artisanale. Aussi, la part des mines du Darfour et des mines du reste du Soudan est une estimation, fondée sur les renseignements recueillis par le Groupe au cours d'entretiens. Voir également paragraphe 144.

⁵⁸ Voir « 75% of Sudan's gold production is smuggled: official », *Sudan Tribune*, 9 juin 2014, consultable à l'adresse <http://sudantribune.com/spip.php?article51288>.

Contrôle des mines de Jabal Amer

131. Le Groupe d'experts a établi que la milice rizeigat abbala⁵⁹, originaire du Darfour septentrional, localement connue sous le nom de « milice abbala », (« Groupe armé abbala » ci-après) contrôlait les mines d'or artisanales de Jabal Amer, en s'appuyant sur les éléments suivants⁶⁰ :

a) En janvier 2013, les Forces armées soudanaises se sont retirées de la zone d'exploitation aurifère de Jabal Amer⁶¹ pour éviter toute confrontation avec le Groupe armé abbala;

b) Le Groupe armé abbala est constitué de membres originaires de nombreux clans rizeigat, dont certains servent dans les rangs de plusieurs forces auxiliaires gouvernementales (gardes frontière, Forces centrales de réserve de la police et Forces de défense populaires)⁶²;

c) Le groupe armé abbala contrôle le sous-comité pour la sécurité du conseil d'administration des mines d'or de Jabal Amer⁶¹, dont de nombreux membres appartiennent au groupe. Le cheik Musa Hilal Abdallah Alnsiem, désigné par le Comité des sanctions, contrôle le Groupe armé abbala⁶¹. En outre, en sa qualité de Président du conseil d'administration des mines d'or de Jabal Amer, il contrôle également le sous-comité pour la sécurité⁶³;

d) Les membres du sous-comité sont responsables des points de contrôle situés à l'entrée des mines de Jabal Amer, dont l'accès est soumis à l'autorisation ou à l'assentiment préalables du cheik Musa Hilal. Afin de pouvoir visiter les mines de Jabal Amer le 15 juin 2015, le Groupe d'experts a dû demander une autorisation;

e) Les décisions relatives à la gestion de la sécurité des mines de Jabal Amer sont prises par les chefs du Conseil soudanais de l'éveil révolutionnaire, organisation politique fondée et contrôlée par Musa Hilal;

f) En 2014, le porte-parole du Conseil soudanais de l'éveil révolutionnaire a déclaré que ce serait le conseil d'administration et non les forces régulières du Gouvernement qui serait chargé d'assurer la protection des mines d'or de Jabal Amer⁶⁴;

⁵⁹ Voir Belachew Gebrewold-Tochalo, *Anatomy of Violence: Understanding the Systems of Conflict and Violence in Africa* (Farnham, Ashgate Publishing, 2009), p 169.

⁶⁰ Entretiens menés par le Groupe avec des membres du conseil d'administration des mines d'or du Jabal Amer, des prospecteurs, des ouvriers, des négociants et des fournisseurs qui travaillent dans les mines du Jabal Amer, ainsi qu'avec des sources confidentielles.

⁶¹ Voir « Sudan army withdraws from gold mine area of Jebel Amer », Radio Dabanga (Hilversum), 27 janvier 2013. Consultable à l'adresse <http://allafrica.com/stories/201301280161.html>.

⁶² Entretiens du Groupe d'experts avec les membres du conseil d'administration des mines d'or de Jabal Amer, des prospecteurs, des ouvriers, des négociants et des fournisseurs qui travaillent dans les mines du Jabal Amer, ainsi qu'avec des sources confidentielles et entretien entre le Groupe d'experts et un responsable de très haut rang du sous-comité pour la sécurité du conseil d'administration.

⁶³ Entretien du Groupe d'experts avec le cheik Musa Hilal.

⁶⁴ Voir « Sudan: Musa Hilal's council forms Jebel Amer administration, calls for intifada in Sudan », Radio Dabanga (Hilversum), 16 décembre 2014, consultable à l'adresse <http://allafrica.com/stories/201412170243.html>.

g) En avril 2014, le groupe soudanais MAM a obtenu un permis d'exploration à Jabal Amer, mais il n'a pas pu entreprendre d'activités, car le cheik Musa Hilal l'a averti que la situation actuelle ne permettait pas de mener des explorations dans la région⁶⁵.

B. Production aurifère annuelle de Jabal Amer

132. Pour établir une estimation annuelle des revenus du Groupe armé abbala, le Groupe d'experts a élaboré un modèle financier (voir annexe 31) en utilisant les chiffres les plus bas pour certaines variables. D'après l'analyse des données calculées à partir du modèle financier, il est presque certain que les mines de Jabal Amer produisent au moins 8 571 kilos d'or par an, ce qui équivaut à 422 millions de dollars au cours local de l'or. Toujours d'après le modèle, le revenu annuel d'un prospecteur s'élèverait à 32 400 dollars, tandis qu'un mineur serait rémunéré 1 530 dollars par an (voir annexe 31).

C. Analyse financière des revenus du groupe armé abbala

Taxes

133. Le Groupe d'experts a établi que le Groupe armé abbala imposait les taxes ci-après aux prospecteurs et à d'autres personnes menant des activités connexes dans la zone aurifère de Jabal Amer⁶⁶ :

- a) Pour chaque sac extrait d'une mine, 5 livres soudanaises (SDG) (0,82 dollar au taux de change de 6,09 livres soudanaises contre 1 dollar) reviennent au Groupe armé abbala;
- b) Les prospecteurs livrent un sac de roche au groupe armé abbala tous les deux jours⁶⁷;
- c) Tous les négociants qui achètent de l'or dans les mines de Jabal Amer payent 1 000 livres soudanaises (164 dollars) par mois;
- d) Chaque vendeur de produits de base travaillant dans la zone minière de Jabal Amer verse entre 800 et 1 200 livres soudanaises (entre 131 et 197 dollars) par mois pour son emplacement commercial, en fonction de la taille de celui-ci;
- e) Chaque boucher paie 20 livres soudanaises (3,28 dollars) par mouton abattu.

⁶⁵ Voir « Darfur gold concession winner warned-off by Hilal », Dabanga, 17 avril 2014, consultable à l'adresse www.dabangasudan.org/en/all-news/article/darfur-gold-concession-winner-warned-off-by-hilal. Lors de son entretien avec le Groupe d'experts, Musa Hilal a confirmé cette information.

⁶⁶ Entretiens du Groupe d'experts avec les membres du conseil d'administration des mines d'or de Jabal Amer, des prospecteurs, des ouvriers, des négociant et des fournisseurs qui travaillent dans les mines du Jabal Amer, ainsi qu'avec des sources confidentielles. Ces taxes doivent être payées que de l'or soit trouvé ou non dans les sacs de roche. En outre, elles viennent s'ajouter aux impôts légaux prélevés par le conseil d'administration des mines du Jabal Amer.

⁶⁷ En moyenne, en deux jours, 20 sacs de roche sont extraits d'une mine où travaillent environ 14 personnes. Ce sac extorqué par le groupe armé représente donc 5 % de la production.

134. Le Groupe d'experts estime que le revenu annuel du Groupe armé abbala provenant des taxes prélevées auprès des prospecteurs et des commerçants dont l'activité est liée à l'or s'élève à 28 millions de dollars (voir tableau 5).

Tableau 5

Revenus du Groupe armé abbala provenant des taxes prélevées auprès des prospecteurs et des commerçants dont l'activité est liée à l'or

Type de taxe	Revenu journalier	Revenu mensuel	Revenu annuel	Revenu annuel
	(En livres soudanaises)	(En livres soudanaises)	(En livres soudanaises)	(En dollars des États-Unis) ^a
5 livres soudanaises par sac	122 850	3 071 250	36 855 000	6 051 724
Remise d'un sac tous les deux jours	368 550	9 213 750	110 565 000	18 155 172
Taxe sur les emplacements commerciaux	70 400	1 760 000	21 120 000	3 467 980
Taxes imposées aux négociants d'or	8 000	200 000	2 400 000	394 089
Taxes imposées aux bouchers	6 000	150 000	1 800 000	295 567
Total	575 800	14 395 000	172 740 000	28 364 532

Note : Taxes prélevées quotidiennement : 122 850, 368 550 et 6 000 livres soudanaises, taxes prélevées mensuellement : 1 760 000 et 200 000 livres soudanaises. Les autres montants sont calculés sur la base de 300 jours et 12 mois travaillés par an.

^a 1 dollar des États-Unis = 6,09 livres soudanaises. Pour calculer le prix d'achat de l'or sur le site minier en dollars, on a pris en compte le taux de change sur le terrain (1 dollar = 10,1 livres soudanaises).

Activités de prospection du Groupe armé abbala

135. Le Groupe d'experts est presque certain qu'au moins 400 mines de Jabal Amer sont exploitées par le Groupe armé abbala, en qualité de prospecteur⁶⁸, qui touche ainsi un revenu complémentaire de 17 millions de dollars (voir l'annexe 32, tableau 1).

Activités d'exportation du Groupe armé abbala

136. Au début de 2014, le Ministre soudanais des mines a informé le Parlement qu'une grande quantité d'or était exportée clandestinement⁶⁹ afin de tirer parti de la différence entre le cours de l'or sur le marché local et sur le marché international (voir annexe 32, tableau 3).

⁶⁸ Entretiens du Groupe d'experts avec les membres du conseil d'administration des mines d'or de Jabal Amer, des prospecteurs, des ouvriers, des négociants et des fournisseurs qui travaillent dans les mines du Jabal Amer, ainsi qu'avec des sources confidentielles. Voir également note de bas de page 4 à l'annexe 30.

⁶⁹ Voir « 75% of Sudan's gold production is smuggled: official », *Sudan Tribune*, 9 juin 2014, consultable à l'adresse <http://sudantribune.com/spip.php?article51288>, et Ulf Laessing, « Special report: the Darfur conflict's deadly gold rush », Reuters, 8 octobre 2013, consultable à l'adresse www.reuters.com/article/2013/10/08/us-sudan-darfur-gold-idUSBRE99707G20131008.

137. Le Groupe d'experts est certain qu'une grande partie de l'or extrait des mines de Jabal Amer est d'abord transportée à Geneina (Darfour), puis envoyée à Khartoum par avion, pour être ensuite exportée illégalement aux Émirats arabes unis. On trouvera au tableau 2 de l'annexe 32 une estimation des dépenses engagées pour l'exportation illégale de 15 kilos d'or effectuée par deux contrebandiers au cours d'un voyage. Après analyse, le Groupe est presque certain que l'exportation illégale d'une partie de l'or extrait des mines de Jabal Amer procure au Groupe armé abbala un revenu annuel de 9 millions de dollars (voir annexe 32, tableau 3).

Montant total des revenus provenant de l'extraction et du commerce de l'or à Jabal Amer

138. Le Groupe d'experts est presque certain que les revenus du Groupe armé abbala s'élèvent à 54 millions de dollars par an, et ce, en se fondant sur les estimations les plus basses.

139. Dans une lettre datée du 13 novembre 2015, le Gouvernement soudanais a informé le Groupe que la zone de Jabal Amer était sous le contrôle des autorités publiques compétentes et qu'aucun groupe armé ne s'y trouvait. Le Groupe d'experts est convaincu que la zone de Jabal Amer était contrôlée par le Groupe armé abbala (voir par. 131 et annexe 30) au moins jusqu'au 15 juin 2015, et très probablement jusqu'au 25 octobre 2015, mais il n'est pas en mesure de confirmer toute reprise de contrôle par le Gouvernement depuis cette date.

D. Contrebande d'or du Soudan vers les Émirats arabes unis

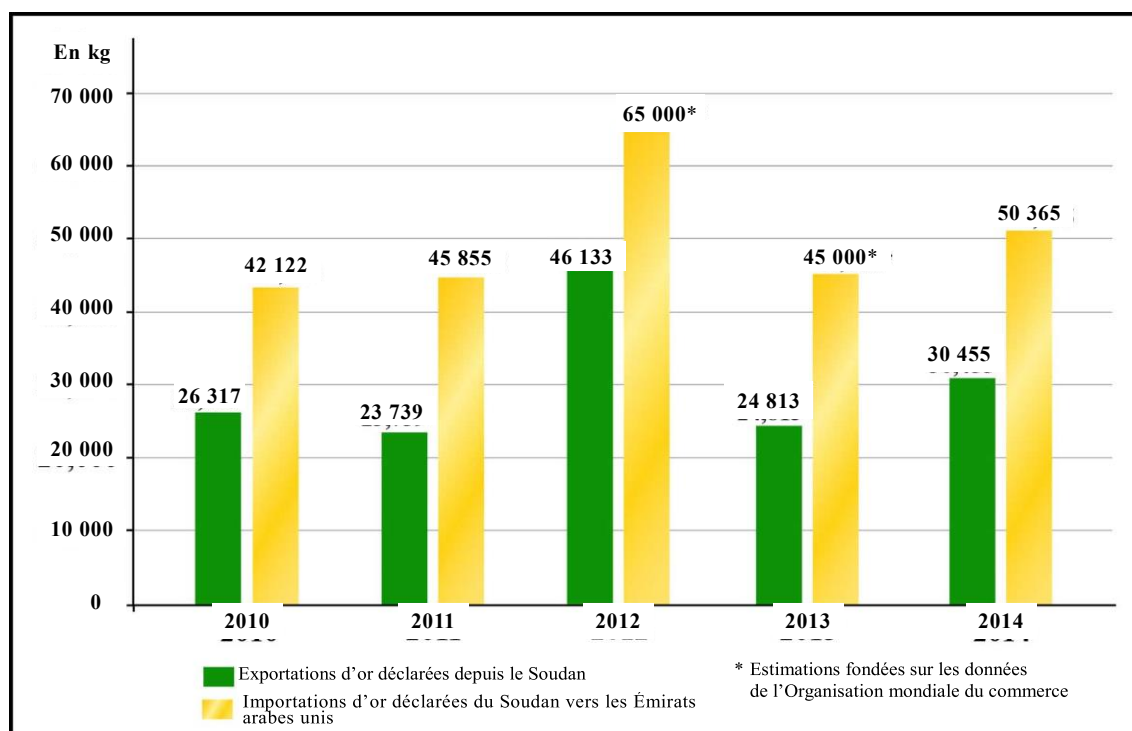
Analyse des données commerciales

140. Comme le Darfour contribue pour plus de la moitié à la production d'or soudanaise, il convient d'analyser les tendances de la contrebande dans l'ensemble du pays pour évaluer les sources de revenus potentielles d'autres groupes armés au Darfour⁷⁰.

141. Le Groupe d'experts a analysé les statistiques du commerce aurifère publiées par le Soudan et les Émirats arabes unis et comparé les quantités d'or exportées vers les Émirats arabes unis, selon les déclarations faites aux autorités soudanaises à l'exportation et les quantités d'or soudanais déclarées aux autorités des Émirats arabes unis au point d'importation dans le pays (voir fig. IV et tableau 1 à l'annexe 33).

⁷⁰ En l'absence de données gouvernementales concernant la production et l'exportation d'or au niveau régional ou pour chacune des mines. Le Groupe d'experts a sollicité ces informations mais n'a pas encore obtenu de réponse.

Figure IV

Contrebande d'or présumée du Soudan vers les Émirats arabes unis

142. D'après les résultats de cette analyse, au total au moins⁷¹ 96 885 kilogrammes d'or d'une valeur estimée à 4,6 milliards de dollars auraient été passés en contrebande du Soudan vers les Émirats arabes unis sur une période de cinq ans (2010-2014)⁷². Comme il est avéré que le Darfour contribue à hauteur de 50 % (voir note de bas de page 57 et par. 144) à la production annuelle d'or du pays, il y a tout lieu de croire que jusqu'à 48 000 kilogrammes d'or du Darfour auraient été exportés clandestinement depuis le Soudan au cours de ladite période. Sur la base des données figurant dans le tableau 3 de l'annexe 32, on estime que cette contrebande a rapporté 123 millions de dollars⁷³ de revenus supplémentaires aux groupes armés du Darfour au cours de cette période.

Étude de cas concernant la contrebande

143. Afin de confirmer l'ampleur des opérations de contrebande induite des données commerciales générales (voir par. 142 et annexe 33), le Groupe d'experts s'est penché sur certains cas de contrebande d'or survenus en 2012. Après analyse

⁷¹ En l'absence de données d'exportation par pays depuis le Soudan, ce calcul repose sur l'hypothèse selon laquelle toutes les exportations d'or sont à destination des Émirats arabes unis. Si une partie était exportée vers d'autres pays, la quantité d'or sortie clandestinement du pays et la perte théorique de taxes à l'exportation seraient encore supérieures.

⁷² La perte théorique de redevances et de taxes à l'exportation pour le Gouvernement soudanais s'élèverait à 504 millions de dollars (voir le tableau de l'annexe 33).

⁷³ 9,27 millions de dollars x 48 000/3 630 kg = 123 millions de dollars.

de la documentation transmise par une source confidentielle et des données d'exportation de la Banque centrale du Soudan, le Groupe estime presque certain que plus de 10 100 kilogrammes d'or ont été exportés clandestinement du Soudan vers une entité située aux Émirats arabes unis par plus de 16 organisations et individus. Selon l'hypothèse la plus probable, au moins 50 % de cet or de contrebande proviendrait de mines du Darfour.

E. Analyse de la répartition géographique des exportations d'or soudanaises

144. Le Groupe d'experts a analysé le volume total des exportations d'or vers les Émirats arabes unis en 2012 afin de déterminer la répartition géographique des exportations en provenance du Soudan, et par conséquent des mines du Darfour (voir le tableau 6).

Tableau 6
Répartition géographique des exportations d'or soudanaises (2012)

Année	Importations aux Émirats arabes unis (kg)	Valeur aux Émirats arabes unis (millions de dollars É.-U.)	Exportations depuis le Darfour (57 %)						Exportations depuis le reste du Soudan (43 %)	
			Darfour (groupe armé abbala) (24 %)		Darfour (autres groupes armés) (23 %)		Darfour (autre) (10 %)		Reste du Soudan (10 % secteur structuré) (33 % mines artisanales)	
			Masse ^a (kg)	Valeur (millions de dollars É.-U.)	Masse ^b (kg)	Valeur (millions de dollars É.-U.)	Masse ^c (kg)	Valeur (millions de dollars É.-U.)	Masse ^d (kg)	Valeur (millions de dollars É.-U.)
2012	65 000	3 507	15 600	842	14 500	782	6 500	351	28 400	1 532

^a Sur la base des témoignages des mineurs et prospecteurs qui travaillaient dans les mines du Jabel Amer en 2012.

^b Sur la base des témoignages des mineurs et prospecteurs qui travaillaient dans les mines d'Hachaba, de Dahab Charou et d'Abdel Chakour en 2012. Cette année-là, les mines d'Hachaba, au Darfour, étaient sous le contrôle de l'ALS-MM.

^c Selon toute vraisemblance, certaines petites mines artisanales du Darfour, telles que Gabr el-Ghanem, Sabrana, Ouri et Garlanbang, ne sont pas sous le contrôle de groupes armés.

^d Le secteur structuré de l'extraction d'or du reste du Soudan représente environ 10 % de la production totale.

145. Le Groupe d'experts considère que les autres groupes armés du Darfour ont très probablement exporté des quantités d'or représentant un montant estimatif de 782 millions de dollars en 2012. Il n'est pas encore possible de déterminer les bénéfices tirés de cette source de revenus – les taxes locales et les redevances illicites sur les mines d'or situées dans le reste du Darfour n'étant pas les mêmes que dans la région de Jabal Amer –, mais le Groupe d'experts poursuit son enquête.

F. Mise en place du Mécanisme de certification régional établi par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

146. Le Groupe d'experts a rencontré des responsables de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris pour discuter de la mise en œuvre du Supplément sur l'or du *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*⁷⁴ concernant l'or extrait de mines artisanales contrôlées par des groupes armés du Darfour. L'OCDE a expliqué que les recommandations faites dans le Guide OCDE sur le devoir de diligence et les processus qui y étaient préconisés constituaient le socle du Mécanisme de certification régional établi par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs⁷⁵, qui vise à garantir que les minerais désignés, notamment l'or, répondent à des normes sociales minimales et ne proviennent pas de sites miniers situés dans des zones de conflit.

147. En 2010, le Président du Soudan a signé la Déclaration de Lusaka adoptée lors du sommet spécial de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles de la région des Grands Lacs⁷⁶. Lors de ce sommet, les États membres se sont dits préoccupés par la persistance de l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment de l'or, et son lien avec la prolifération d'armes légères et de petit calibre, la perpétuation de crimes contre l'humanité et le financement de groupes armés. Les signataires de la Déclaration se sont engagés à accomplir des progrès au regard des six outils de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, en particulier le Mécanisme de certification régional.

148. Au paragraphe 4.9 du manuel du Mécanisme de certification régional, une chaîne d'approvisionnement des envois miniers est caractérisée comme « libre de conflits » en l'absence de groupes armés non étatiques ou de forces de sécurité publiques ou privées qui « contrôlent illégalement des sites miniers ou encore contrôlent les voies de transport ou les points où se vendent les minéraux et les acteurs en amont dans la chaîne d'approvisionnement »; « perçoivent illégalement des impôts ou extorquent l'argent ou les minéraux aux points d'accès aux sites miniers le long des voies de transport ou aux points où s'échangent les minéraux » ou « perçoivent illégalement ou extorquent l'argent ou les parts des minéraux des propriétaires des sites miniers, des exploitants des sites miniers, des intermédiaires, des négociants, des sociétés d'exportation, ou d'autres acteurs en amont de la chaîne de possession »⁷⁷.

149. Le Mécanisme de certification régional prévoit également l'émission d'un certificat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs comparable

⁷⁴ Voir Supplément sur l'or à www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/Supplémentsurl'Or.pdf, et OCDE, *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*, deuxième édition (Paris, 2013), consultable à l'adresse <http://www.oecd.org/fr/investissement/mne/GuideEdition2.pdf>.

⁷⁵ Voir www.oecd.org/investment/mne/49111368.pdf et www.oecd.org/investment/mne/47892582.pdf.

⁷⁶ Voir www.oecd.org/corporate/mne/inv/mne/47143500.

⁷⁷ Le paragraphe 3 de l'annexe II du Guide OCDE sur le devoir de diligence donne une définition similaire des minerais non affectés par des conflits.

au Certificat du Processus de Kimberley pour les diamants. Ce certificat ne serait délivré que pour les envois dont il peut être démontré que l'origine, le transport et le traitement ne sont pas affectés par un conflit.

150. Le Groupe d'experts est d'avis que la mise en place effective le plus rapidement possible du Mécanisme de certification régional par le Gouvernement contribuerait très probablement à faire obstacle au financement substantiel dont bénéficient actuellement facilement les groupes armés du Darfour. Cela pourrait également permettre de lutter contre la contrebande en empêchant l'or de passer les douanes des Émirats arabes unis ou d'autres pays sans certificat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

151. On trouvera à l'annexe 34 davantage de détails sur la Déclaration de Lusaka, l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le Mécanisme de certification régional et l'état d'avancement de l'Initiative au Soudan.

G. Achat d'or du Darfour par la Banque centrale du Soudan

152. L'or représentait 1 % seulement des recettes d'exportation du Soudan en 2008, contre 30 % en 2014. La Banque centrale du Soudan fait appel à des intermédiaires pour se procurer de l'or destiné à l'exportation auprès de mines artisanales, notamment celles de Jabal Amer. Ces agents prélèvent une redevance de 7 % sur les sommes versées aux prospecteurs⁷⁸.

153. Le Groupe d'experts est convaincu que l'or provenant des mines artisanales de Jabal Amer est, par définition, « affecté par un conflit » en raison de la présence de forces de sécurité privées, de l'imposition de redevances illégales aux prospecteurs, de l'extorsion de minerais et de la taxation illicite des intermédiaires et des négociants. Ainsi, quoique souillé par le conflit, l'or acheté par la Banque centrale du Soudan dans les mines de Jabal Amer n'en est pas moins intégré au système légal d'approvisionnement et d'exportation. Le Fonds monétaire international (FMI) qualifie ces achats d'or de la Banque centrale de « non stérilisés »⁷⁹.

154. Le Groupe d'experts est également certain que l'or extrait de nombreuses autres mines artisanales importantes du Darfour est lui aussi « affecté par un conflit », ces sites étant placés sous le contrôle de groupes armés (voir l'annexe 29). Deux autres grands sites artisanaux du Darfour, Hachaba et Abdel Chakour, sont contrôlés par des « milices arabes » de la région de Koutoum, et le Groupe a la certitude que ces dernières imposent elles aussi des redevances illicites aux prospecteurs.

155. Le Groupe d'experts est persuadé que l'achat d'or souillé par un conflit par la Banque centrale du Soudan est contraire au Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et à la Déclaration de Lusaka signée par le Soudan, lue en conjonction

⁷⁸ Voir Fonds monétaire international, Rapport des services du FMI sur les économies nationales n° 13/320, « Soudan » (Washington, octobre 2013), par. 20 et 21. Consultable à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2013/cr13320.pdf.

⁷⁹ Voir Fonds monétaire international, Rapport des services du FMI sur les économies nationales n° 14/364, « Soudan » (Washington, décembre 2014). Consultable à l'adresse www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14364.pdf.

avec l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Le Groupe n'a pas pu obtenir les vues du Ministère des ressources minérales ni de la Banque centrale sur cette question, le Gouvernement ne l'ayant pas autorisé à rencontrer les responsables de ces entités comme il le lui avait demandé dans ses lettres datées du 12 juin et du 1^{er} octobre 2015. Le Groupe a reçu une lettre du Gouvernement datée du 30 novembre 2015, dans laquelle celui-ci indiquait qu'il n'y avait pas de groupes rebelles dans les régions où se trouvent les mines artisanales. Dans sa lettre datée du 23 novembre 2015, le Groupe d'experts avait informé le Gouvernement que le groupe armé abbala était présent dans la région des mines d'or du Jabel Amer et les « milices arabes » armées dans celle d'Hachaba/Abdel Chakour. Ces groupes armés ne sont pas signataires du processus de paix (voir également annexe 23). Le Gouvernement n'a fait aucun commentaire sur la question des taxes prélevées illégalement par les groupes armés. Lorsqu'il a étudié les sources de financement possibles du Groupe armé abbala, le Groupe a délibérément ignoré les taxes prélevées par le conseil tribal, c'est-à-dire le conseil de gestion des mines d'or du Jabel Amer. Par ailleurs, l'évaluation donnée par le Gouvernement de la contribution du Darfour à la production d'or totale ne correspond pas aux données factuelles collectées par le Groupe (voir note de bas de page n° 57 et annexes 30 et 31). Les enquêtes portant sur des individus et entités spécifiques se poursuivent (voir par. 143).

H. Contrôles d'entrée effectués par les Émirats arabes unis

156. Le Groupe d'experts s'est rendu à Doubaï pour étudier les mécanismes de contrôle mis en place au niveau de la chaîne d'approvisionnement en or. Il a demandé au Gouvernement des Émirats arabes unis des précisions, qu'il n'a pas encore obtenues, sur les formalités de douane applicables à l'importation d'or dans des bagages à main. On trouvera de plus amples informations sur cette question à l'annexe 35.

I. Gestion des frontières

157. Compte tenu de l'ampleur des opérations de contrebande de ressources naturelles et des informations faisant état d'un trafic d'armes à travers les frontières internationales de pays de la région visés par des sanctions, notamment les frontières extérieures du Darfour, le Groupe d'experts considère que l'adoption de programmes régionaux de renforcement des capacités devraient être envisagée par les organismes concernés afin que les sanctions soient appliquées plus efficacement. On trouvera de plus amples informations au sujet du renforcement des capacités de gestion des frontières à l'annexe 36.

IX. Interdiction de voyager

A. Cheikh Musa Hilal

158. Le Groupe d'experts a rencontré le cheikh Musa Hilal à Khartoum le 25 juin 2015 et l'a informé du régime de dérogations applicable aux déplacements à l'étranger.

159. Par la suite, le Groupe d'experts a découvert un nouveau cas de non-respect de l'interdiction de voyager par le cheikh Musa Hilal. Le Groupe est presque certain que celui-ci s'est rendu en avion au Caire le 15 juillet 2015⁸⁰ et qu'il est rentré au Soudan le 27 juillet 2015⁸¹. Il a écrit aux Gouvernements égyptien et soudanais le 21 juillet et le 6 novembre 2015 pour demander des précisions. Le 13 novembre 2015, le Gouvernement égyptien a informé le Groupe qu'il ne disposait pas d'informations sur la question.

160. Le Groupe d'experts note que le Gouvernement soudanais est en mesure de contrôler les sorties de son territoire puisqu'il a empêché une délégation de se rendre à Strasbourg (France) pour assister à une réunion en juin 2015⁸². Il en conclut donc de manière certaine que le Gouvernement aurait pu contribuer à faire respecter l'interdiction de voyager visant le cheikh Musa Hilal, conformément aux dispositions du paragraphe 12 de la résolution 2200 (2015), en informant le Gouvernement égyptien du déplacement de cet individu.

161. Le Groupe d'experts considère donc presque certain que :

a) Le Gouvernement égyptien a enfreint l'interdiction de voyager décrétée à l'alinéa d) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) en ne prévenant pas l'entrée sur son territoire de l'individu désigné;

b) Le Gouvernement soudanais a manqué à son devoir de partager avec les autorités égyptiennes les informations relatives à la sortie du territoire de l'individu désigné en vertu des dispositions du paragraphe 12 de la résolution 2200 (2015); et

c) Le cheikh Musa Hilal a manqué à son obligation tacite de solliciter une dérogation auprès du Comité en vue de son déplacement.

162. On trouvera de plus amples informations concernant cette violation de l'interdiction de voyager à l'annexe 37.

B. Jibril Abdulkarim Ibrahim Mayu (également connu sous le nom de « Tek »)

163. On trouvera aux paragraphes 179 et 180 du rapport final du Groupe d'experts pour 2013 (S/2014/87) les violations de l'interdiction de voyager recensées pour Jibril Abdulkarim Ibrahim Mayu, alias « Tek ». Au cours d'une réunion organisée au Tchad en mai 2015, le Groupe a informé le Gouvernement tchadien que l'alinéa f) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) prévoyait spécifiquement des mesures d'exemption au cas par cas, et l'a engagé à présenter à l'avenir des demandes de dérogation à l'interdiction de voyager pour toute visite de personnes désignées. Le Gouvernement tchadien s'est déclaré disposé à présenter à l'avenir de telles demandes le cas échéant.

⁸⁰ Voir « Darfur Janjaweed leader flies to Egypt despite UNSC travel ban », *Sudan Tribune*, 20 juillet 2015, consultable à l'adresse www.sudantribune.com/spip.php?article55768; et [www.twitter.com/wasilalitaha](https://twitter.com/wasilalitaha); et sources confidentielles.

⁸¹ Sources confidentielles.

⁸² Voir « Sudanese security body resumes its travel ban series: representatives of "Call Sudan" powers banned for travelling to attend European Parliament's session », *Arabic Network for Human Rights Information*, 9 juin 2015, consultable à l'adresse <http://anhri.net/?p=14548&lang=en>.

C. Adam Yacub Sharif

164. Le Groupe d'experts ne dispose à ce jour d'aucune preuve documentaire du décès d'Adam Yacub Sharif (voir le rapport S/2013/79, par. 147). Au cours d'une réunion tenue le 21 mai 2015, le Coordonnateur national a indiqué que le Gouvernement ne possédait aucune preuve du décès de cet individu et qu'il estimait donc qu'il était toujours en vie.

D. Amélioration du respect de l'interdiction de voyager

165. Le Groupe d'experts estime que les États Membres, y compris le Soudan – en tant que pays de résidence des personnes désignées –, devraient, lorsqu'un individu désigné quitte le pays, en informer immédiatement l'État Membre de destination et le Comité. Cela permettrait au pays de destination de faire respecter l'interdiction de voyager en refusant l'entrée aux personnes désignées⁸³. Le Groupe d'experts estime que l'interdiction de voyager pourrait être mieux respectée s'il était indiqué sur les titres de voyage de toutes les personnes désignées qu'elles faisaient l'objet d'une interdiction de voyager et devaient obtenir l'autorisation du Comité pour se rendre à l'étranger.

166. Les entités et individus qui encouragent ou aident une personne désignée à violer l'interdiction de voyager en connaissance de cause constituent une menace pour la paix et la stabilité au Darfour, ces visites ayant souvent pour but de recueillir des fonds ou de rencontrer des membres de groupes armés non signataires. Par conséquent, ces entités et individus pourraient expressément entrer dans le champ d'application des critères de désignation énoncés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005).

167. La communication de noms ne suffit pas à faire respecter l'interdiction de voyager. Bien souvent, ce n'est pas le manque de volonté, mais l'absence de données d'identification biométriques qui pose problème. C'est pourquoi le Groupe d'experts est d'avis que l'inclusion de photographies et d'autres données biométriques des personnes désignées dans les Notices spéciales de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pertinentes faciliterait l'application de l'interdiction de voyager.

X. Mise en œuvre du gel des avoirs

A. Problèmes de mise en œuvre

168. Le Groupe d'experts a étudié avec attention la réponse que lui avait communiquée en 2014 le Gouvernement et dans laquelle il exposait les problèmes

⁸³ Le Groupe d'experts note que, si le paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que « toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays », le paragraphe 3 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques autorise également un État à imposer des restrictions au droit de quitter son pays. Il s'agit là d'une décision nationale, et le contrôle des sorties par l'État de résidence serait le moyen le plus efficace de mettre en œuvre l'interdiction de voyager.

qu'il rencontrait pour appliquer les mesures de gel des avoirs à l'encontre des personnes désignées, arguant qu'il s'agissait d'une violation de leurs droits de l'homme. On trouvera une note d'information sur cette question à l'annexe 38.

169. Certains États Membres sont parvenus à mettre en œuvre le gel des avoirs grâce à l'adoption de diverses mesures législatives et administratives conformes à leurs constitutions respectives. Leur législation leur permet de geler les avoirs visés par un régime de sanctions sans autre condition préalable qu'une désignation dans une résolution du Conseil de sécurité.

B. Cheikh Musa Hilal

170. Le Groupe d'experts est certain que le cheikh Musa Hilal, un individu désigné, contrôle le Groupe armé abbala, qui contrôle lui-même les mines de Jabal Amer (voir par. 131). Ce groupe armé exploite financièrement le commerce aurifère de Jabal Amer par l'imposition de redevances illicites aux prospecteurs, la prospection directe et l'exportation illégale de l'or extrait, ce qui lui permet de se constituer efficacement des actifs.

171. Conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), le Gouvernement soudanais est tenu de geler tous les fonds détenus par des entités détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, par des personnes désignées ou par des personnes agissant en leur nom ou sur leurs instructions. Comme le Gouvernement n'a pas gelé ces avoirs, il enfreint de toute évidence les mesures de gel des avoirs.

XI. Questions politiques et régionales et efforts s'imposant pour lever les obstacles à un processus politique sans exclusive

A. Suite donnée au Document de Doha pour la paix au Darfour

172. Le Document de Doha pour la paix au Darfour, qui a été incorporé dans la Constitution le 4 janvier 2015, est devenue un élément essentiel du processus politique sans exclusive. Le mandat de l'Autorité régionale pour le Darfour a été prorogé jusqu'au 14 juillet 2016 par décret le 28 juin 2015 pour qu'elle puisse poursuivre les projets de reconstruction et de développement; et organiser le référendum sur la question du statut administratif permanent du Darfour (peut-être au mois d'avril 2016) prévu dans le Document de Doha pour la paix au Darfour.

173. La dixième réunion de la Commission de suivi du Document de Doha pour la paix au Darfour, à Doha, le 8 septembre 2015, a vu la poursuite du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et le lancement de la deuxième phase du dialogue et des consultations internes au Darfour. En plus des 315 projets qui ont déjà été menés à bien, l'Autorité régionale pour le Darfour a l'intention d'affecter 900 millions de livres soudanaises à 443 nouveaux projets dans 40 domaines. Toutefois, la pleine réalisation des objectifs de développement ambitieux énoncés dans la Stratégie de développement du Darfour, adoptée à la conférence internationale des donateurs tenue à Doha les 7 et 8 avril 2013, exigera

de nouveaux financements, qui n'arrivent actuellement qu'au compte-gouttes en raison de l'instabilité et de l'insécurité au Darfour. Cette injection de capitaux internationaux est pourtant cruciale pour soulager les souffrances et les frustrations de la population darfourienne, qui aspire à recueillir les fruits du Document de Doha. Les divisions internes font obstacle à l'approche dynamique adoptée par l'Autorité à l'égard de cette action en faveur du développement.

174. Les résultats annoncés par l'Autorité régionale pour le Darfour sont contestés par les dirigeants du Mouvement pour la libération et la justice, un des piliers de l'Autorité. Les tensions se sont accrues en 2015 entre les partisans du Président de l'Autorité, Tijani Seissi Ateem, et son rival, Bahr Abu Garda, Secrétaire général du Mouvement pour la libération et la justice et Ministre fédéral de la santé. Il semble que ces tensions entre les deux factions s'apaisent depuis la médiation orchestrée par l'État du Qatar, qui a organisé une rencontre avec les deux rivaux en marge de la dixième réunion de la Commission de suivi.

B. Principaux obstacles à une sortie de crise

175. Le Gouvernement et les groupes armés non signataires continuent de préférer l'option militaire. Le succès de la deuxième phase de l'opération Été décisif au cours du premier semestre de 2015 a considérablement limité les capacités opérationnelles et la liberté de mouvement de l'ALS-AW et des derniers combattants de l'ALS-MM et du MJE. Les combats ont très fortement diminué au cours du second semestre de 2015 en raison de la saison des pluies (juillet à septembre); de la déclaration unilatérale de cessez-le-feu du Gouvernement pour une période de deux mois à compter du 22 septembre 2015; et de la déclaration unilatérale de cessez-le-feu du Front révolutionnaire soudanais pour une période de six mois à compter du 21 octobre 2015.

176. À la suite de l'élection présidentielle qui s'est déroulée du 13 au 15 avril 2015, le Gouvernement a immédiatement entrepris de prendre le contrôle des centres de décision et de commandement dans les cinq États du Darfour. La nomination des cinq gouverneurs de ces États, une nouvelle prérogative présidentielle, illustre l'approche sécuritaire adoptée par le Gouvernement dans sa gestion du conflit. Sur ces cinq gouverneurs, trois sont des agents du Service national de renseignement et de sécurité (Darfour oriental, septentrional et occidental), et les deux autres sont membres du Parti du congrès national.

177. La poursuite de la militarisation et de la politisation des affaires tribales a parfois exacerbé les rivalités et aggravé la fracture sociale. La situation s'est apaisée depuis le mois de septembre 2015, mais la menace de conflits tribaux demeure latente (voir l'annexe 39). Globalement, la prévalence de l'« assabiyat » (esprit de clan) influe sur les comportements tribaux et continue d'attiser le conflit. Malgré les interventions du Gouvernement, des gouverneurs, des organes traditionnels de règlement des conflits (assemblées consultatives ou *choura*), du Conseil des sages (*ajawid*) et de l'Autorité régionale pour le Darfour, souvent avec l'appui de la MINUAD, le cessez-le-feu et les accords de réconciliation ont trop souvent été ignorés car ils ne répondent pas aux causes profondes du conflit, à savoir la lutte pour le respect des droits ancestraux sur les terres tribales (*hakoura*), considérés comme inaliénables; le plein exercice de la direction politique et socioéconomique au sein du système de l'*hakoura*; la revendication d'un droit sur les ressources

naturelles; la tension permanente entre les communautés nomades et semi-nomades et les agriculteurs sédentaires; et le problème des vols de bétail.

178. Au cours de la période considérée, l'ensemble du Darfour a été continuellement affecté par la criminalité armée. Presqu'aucun jour ne se passe sans que des voleurs armés, des bandits de grand chemin, des milices, des nomades et des bandes armées, tous considérés par le Gouvernement comme des « éléments incontrôlés et hors-la-loi », ne se livrent à des méfaits, et les enlèvements, les viols ou encore les destructions de récoltes sont un véritable fléau. Ni les individus (les déplacés qui vivent dans des camps et les personnes isolées vivant en milieu urbain ou dans des zones rurales reculées), ni les biens publics et privés, ni les centres commerciaux ne sont à l'abri des attaques de ces bandits armés. La MINUAD, d'autres organismes des Nations Unies (en particulier le Programme alimentaire mondial) et des organisations non gouvernementales internationales ont aussi subi cette augmentation de la criminalité armée.

C. Situation des groupes armés non signataires

179. Les trois groupes armés non signataires du Darfour commencent à s'essouffler, notamment en raison des luttes de pouvoir en leur sein, du développement de factions hiérarchisées et de la lassitude provoquée par la poursuite de la lutte armée (qui demeure infructueuse après douze ans et ne fait qu'accroître les souffrances des civils). Le Groupe d'experts a l'impression que certains éléments des groupes ont une conscience de plus en plus claire de l'inefficacité de l'option militaire. Beaucoup d'anciens dirigeants et de commandants de terrain ont pris leurs distances par rapport à la lutte armée ou se sont associés au processus politique sans exclusive.

180. En revanche, le Groupe d'experts constate l'émergence de nouveaux groupes dissidents, ce qui s'explique par la lassitude des combattants et l'efficacité de la politique de division menée par le Gouvernement depuis 2010. Cinq groupes dissidents ont ainsi vu le jour en 2015⁸⁴.

181. Enfin, le Groupe d'experts a observé un certain effritement de la cohésion et de l'unité au sein du Front révolutionnaire soudanais. Le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (MPLS-N) et les trois principaux groupes armés darfouriens non signataires continuent de poursuivre l'objectif stratégique d'un changement de régime, mais ils n'ont pas d'approche politique commune dans leur lutte contre le Gouvernement. Le dirigeant de l'ALS-AW a tendance à rompre le consensus. Bien que la charte du Front révolutionnaire soudanais adoptée en mai 2013 prévoit une présidence tournante entre les quatre partenaires, le MPLS-N exerce le pouvoir politique et militaire depuis le 22 février 2012. Malgré la récente réunion de la direction du Front révolutionnaire, à Paris, du 13 au 17 octobre 2015, qui a été l'occasion pour les participants de réaffirmer le principe de l'alternance,

⁸⁴ Trois factions dissidentes de l'ALS-AW, de l'ALS-MM et de l'Armée de libération du Soudan-faction Ali Karbino (ALS-AK) se sont jointes au dialogue national le 10 octobre 2015 grâce aux efforts déployés par le Tchad. La quatrième faction (ALS-AW) est dirigée depuis le 25 juillet 2015 par Nimr Muhammad Abdul Rahman et le chef d'état-major des forces armées, le général Muhammad Adam Abdul Salam (également connu sous le nom « Qaddoura »), ex-compagnons d'armes d'Abdel Wahed. La cinquième faction dissidente, fondée le 22 mai 2015 par un groupe de responsables du MJE, est dirigée par Mansour Arbab Younes.

les dirigeants du MPLS-N refusent toujours de céder la présidence tournante à Jibril Ibrahim (MJE). Cette lutte acharnée pour le pouvoir a provoqué une rupture grave au sein du Front révolutionnaire soudanais et laissé la méfiance s'installer entre les partenaires, qui se sont lancés dans une guerre médiatique des plus virulentes.

182. S'il est vrai que les capacités militaires des trois principaux mouvements ont été amoindries, leurs dirigeants, Jibril Ibrahim, Minni Arkou Minawi et Abdel Wahed Muhammad Nour, n'en demeurent pas moins des acteurs politiques incontournables sur la scène internationale.

D. Difficultés d'application du processus politique sans exclusive

183. Le processus politique sans exclusive est pour ainsi dire resté au point mort tout au long de l'année 2015, dans une léthargie ponctuée de différends entre le Gouvernement et les groupes armés non signataires appuyés par l'opposition civile. Le 2 juin 2015, le Président Béchir s'est engagé devant l'Assemblée nationale à proclamer l'amnistie générale en faveur des opposants afin qu'ils puissent prendre part au dialogue national, mais le climat est toujours à la méfiance. Le Gouvernement et l'opposition ont beau réaffirmer leur attachement à la paix, leurs positions politiques restent diamétralement opposées.

184. Compte tenu de sa supériorité sur le plan militaire, le Gouvernement ne se sent pas menacé par l'influence militaire des groupes armés non signataires et a donc pour stratégie de maintenir le statu quo. D'après un article publié sur le site Web du Soudan Tribune, dans le discours qu'il a prononcé devant le commandement des Forces armées soudanaises le 8 septembre 2015, le Président Béchir a affirmé que la rébellion prendrait fin en 2016. Le Gouvernement entend continuer de contrôler pleinement le dialogue national; s'opposer à la tenue d'une réunion préparatoire à Addis-Abeba afin de mener des négociations sur les questions de procédure relatives au dialogue national⁸⁵; et souligner que le Document de Doha pour la paix au Darfour reste le fondement des négociations tenues à Doha sur les domaines techniques (par exemple, les dispositions en matière de sécurité, un cessez-le-feu durable, la place faite aux nouveaux arrivants dans le partage du pouvoir et des richesses), même si le Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine ne participe pas à celles-ci.

185. Les orientations sur la marche à suivre adoptées par le Front révolutionnaire soudanais sont à l'opposé de la position du Gouvernement. En particulier, le Front demande la tenue d'une réunion préparatoire à Addis-Abeba; rejette l'idée d'un règlement définitif et durable du conflit sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour; soutient le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et demande qu'il soit renforcé; souscrit aux recommandations faites par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à sa 539^e réunion et souligne que le dialogue national doit refléter le processus constitutionnel (notamment l'alternance pacifique du pouvoir, la bonne gouvernance, les libertés fondamentales et la liberté d'expression).

186. En l'état actuel, les protagonistes ne sont toujours pas d'accord sur les résultats auxquels le processus politique sans exclusive doit permettre d'arriver. Si

⁸⁵ Conformément à la Déclaration de Berlin du 27 février 2015 et aux recommandations faites par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à sa 539^e réunion le 25 août 2015.

le dialogue national porte ses fruits, le Gouvernement acceptera tout au plus que les civils et les militaires de l'opposition y prennent part sous la direction du Congrès national. Pour l'opposition, au contraire, le dialogue marque le début d'une transformation démocratique et constitutionnelle qui doit déboucher sur un changement de régime à long terme.

187. Outre le fait que les parties prenantes ont des divergences de vues très marquées, le Gouvernement a été déçu par les recommandations que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a formulées à sa 539^e réunion, dans lesquelles il voit une manifestation de soutien aux demandes des civils et des militaires de l'opposition, ce qui n'a pas manqué d'ébranler sa confiance envers le Groupe de mise en œuvre. Le Groupe d'experts a été informé que les dernières tentatives du Président du Groupe de mise en œuvre et du Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine pour convaincre le Gouvernement soudanais de participer à la réunion préparatoire organisée à Addis-Abeba avaient été rejetées par le Président Béchir, qui s'était montré intransigeant. Il a appris également que certains membres du Gouvernement étaient déconcertés par la position du Président Béchir, qui risquait de réduire le dialogue à un simple monologue dont l'issue serait sans surprise.

E. Lancement du dialogue national

188. Malgré le statu quo, le Groupe d'experts a assisté à la cérémonie organisée pour le lancement officiel du dialogue national qui s'est tenue à Khartoum le 10 octobre 2015. Les Présidents du Soudan et du Tchad, les dirigeants des trois nouveaux mouvements dissidents de l'ALS-AW et de l'ALS-MM⁸⁶ et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes étaient présents, ainsi que le Représentant spécial conjoint par intérim Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour et des représentants de l'Organisation de la coopération islamique, des 92 partis politiques d'opposition soudanais, des neuf groupes armés non signataires, de secteurs de la société civile, de centres de recherche et des fraternités mystiques tourouqis⁸⁷.

189. Il convient de noter que l'Union africaine, le Président du Groupe de mise en œuvre, le chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et les civils et les militaires de l'opposition⁸⁷ n'étaient pas présents à la cérémonie d'ouverture, mais l'absence la plus remarquée reste celle du cheik Musa Hilal.

190. Au cours de la cérémonie, les membres de la diaspora armée et politique ont été invités à participer au dialogue, axé pour trois mois sur les six thèmes prioritaires définis le 16 août 2014 dans les orientations adoptées par le Comité 7+7,

⁸⁶ Les nouveaux mouvements dissidents appartenaient à l'ALS/AW, faction Aboul-Qassem Imam, à l'ALS/MM, faction Muhamadayn Ismail Bichir et à l'ALS/Karbino, faction al-Taher Abou Bakr Hajr.

⁸⁷ Les quatre branches armées du Front révolutionnaire soudanais [Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), MJE-faction Gibril Ibrahim, Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid (ALS-AW) et Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi (ALS-MM)], tous les membres de la coalition Appel du Soudan, les signataires de la Déclaration de Berlin de février 2015 (le parti de l'Oumma de Sadeq al-Mahdi, le parti Réforme maintenant de Ghazi Salah Eddine, les Forces du consensus national de Farouq Abou Issa et la Fédération des organisations de la société civile soudanaise d'Amin Makki).

à savoir la paix et la sécurité; l'économie; les droits fondamentaux; les libertés; l'identité nationale; et les affaires étrangères.

191. Insistant sur le fait que les récalcitrants avaient toujours la possibilité de rejoindre la table des négociations, le Président du Soudan a annoncé qu'il était prêt à prendre des mesures de renforcement de la confiance garantissant la cessation définitive des hostilités, sous réserve que celles-ci ne soient pas relancées par les groupes armés; la liberté politique; la liberté d'expression; la sécurité des représentants des groupes armés non signataires qui souhaiteraient se rendre à Khartoum pour prendre part au dialogue national; et la libération de tous les prisonniers politiques. Il a ajouté que si les dissidents continuaient de refuser de participer au dialogue, le conflit qui sévissait au Darfour, dans l'État du Nil Bleu et au Kordofan méridional serait réglé par des moyens militaires sur le terrain.

192. Le Président du Tchad a souligné que par leur absence, les trois groupes armés darfouriens non signataires ne servaient pas leurs intérêts et il s'est déclaré résolu à continuer d'exercer sans relâche ses bons offices pour les convaincre de prendre part au dialogue national.

193. Ainsi, près de 20 mois après que le Président a pris l'initiative, le 27 janvier 2014, de lancer un dialogue national, avec l'appui de la communauté internationale au complet, le coup d'envoi officiel de ce dialogue a eu peu d'effet. Compte tenu du boycottage des groupes armés non signataires récalcitrants et des partis de l'opposition, le Gouvernement a estimé qu'il n'avait d'autre choix que d'entamer le dialogue « uniquement avec les acteurs présents ».

194. L'absence du cheik Musa Hilal met en évidence les limites de cette démarche. Le cheik conserve des relations ambiguës avec le Gouvernement et cherche à placer ses partisans à des postes de responsabilité, même si de nombreux représentants de sa confédération de Rizeigat participent déjà activement à la gouvernance. Bien qu'il vive coupé du monde à Karthoum depuis la réélection du Président Béchir, il continue d'exercer son emprise sur les Rizeigat du nord, tribu à laquelle appartient le commandant des opérations des Forces d'appui rapide (Hemeti) et dont l'influence s'étend jusqu'au Tchad. Il reste également en contact avec les groupes armés non signataires. C'est un chef de tribu redoutable qui dispose de moyens financiers et militaires considérables. Il bénéficie également du soutien des Abbala (gardiens de chameaux) des Rizeigat du nord, tribu à laquelle appartiennent la majorité des gardes frontière. Compte tenu de l'influence que les tribus « arabes » peuvent avoir sur le cours des événements, il joue clairement un rôle non négligeable.

195. L'absence des organisations africaines qui avaient participé au dialogue national dès le début témoigne de leur mécontentement vis-à-vis de l'intransigeance dont fait preuve le Gouvernement à l'égard de l'Union africaine et du Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau. Cette intransigeance témoigne quant à elle de la divergence de vues qui se fait jour entre le Groupe des États arabes et l'Union africaine. Dans sa déclaration liminaire, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes a souligné que son organisation appuyait de manière quasi inconditionnelle la façon dont le Gouvernement gérait le dialogue national.

196. Le dialogue entre le Gouvernement et l'Union africaine se poursuit malgré tout. À l'issue de pourparlers tenus à Addis-Abeba le 23 octobre 2015 entre le Ministre soudanais des affaires étrangères, la Présidente de la Commission de

L'Union africaine et le Président du Groupe de mise en œuvre, le Gouvernement a finalement accepté de reprendre les négociations avec les groupes armés non signataires. Elles ont donc repris à Addis-Abeba le 19 novembre 2015⁸⁸. À l'exception du chef de la faction ALS-AW qui les a boycottées, le Gouvernement et les dirigeants du MJE et de l'ALS-MM ont souligné qu'ils étaient résolus à établir définitivement un cessez-le-feu humanitaire permanent. Cet accord semble propice à l'instauration d'un climat de confiance et devrait ouvrir la voie à d'autres discussions sur les mécanismes et les modalités de la participation du MJE et de l'ALS-MM au dialogue national à Khartoum.

F. Contexte régional

197. La situation reste particulièrement tendue dans la région, où deux États voisins, la Libye et le Soudan du Sud, sont touchés par un conflit interne.

198. Jusqu'à présent, le Groupe d'experts n'a constaté aucune influence directe d'éléments libyens de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) sur la situation au Darfour en matière de sécurité. Selon un article publié le 14 juillet 2015 dans *Al-Sudani*, le Ministre en charge du Darfour est d'avis que le Soudan n'est pas une priorité de l'EIIL et qu'il est peu probable que Boko Haram se mette à exercer une quelconque activité au Darfour et au Soudan. Il n'en reste pas moins que la présence, certes minime, de l'idéologie djihadiste salafiste de l'EIIL a été confirmée au Soudan et qu'un prédicateur a manifesté son allégeance au chef de l'EIIL.

199. En mai 2015, le Ministre de l'enseignement supérieur et de la technologie a également reconnu que l'EIIL avait recruté des étudiants de l'université de Khartoum.

200. Plusieurs sources, dont des groupes armés darfouriens non signataires, ont déclaré que des éléments armés de l'ALS-MM participaient au conflit libyen. Selon certaines d'entre elles, des éléments de l'ALS-MM auraient été déployés aux côtés des forces du général Khalifa Belqasem Haftar à Koufra, près de la frontière séparant la Libye du Soudan, pour se battre contre les brigades radicales de *Fajr Libya*. Ces combattants auraient depuis regagné Malha (Darfour septentrional). À ce stade, le Groupe d'experts n'est pas en mesure de confirmer ni d'infirmer ces allégations.

201. Le Soudan continue d'accuser le Soudan du Sud de soutenir les groupes armés non signataires et de les laisser entrer au Darfour, en violation des accords bilatéraux sur la sécurité frontalière. Le Groupe d'experts n'a pas encore pu confirmer les allégations selon lesquelles le Soudan du Sud finançait le MJE et lui fournissait du matériel militaire. Par contre, il a établi qu'il y avait des camps d'entraînement militaire du MJE au Soudan du Sud et que le MJE-faction Gibril Ibrahim était arrivé du Soudan du Sud et s'était déployé dans le sud du Darfour, où il appuyait le Président du Soudan du Sud dans la guerre civile. Le Groupe d'experts est presque certain que les décideurs politiques de certains groupes armés non signataires se trouvent encore à Djouba.

⁸⁸ L'Envoyé spécial des États-Unis pour le Soudan et le Soudan du Sud et des représentants de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des États Membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement ont participé à ces négociations à Addis-Abeba.

202. La visite du Président ougandais à Khartoum le 15 septembre 2015 (la première depuis 1990) semble avoir amorcé un processus de réconciliation entre le Soudan et l'Ouganda. Selon des sources fiables, les deux Présidents ont décidé d'unir leurs efforts pour stabiliser le fragile accord de paix auxquels sont péniblement arrivés le 16 août 2015 le Président du Soudan du Sud (des Dinka, proche de l'Ouganda) et Riek Machar, son adversaire Nuer (proche du Soudan). L'Ouganda semble enfin reconnaître que le Soudan est un intervenant essentiel. En outre, à la suite des discussions qu'il a eues avec le deuxième Vice-Président du Soudan le 8 février 2015, il semblerait que le Président ougandais ait réussi à persuader les groupes armés darfouriens non signataires de quitter le territoire ougandais. Il a accepté de ne pas renouveler leurs passeports à condition que le Soudan cesse d'appuyer l'Armée de résistance du Seigneur.

203. Quant au Tchad, ses principales préoccupations ont trait : a) au risque que le conflit libyen s'étende à son territoire; b) à la prolifération des armes au Darfour et dans la région du Sahel; et c) à l'essor de Boko Haram, qui a commis quatre attaques armées à N'Djamena en 2015. Le Tchad s'emploie donc activement à favoriser la stabilisation et à la pacification du Darfour. Dans l'allocution d'ouverture qu'il a prononcée à la conférence sur le dialogue national, le Président du Tchad a insisté sur les liens étroits qui unissaient le Tchad au Soudan, en faisant observer que les destins des deux pays étaient étroitement liés et qu'il fallait, pour que le Tchad soit sûr et stable, que le Darfour le soit aussi.

204. Le 3 octobre 2015, le Président du Tchad, acteur essentiel du processus politique sans exclusive, a rencontré Jibril Ibrahim Fideil, Minni Arkou Minnawi et Abdel Wahed Muhammad Nour à Paris afin de les convaincre de prendre part au dialogue national. Si cette réunion, à la veille du lancement du dialogue national à Khartoum le 10 octobre 2015, n'a pas donné les résultats souhaités, il entend bien persévérer dans ses efforts de paix.

G. Efforts qui s'imposent pour lever les obstacles à un processus politique sans exclusive

205. Les acteurs du conflit au Darfour refusant toute concession, il est bien difficile de trouver un compromis pour amener le Gouvernement, les civils de l'opposition et les groupes armés non signataires à la table des négociations, même si les intervenants internationaux sont en 2015 plus nombreux à s'impliquer. Les réunions entre l'Union africaine, le Représentant spécial conjoint par intérim UA-ONU pour le Darfour et les groupes armés non signataires (à Paris, les 14 et 15 août 2015), la 539^e réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (à Addis-Abeba, le 25 août 2015), la réunion tenue par la troïka (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et Norvège), l'Allemagne, la France et le Front révolutionnaire soudanais (à Paris, le 9 septembre 2015) et celles organisées à Khartoum avec les envoyés allemands en septembre 2015 montrent que la communauté internationale est résolue à poursuivre ses efforts pour remettre le processus politique sans exclusive sur les rails.

XII. Recommandations

206. Après avoir examiné toutes les violations du régime de sanctions qui ont été commises (voir le récapitulatif à l'annexe 40) et envisagé différentes possibilités, le Groupe d'experts fait les recommandations ci-après au Conseil de sécurité et au Comité des sanctions.

A. Conseil de sécurité

207. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité :

Embargo sur les armes

a) Détermine si le logiciel d'intrusion entre dans la catégorie des « armements et matériels connexes » visée par les dispositions des résolutions 1556 (2004), 1591 (2005) et 1945 (2010);

b) Réaffirme que tous les États sont tenus de veiller à ce que toute vente ou fourniture d'armements et matériels connexes non interdits par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005) soit subordonnée à la fourniture des documents nécessaires concernant l'utilisateur final afin que les États puissent s'assurer que ces ventes ou fournitures sont effectuées conformément aux mesures imposées par les résolutions précitées;

Droit international humanitaire

c) Envisage d'insister pour qu'à l'avenir, le Gouvernement ait recours uniquement à des unités ou sous-unités officiellement constituées des Forces armées soudanaises, des Forces d'appui rapide, des gardes frontière, des Forces de défense populaires ou des Forces centrales de réserve de la police pour mener ses opérations conjointes au Darfour, et pour que ces unités s'abstiennent de coopérer avec des groupes non officiels d'Arabes armés ou d'autres groupes en civil;

d) Envisage de prier le Gouvernement de conduire de manière systématique et efficace des enquêtes et d'engager des poursuites pour les violations du droit international humanitaire commises par les Forces d'appui rapide et les forces auxiliaires durant les première et deuxième phases de l'opération Été décisif;

Financement des groupes armés

e) Envisage de prier le Gouvernement de commencer immédiatement à appliquer sans réserve la déclaration de Lusaka, y compris en mettant en place le Mécanisme de certification régional adopté par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et à harmoniser la législation applicable afin de garantir que les chaînes d'approvisionnement ne soient pas « salies » par des conflits, y compris en ce qui concerne les minéraux, et notamment l'or, provenant du Darfour;

f) Envisage d'élargir les critères d'inscription sur la Liste énoncés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) de façon à ce que soient visées également les personnes et entités pour lesquelles il a été établi qu'elles constituaient une menace pour la paix et la stabilité au Darfour en imposant illégalement des taxes aux prospecteurs et aux personnes qui font de l'extraction

artisanale d'or et en se rendant coupables d'exploitation illicite et de trafic des ressources naturelles, dont l'or;

g) Envisage de demander aux États Membres de faire le nécessaire pour sensibiliser les importateurs, les industries de transformation et les consommateurs d'or soudanais et veiller à ce qu'ils se conforment bien au Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque et son Supplément sur l'or;

Interdiction de voyager

h) Envisage d'élargir les critères d'inscription sur la Liste énoncés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) de façon à ce que soient visées également les personnes et entités qui facilitent sciemment le voyage d'une personne inscrite sur la Liste en violation de l'interdiction de voyager, toute violation de cette interdiction pouvant compromettre la paix, la stabilité ou la sécurité du Darfour;

i) Envisage d'étendre la portée de l'interdiction de voyager en demandant aux États Membres de prévenir immédiatement l'État de destination et le Comité lorsque des personnes inscrites sur la Liste quittent le territoire;

j) Envisage d'encourager les États Membres à indiquer sur les titres de voyage de toutes les personnes inscrites sur la Liste qu'elles font l'objet d'une interdiction de voyager du Conseil de sécurité.

B. Comité des sanctions concernant le Soudan

208. Le Groupe d'experts recommande que le Comité des sanctions envisage :

Aviation et embargo sur les armes

a) De publier une notice d'aide à l'application des résolutions, dans laquelle les États seraient priés de veiller à ce que la vente ou la fourniture de tout Antonov An-26 au Gouvernement soudanais, la maintenance de l'appareil ou la fourniture de pièces de rechange, que l'appareil ait ou non son origine dans leur territoire, soit subordonnée à la fourniture d'un certificat d'utilisation finale conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010), compte tenu du fait que les Antonov An-26 sont des appareils à usage militaire ou civil et qu'ils ont été systématiquement utilisés au Darfour essentiellement à des fins militaires et notamment pour effectuer des survols à caractère offensif;

Droit international humanitaire

b) De demander au Gouvernement de faire en sorte que tous les détenus associés au conflit au Darfour, y compris ceux capturés lors de la bataille de Nakhara, jouissent des garanties et protections fondamentales prévues dans les Conventions de Genève du 12 août 1949, leurs protocoles additionnels de 1977 et l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus et qu'une organisation humanitaire neutre puisse leur rendre visite librement;

c) De demander au Gouvernement de veiller à ce que les obligations imposées dans le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant,

concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés soient pleinement appliquées au conflit au Darfour;

Financement des groupes armés

d) De prier le Gouvernement de renforcer les contrôles douaniers à la sortie du territoire pour empêcher le trafic de ressources naturelles, dont l'or;

Interdiction de voyager

e) De prier les États Membres de communiquer à INTERPOL toutes photographies et données biométriques sur les personnes inscrites sur la Liste en vue de leur intégration aux notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies;

Généralités

f) D'encourager le Gouvernement à élaborer, en coopération avec l'Organisation mondiale des douanes et d'autres organismes prestataires intéressés, un programme de renforcement des capacités de contrôle des frontières, en vue de donner aux organismes publics soudanais compétents les moyens de progresser dans ce domaine;

g) D'examiner les informations communiquées par le Groupe d'experts dans les annexes confidentielles, qui concernent les personnes et entités répondant aux critères d'inscription sur la Liste énoncés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), en gardant à l'esprit le paragraphe 3 de la résolution 2035 (2014).

Annex 1

Details of the Panel's mandate and methodology

A. Mandate details

1. In paragraphs 7 and 8 of its resolution 1556 (2004), the Security Council imposed an arms embargo on all non-governmental entities and individuals, including the “janjaweed”, operating in the states of North Darfur, South Darfur and West Darfur. In its resolution 2035 (2012), the Council extended the reference to the three states of Darfur to all the territory of Darfur, including the new states of Eastern and Central Darfur created on 11 January 2012. In paragraph 7 of its resolution 1591 (2005), the Council extended the arms embargo to include all parties to the N'Djamena Ceasefire Agreement and any other belligerents in the aforementioned areas. In paragraphs 3 (d) and 3 (e) of that resolution, the Council imposed targeted travel and financial sanctions on designated individuals (the listing criteria were further extended to entities in resolution 2035 (2012)), to be designated by the Security Council Committee established pursuant to resolution 1591 (2005), on the basis of the criteria set out in that resolution. In its resolution 1672 (2006), the Council designated four individuals. The enforcement of the arms embargo was further strengthened by resolution 1945 (2010).

2. The Panel operates under the direction of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1591 (2005). The mandate of the Panel, as set out in resolution 1591 (2005), is:

- (a) To assist the Committee in monitoring implementation of the arms embargo;
- (b) To assist the Committee in monitoring implementation of the targeted travel and financial sanctions; and
- (c) To make recommendations to the Committee on actions that the Security Council may want to consider.

3. In its resolution 2200 (2015) and preceding resolutions, the Security Council also requested that the Panel:

- (a) Continue to coordinate its activities, as appropriate, with the operations of the African Union-United Nations Hybrid Operation in Darfur (UNAMID) and with international efforts to promote a political process in Darfur, and with other Panels or Groups of Experts, established by the Security Council, as relevant to the implementation of its mandate;
- (b) Assess in its interim and final reports:
 - (i) Progress towards reducing violations by all parties of the measures imposed by paragraphs 7 and 8 of resolution 1556 (2004), paragraph 7 of resolution 1591 (2005) and paragraph 10 of resolution 1945 (2010);
 - (ii) Progress towards removing impediments to the political process and threats to stability in Darfur and the region;
 - (iii) Violations of international humanitarian law violations of international humanitarian law or violations or abuses of human rights, including those that involve attacks on the civilian population, sexual- and gender-based violence and violations and abuses against children;

(iv) Other violations of the above-mentioned resolutions;

(c) Provide the Committee with information on those individuals and entities meeting the listing criteria in paragraph 3 (c) of resolution 1591 (2005); and

(d) Continue to investigate the financing and role of armed, military and political groups in attacks against UNAMID personnel in Darfur, noting that individuals and entities planning, sponsoring or participating in such attacks constitute a threat to stability in Darfur and may therefore meet the designation criteria provided for in paragraph 3 (c) of resolution 1591 (2005).

B. Methodology

4. The Panel followed a professional and technical methodology underpinned by the maintenance of transparency, objectivity, impartiality and independence. The Panel worked in full conformity with the best practices and methods recommended by the Security Council's Informal Working Group on General Issues of Sanctions (see S/2006/997). Emphasis has been placed on the adherence to standards regarding transparency and sources, documentary evidence, corroboration of independent verifiable sources and providing the opportunity to reply. The Panel based its reasoning on a balance of probability to ascertain that a reported fact or piece of information can be substantiated on the basis of a credible source or verifiable evidence.¹

5. The Panel has placed importance on the rule of consensus and agreed that, if differences and/or reservations arise during the development of reports, it would only adopt the text, conclusions and recommendations by a majority of four out of the five members. In the event of a recommendation for designation of an individual or a group, such recommendation would be done on the basis of consensus.

6. In line with guidance received from the Security Council's Informal Working Group on General Issues of Sanctions (see S/2006/997), the Panel has offered the opportunity to reply to Member States, entities and individuals involved in the majority of incidents that are covered in this update. Their response has been taken into consideration in the Panel's findings.

¹ Terminology relating to the probability of an event, shown in bold in the report, uses a qualitative statement to reflect as associated probability or confidence percentage. (**Certain**> 99%, **Almost Certain** 90-98%, **Highly Probable** or **Highly Likely** 75-89%, **Probable** or **Likely** 55-74%). The term awarded is based on a subjective assessment of the quality of the combination of quantitative and qualitative evidence the Panel has seen and/or had access to.

Annex 2

Summary of Panel travel

Expert	March 2015	April 2015	May 2015	June 2015	July 2015	August 2015	September 2015	October 2015	November 2015
Coordinator/ Finance	12		25-29	1-30	1-3 26-31	1-5/6-8/9-11/18-22/ 23-24/25-26	8-11 30	1-3/4-8/9-30	5-9/10-24
	Appointed		New York	Sudan	Sudan/Brindisi	Brindisi/Spain/ Belgium/New York/ France/Ukraine	New York/Greece	Greece/UAE/ Sudan	Geneva/Brindisi
Arms	12	1-30	10-25	17-30	1-3/6-9/26-31	1-5	23-30	1-12	5-7/10-24
	Appointed	Awaiting Visa	Sudan	Sudan	Sudan/London/ Brindisi	Brindisi	Sudan	Sudan	London/Brindisi
Aviation	12	1-30	11-26	17-30	1-3 26-31	1-5 25-26	8-11 12-29 30	1-3 13-27	10-24/25-26
	Appointed	Awaiting Visa	Sudan	Sudan	Sudan/Brindisi	Brindisi/Ukraine	New York/Sudan/ Greece	Greece/Sudan	Brindisi
IHL	12	1-30	3-6/7-11/20-31	1-30	1-3/6-9/ 26-31	1-3	8-11 12-24	1-28	5-7/8-10/10-24/25-26
	Appointed	Awaiting Visa	Geneva/ Netherlands/ Sudan	Sudan	Sudan/London/ Brindisi	Brindisi	New York/Sudan	Sudan	UK/Geneva/Brindisi/ Netherlands
Regional	12	1-30	3-7/8-23/24-31	1-3	1-25 26-31	1-5/6-8/9-11/12-16/ 23-24		4-8/9-31	10-24
	Appointed	Awaiting Visa	New York/Sudan/ Chad	Ethiopia	Sudan/Brindisi	Brindisi/Spain/ Belgium/UAE/France		UAE/Sudan	Brindisi

Annex 3

‘The opportunity to reply’ methodology used by the Panel

1. Although sanctions are meant to be preventative not punitive, it should be recognized that the mere naming of an individual¹ in a report as recommended for designation, impacts adversely on the fundamental human rights and reputation of the person. As such, it is important that the Panel allows the individual concerned to provide an alternative narrative and to provide concrete and specific information/material to support the narrative. Through this interaction, the individual is given the opportunity to demonstrate that his/her conduct does not fall within the relevant listing criteria. This is called the ‘opportunity to reply’.
2. The Panel’s methodology on the opportunity to reply is as follows:
 - (a) Providing an individual with an ‘opportunity to reply’ should be the norm;
 - (b) It is reasonable for the Panel to deny an individual an opportunity to reply if a Panel concludes based on credible evidence that doing so would:
 - (i) Result in the individual moving assets if he/she receives advance warning of a possible recommendation for designation;
 - (ii) Restrict further access of the Panel to vital sources or areas;
 - (iii) Endanger Panel sources or Panel members;
 - (iv) Adversely and gravely impact humanitarian access for humanitarian actors in the field; and/or
 - (v) For any other reason that can be clearly demonstrated as reasonable and justifiable in the prevailing circumstances.
3. Unless any of 2 (b) (i) to (v) above apply, members of the Panel should be in a position to provide an individual with an opportunity to reply, and for the individual to communicate directly to the Panel to convey his/her personal determination as to the level and nature of interactions with the Panel.
4. Interactions between the Panel and the individual should be direct, unless in exceptional circumstances.
5. In no circumstances can third parties, without the knowledge of the individual, determine for the individual his/her response or level of interaction with the Panel.
6. The individual, on the other hand, in making his/her determination of the level and nature of interaction with the Panel, may consult third parties or allow third parties (for example, legal representatives or his/her government) to communicate on his/her behalf on subsequent interactions with the Panel.
7. The key requisite is that the Panel, at the conclusion of its investigations, is able to directly communicate with the individual to afford the ‘opportunity to reply’ to allegations against him/her. Some possible differences between a right of reply (after designation) and the opportunity to reply (before designation) are as shown in the table below:

¹ The term ‘individual’ in this note includes entities that may also be recommended for designation.

<i>Question</i>	<i>Right of Reply</i>	<i>Opportunity to Reply</i>
Who is the responsible entity?	A duly appointed focal person/ ombudsperson with the ability to provide an effective remedy.	The Panel
When should the right of reply/ opportunity to reply be given?	After the individual/entity is designated.	If possible before an individual or entity is named in the report as having violated the sanctions regime and definitely before a confidential recommendation is made to the Sanctions Committee recommending designation.
What are the objectives sought to be achieved?	To afford the individual/entity the ability to contest the listing/ designation. It is up to the relevant competent body to decide on the extent of information shared with the individual/entity, but it should be sufficiently detailed to enable him to prepare an informed response.	To allow the Panel to complete its investigation and to ensure that the individual/entity does not have an alternative narrative that requires further investigation prior to a recommendation for designation.
What information should be shared with the individual/ entity?	Information deemed necessary by the competent authority.	Sufficient information on the activities being investigated. Outline of allegations against individuals/entities to enable them to provide an informed response to these allegations. Sufficient information on the relevant violations of the Security Council resolution. Any other information deemed relevant.

Annex 4

Summary of Panel correspondence (12 February-29 November 2015)

This Annex summarizes the level of responses to the Panel's written requests for information from States, international organizations, national authorities or commercial entities.¹

Country/Organization	Number of letters sent ^{2 3}	Information <i>fully</i> supplied	Information <i>partially</i> supplied	Information <i>not</i> supplied	No answer	Visit or Visa request(s)
		#	#	#	#	#
Austria	1	1				
Belarus	1				1	
Bulgaria	1				1	
China	1		1			
Djibouti	1	1				
Egypt	2		1		1	
Greece	1	1				4
Israel	1				1	
Italy	4		2		2	
Jordan	1				1	
Moldova	3	3				
Oman	1				1	
Panama	2	1		1		
Romania	3	3				
Russian Federation	1				1	
Sao Tome and Principe	1				1	
South Africa	1	1				
South Sudan	4				4	
Sudan	22	1	1 (Visit) ⁴	2 (Meeting) ⁵	10	8
			6	2		
Turkey	1	1				
UAE	6	1			5	3
Ukraine	4	4				2
UK	1		1			

¹ If the response to a Panel letter was verbal, or access was granted, or information shared in another way, then that has been included as an effective response. Therefore the number of letters sent by the panel does not equate to formal written responses.

² This does not include letters sent requesting visits or visas, these are recorded in the visit or visa request column. If the Panel has only ever written to a Member State for a visa request, and that request was expedited, then that Member State is not listed. This makes the data easier to interpret.

³ If a response was given as a result of a reminder letter then only one letter is recorded as being sent.

⁴ Access to captured weapons permitted in response to written request.

⁵ The meetings were not arranged as requested.

Country/Organization	Number of letters sent	Information <i>fully</i> supplied	Information <i>partially</i> supplied	Information <i>not</i> supplied	No answer	Visit or Visa request(s)
		#	#	#	#	#
USA	1				1	
SUB-TOTALS	65	19	10	6	31	17
ICGLR	1	1				
SRSG CAAC	1	1				
UNICEF	1	1				
WCO	1	1				
JEM	5				5	
SLA/AW	2				2	
SLA/MM	1				1	
Amros (Djibouti)	2	2				
Asterias (Panama)	2		2			
Cranfield (UK)	1				1	
Egypt Air (Egypt)	1	1				
Entity A	1	1				
Entity B	1		1			
Entity C	1		1			
Kamaz International Trading (UAE)	1				1	
MIC (Sudan)	2				2	
Individual A (Greece)	2	2				
Individual B (Greece)	1	1				
Streit (UAE)	3	1		1	1	
Toyota (Japan)	3	3				
Vision Valley (UAE)	1	1				
Wadi Al Neel (UAE)	1				1	

Annex 5**Summary of reported RSF operations in Darfur (01 January-30 September 2015)^{1 2}**

<i>Date</i>	<i>Location³</i>	<i>State</i>	<i>Target</i>	<i>Damage/Comment</i>	<i>Resulting IDP</i>	<i>Killed</i>	<i>Injured</i>
01 Jan	Dobo	South		Farms plundered		4	NK
01 Jan	Fananga ⁴	North	SLM/MM LFM ⁵			50+	NK
03 Jan	Funga Suk	North	SLA/AW			NK	NK
6/7 Jan	Tawila	North	SLM/MM	Villages plundered	50,000+	NK	NK
06 Jan	Shagar Gei	North				6	3
07 Jan	Birdik	North	SRF			NK	NK
08 Jan	Pious	East				NK	NK
11 Jan	Dillow	South				1	0
22 Jan	Deribat Area	North	SLA/AW			12	NK
22 Jan	El Malam	North				NK	NK
24 Jan	Kobos	North		Village plundered			
24 Jan	Golo	Central	SLA/AW	Village plundered		5	5
24 Jan	Arra	Central		Village arson		0	0
24 Jan	Koron	Central	SLA/AW			NK	NK
25 Jan	Sarrong	Central	SLA/AW			NK	4
25 Jan	Graida	South		Presence only		NK	NK
26 Jan	Golo Area	Central				7	13
28 Jan	Musbat	North				3	NK
30 Jan	Hamia Rotoke	South		Individual RSF soldier		1	0

¹ Multiple sources, including UN reports, print media, internet and radio.

² The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

³ Identifying particular locations within Darfur remains a challenge for the Panel. UNAMID GEO maintains a database of over 4802 place names (and variations) with accurate GEO co-ordinates. This database is routinely updated. Yet government agencies, press reports, local residents and even UN organizations all use different spellings for the same place. The panel has been able to positively identify only 51% of the locations reported in this Table and those that follow.

⁴ <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-s-forces-recapture-jebel-marra-area-from-darfur-rebels>.

⁵ Liberation Forces Movement.

<i>Date</i>	<i>Location³</i>	<i>State</i>	<i>Target</i>	<i>Damage/Comment</i>	<i>Resulting IDP</i>	<i>Killed</i>	<i>Injured</i>
30 Jan	Um Meineilkhir	North		Village		1	1
30 Jan	Hashaba, Um Sidir, Basheen, Mellit	North		Villages		NK	NK
01 Feb	Ed el Gerid and Birdik	North		Villages		3	1
02 Feb	Graida	South	Fallata			5	3
03 Feb	Donkey Ba'ashim	North		Village		10	4
03 Feb	Tima	North		Village		NK	9
08 Feb	Korny	Central	SLA/AW			2	1
09 Feb	Khazan Tungar	Central	SAF Militia			9	12
15/16 Feb	Fama and Karkary	North		Cattle rustling		0	0
22 Feb	Shangil Tobaya	North	Civilian			1	0
24 Feb	Abu Sallalah	South	Civilian			2	0
24 Feb	Fanga	North	Civilian			1	0
02 Mar	Khor Almalih	North	SLA/MM	23 arrested and 6 vehicles captured by RSF		18	7
07 Mar	Tim Sahah	South	SRF			NK	NK
08 Mar	Tiro, Rokoro	North	SLA/AW	Village destroyed		6	NK
15 Mar	Nyala/Kass	South	Armed NK			2	0
18 Mar	Gemiza	South	Civilian			0	1
19 Mar	Wadi Ashara	North	Civilians	Cattle rustling		4	1
22 Apr	Golo	Central	Civilian	Convoy carrying oranges		0	0
26 Apr	Nakhara	South	JEM	Convoy		200	30
02 May	Jumeiza	North	SLM/MM			64 ⁶	NK
08 May	Dobo El Madrasa	North	Civilians	Village destroyed		3	0
13 May	Tawila	North	Civilians	Convoy looted ⁷		0	0
13 May	Gireida	South	Civilian	Armed robbery		1	0
16 May	Gireida	South	Civilian	Armed robbery		2	0
17/18 May	Abu Zereiga, Dolma, Humeida, Nemra, Masaleet, Sharafa, and Tokomari	North	Civilians	Villages attacked		0	NK

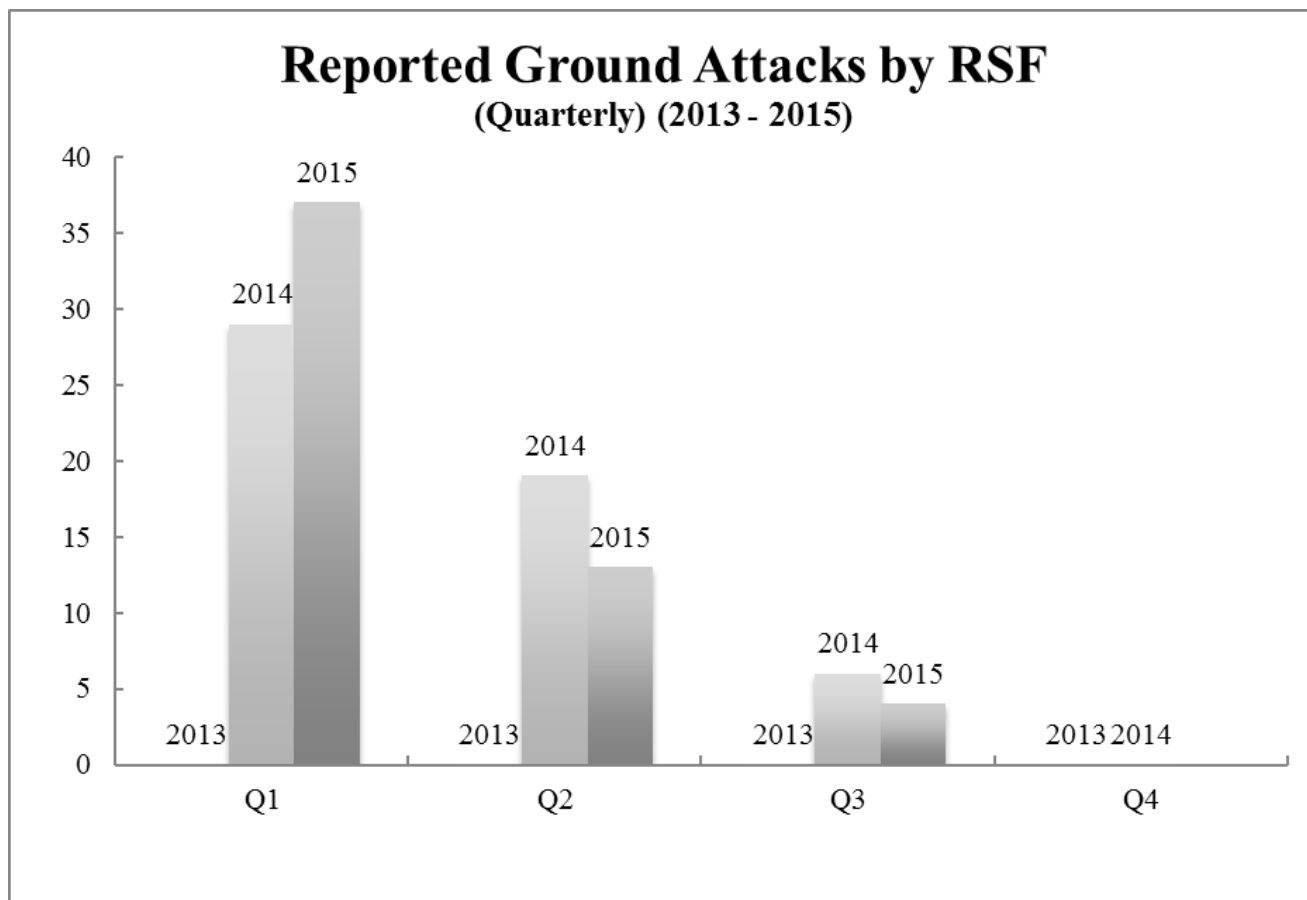
⁶ 60 x RSF Fatalities, 4 x SLA/MM.

⁷ RSF Force allegedly commanded by Colonel Gidou Mohamed Hamdan Ahmed.

<i>Date</i>	<i>Location</i> ³	<i>State</i>	<i>Target</i>	<i>Damage/Comment</i>	<i>Resulting IDP</i>	<i>Killed</i>	<i>Injured</i>
28 May	Um Bereida	South	Civilians	Dispute over sale of goods		2	1
28 May	Rahad El Berdi	South	Civilian	Alleged murder of civilian ⁸		1	0
02 Jun	Mere	South	Criminals	In support of CRP operation to recover UNAMID vehicles.		6	3
06 Jun	Um Bululu IDP	West	Civilians	Armed dispute		1	4
24 Jul	Thur IDP	Central	IDPs	Attempted armed robbery		1	0
09 Sep	Aien Sero	North	Individuals	16 miners arrested		0	0
22 Sep	Tawila	North	Militias			4	13
28 Sep	Otash IDP	South	IDP	Accidental shooting		0	1

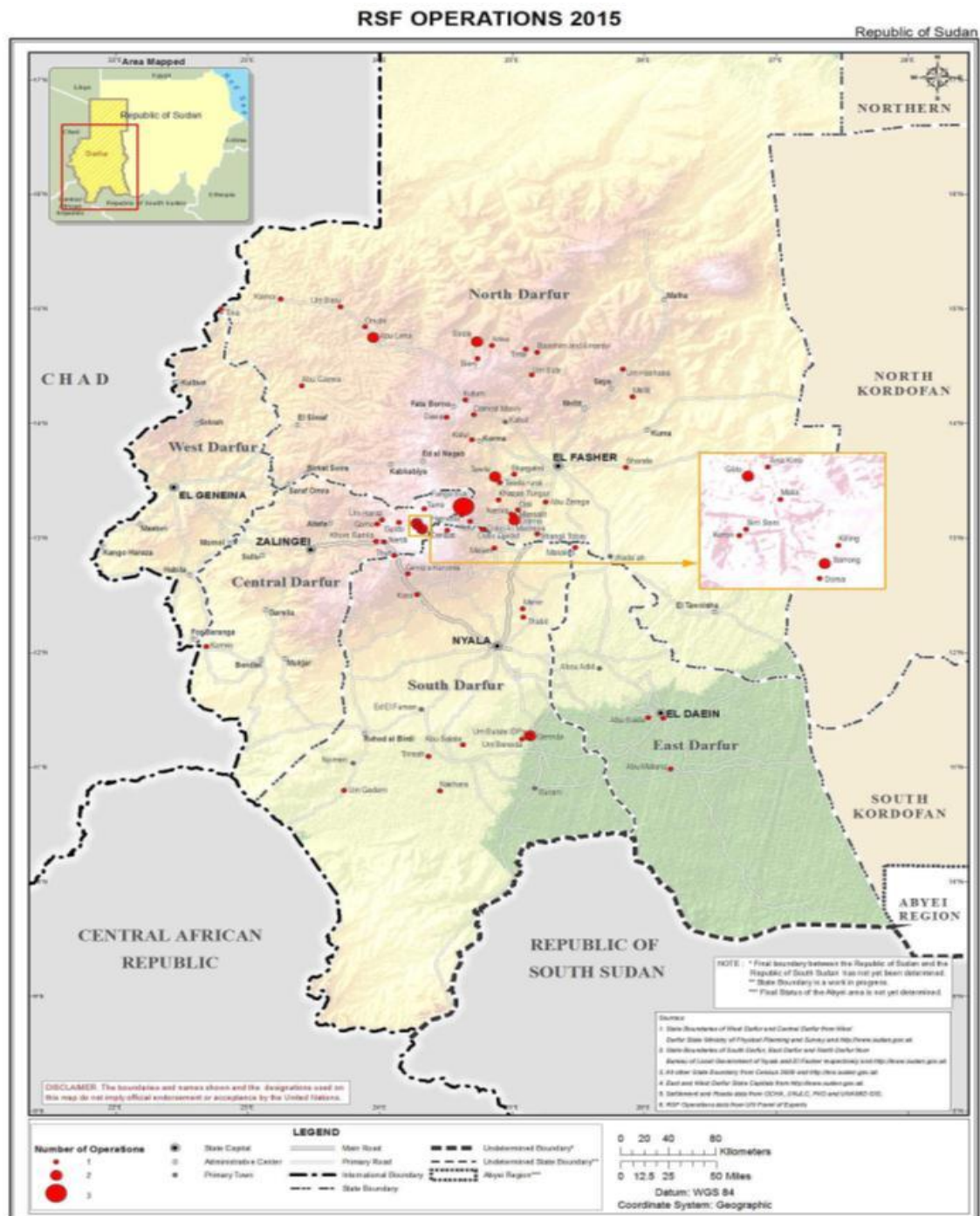
⁸ In this case it was reported that the individual RSF member was arrested and committed to trial.

Figure 5.1

Reported RSF initiated armed violence (Quarterly Analysis 2013-2015)

Annex 6

Map of RSF operational activity 2015



Annex 7**Summary of reported¹ non-signatory group initiated armed violence (01 January-30 September 2015)²**

			Non-signatory group						Target		Government Casualties		
			JEM	LJM	SLA-AK ³	SLA-AW	SLA-MM	SPLM-N	SRF	GoS	NK	Fatal	
Date	Location (Town)	Sector											Remarks
04 Jan	Fanga Suk	North	P						X		NK	NK	Counter-Attack
16 Feb	Golo	North	P						X		NK	NK	
18 Feb	Karmel	North	P						X		14	NK	Internal feud
19 Feb	Golo	North	P						X		9	NK	
24 Feb	Guldo	North	P						X		NK	NK	
8 Mar	Golo	North	P						X		9	NK	
9 Mar	Nooni	Central	P						X		4	NK	
10 Mar	El Fasher	North	PX								0	0	
13 Mar	Rokoro	Central	P						X		68	100+	
24 Mar	Kora	Central	P						X		5	7	Civilians killed
26 Apr	Buram, Sesseban and Antikina	South	P	P					X		NK	NK	Attacked RSF. Armed force of 300 vehicles and 5 tanks
02 May	Jumeiza	North	P						X		60	9	Attacked Fur tribe
10 May	Niskam, Rokoro	North	P							X	NK	NK	

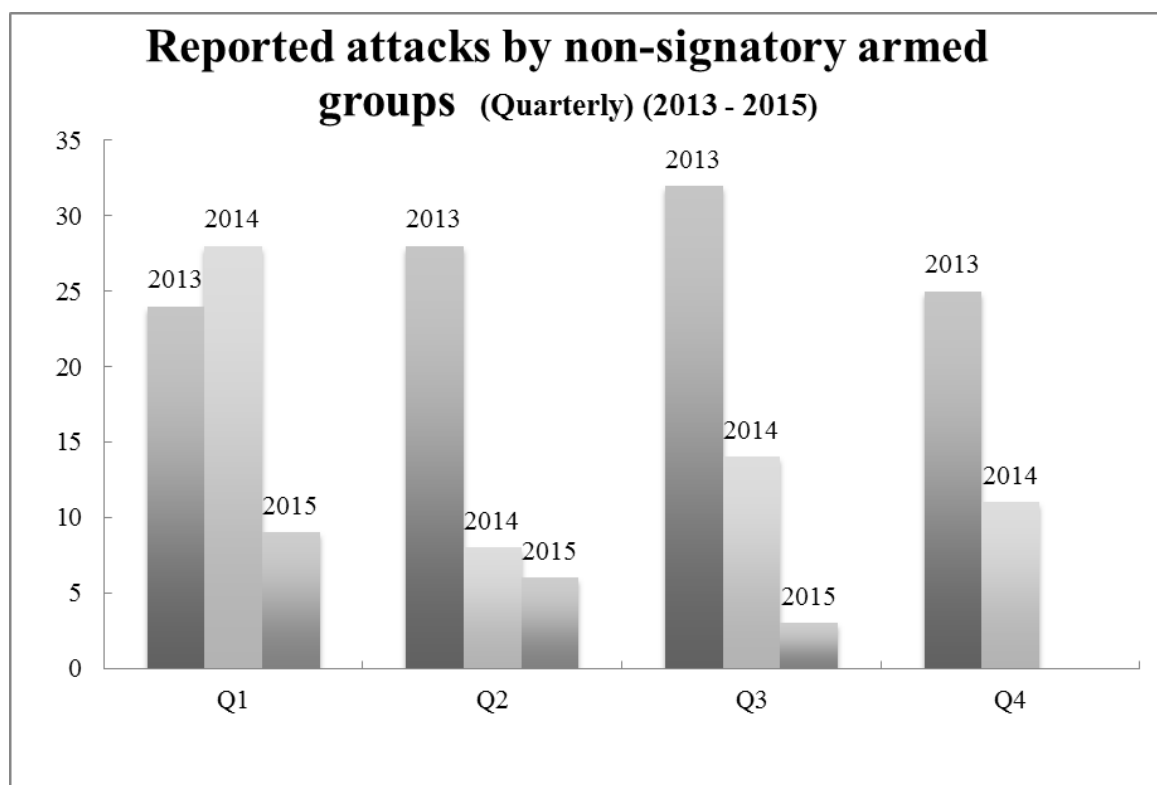
¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is 'reported' and therefore may not necessarily be totally accurate.

² P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known, TBC = To Be Confirmed.

³ Also reported as being called the Sudan Liberation Movement for Justice (SLMJ) or SLA/Justice.

			Non-signatory group							Target		Government Casualties			
			JEM	LJM	SLA-AK ³	SLA-AW	SLA-MM	SPLM-N	SRF	GoS	NK	Fatal	Injured		
Date	Location (Town)	Sector												Remarks	
09 Jun	Savanga, Dubo Neita, Golo	Central	P							X		30	38	Convoy of 82 x 4X4 attacked 2 4x4 seized	
15 Jun	Seleah	West	P							X		2	5		
16 Jun	Sirba	West	P							X		NK	NK		
16 Jun	Burgo, Rokoro	Central	P							X		NK	NK		
03 Jul	Guldo	North	P							X		1	2	Arms seized	
14 Jul	Kafod	North								P	X		1	0	SLA Free Will attacked PDF Camp
14 Jul	Kafod	North								P	X		6	3	SLA Free Will attacked PDF Funeral
06 Sep	Kurra, Rokoro	Central	X								X		0	0	Details NK

Figure 7.1
Reported non-signatory armed group initiated armed violence
(Quarterly Analysis 2013-2015)



Annex 8

Summary of non-signatory armed group weapon and ammunition seizures claimed by Government

The Panel was allowed to inspect weapons in the custody of the RSF on 30 June 2015, but could not independently verify they were all ex-JEM. The age and condition of these weapons were also of such poor quality that the initiation of tracing requests would almost certainly not result in any evidence emerging as to their supply route to Darfur.

8.1 Weapons

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Group</i>	<i>Assault Rifles</i>	<i>Medium Machine</i>	<i>Heavy Machine</i>	<i>Anti-Aircraft Gun¹</i>	<i>Grenade Launcher</i>	<i>Cannon</i>	<i>RPG 7</i>	<i>Recoilless Rifle (RCL)</i>	<i>Mortar³</i>	<i>RCL</i>	<i>MBRL⁴</i>	<i>MBRL⁵</i>	<i>Total</i>
			<i>7.62mm</i>	<i>12.7mm</i>	<i>14.5mm</i>	<i>23mm</i>	<i>30mm</i>	<i>37mm</i>	<i>40mm</i>	<i>73mm</i>	<i>82mm</i>	<i>106mm</i>	<i>107mm</i>	<i>122mm</i>	
2 Mar	Khor Almalih	SLA/MM		6	1										7
26 Apr	Nakhara Area ⁶	JEM	500+		15	6	1	2		5	3	4	11	4	647+
7 Jun	El Fasher ⁷	SLA/MM	24	5		2			5			2			38
TOTALS			524+	11	16	8	1	2	5	5	3	6	11	4	692

8.2 Vehicles

Over 172 vehicles, mainly 4x4 type, were claimed by the RSF to have been captured by the Government from the non-signatory armed groups.

¹ ZPU-24 or Type 56 variant. (*Zenitnaya Pulemetnaya Ustanovka*. (Anti-Aircraft Gun)).

² ZU-23-2 or Type 80 variant. (*Zenitnaya Ustanovka*. (Anti-Aircraft Gun)).

³ 82-PM or Type 67 variant.

⁴ Multi-Barrel Rocket Launcher.

⁵ BM-21 or Type 89 variant.

⁶ Data from Government supplied on 22 September 2015 by the NFP. Verbal discussions with an RSF Commander at the Nyala weapons warehouse suggested that the number of weapons captured was much greater (as reported in the Panel mid term report).

⁷ Orgajur Group moved over to the Government on 7 June 2015.

8.3 Ammunition (Rounds)

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Group</i>	<i>7.62mm</i>	<i>12.7mm</i>	<i>14.5mm</i>	<i>23mm</i>	<i>40mm RPG</i>	<i>Total</i>
2 Mar	Khor Almalih	SLA/MM						
26 Apr	Nakhara Area	JEM						
7 Jun	El Fasher	SLA/MM	410	1,500	3,050	1,992	66	
TOTALS			410	1,500	3,050	1,992	66	6,718

Annex 9

Summary of reported¹ armed violence initiated by Government (non-RSF) forces
(01 January-30 September 2015)^{2 3 4}

Date	Location (Town)	Sector	Target														Casualties		Remarks
			JEM	LJM-TH	SLA-AW	SLA-MM	SPLA	SPLM-N	SRF	IDP	Civilians	Criminals	SAF	NK	Fatal	Injured			
02 Jan	Grindling	West								X					0	2	Drunk SAF soldier committed offence		
03 Jan	Funga Suk	North				X									NK	NK			
07 Jan	El Geneina	West									X				1	0	GoS Police members initiated attack??		
13 Jan	Orchi	North				X									39	NK	SLA/MM Commander Mohamed Harry Shardgo killed		
19 Jan	Nyala	South									X				0	9	During demonstration at market		
16 Feb	Kanzanjadeed	East									X				2	2	PSO ⁵ stopping civilian violence		
20 Feb	Maila	East			X										11	NK			
20 Feb	Golo	East			X										NK	NK			
21 Feb	Golo	East			X										NK	19			
22 Feb	Abu Karinka	East												X	2	2	PDF v SAF		
04 Mar	Ed Daein	East									X				1	0	Drunk CRP member committed offence		
04 Mar	Garsila	West												X	1	0	SAF soldier shot CRP Officer		
09 Mar	Terro	Central									X				0	0			
12 Mar	Sirba	West									X				1	0	GoS Police members		
30 Mar	Zamzam	North								X					1	0	CRP member was drunk		
30 Mar	Kabkabiya	North									X				0	1	Stray round from warning shots		
06 Apr	Tofai, El Kuma	North									X				2	0	Border Guards attack		
09 Apr	Al Wihda, Nyala	South									X				1	0	Stray round		
13 Apr	Mournei IDP	West								X					0	9	Stray rounds		

¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is 'reported' by various sources and therefore may not necessarily be totally accurate. Data has been included for the first three Quarters of 2015 only, which allows for trend analysis against previous years activities.

² P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known. TBC = To Be Confirmed.

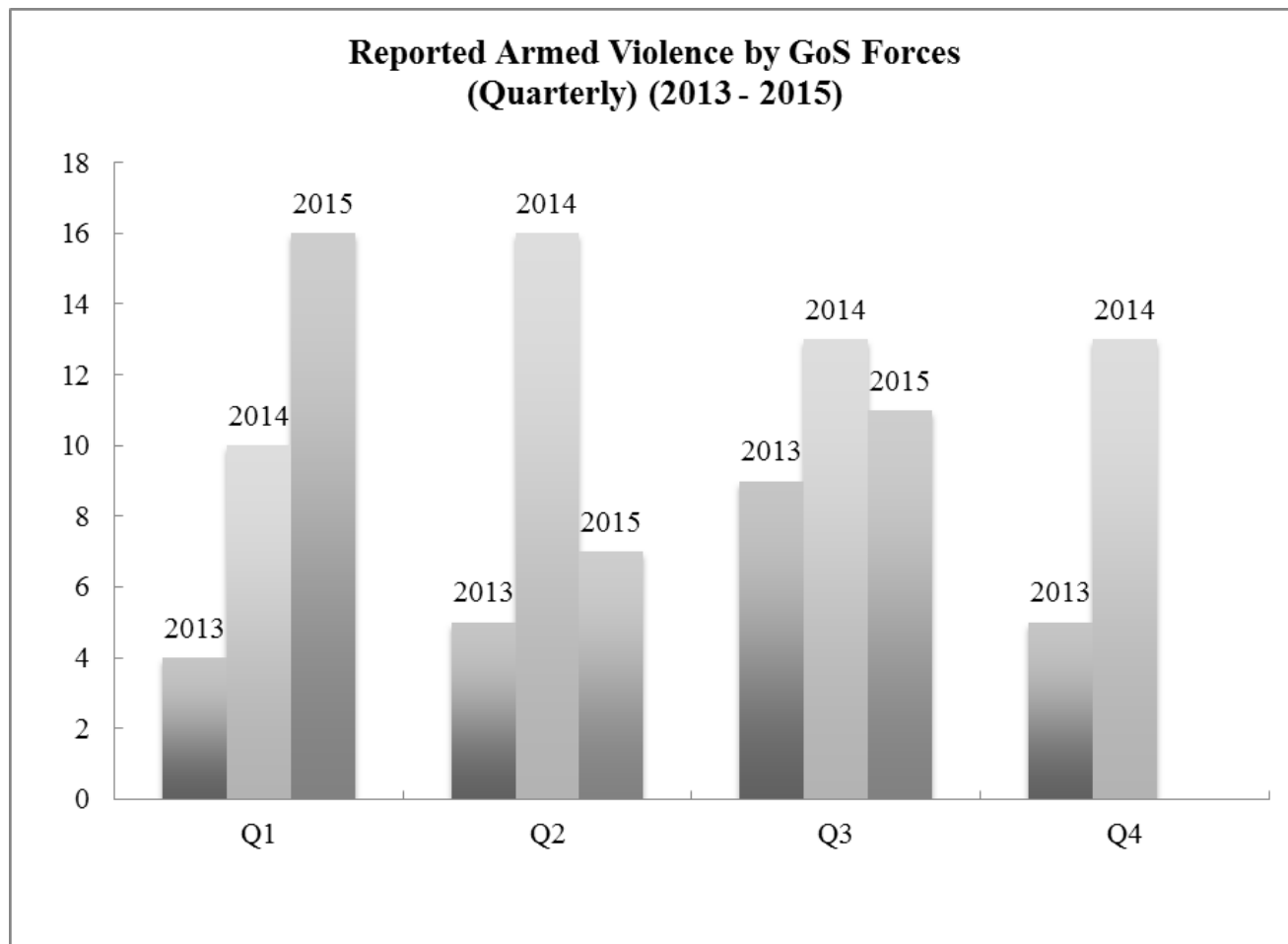
³ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

⁴ This table does NOT include attacks initiated by the RSF against civilian targets. These are covered in annex V.

⁵ Peace Support Operation.

Date	Location (Town)	Sector	Target													Casualties		Remarks
			JEM	LJM-TH	SLA-AW	SLA-MM	SPLA	SPLM-N	SRF	IDP	Civilians	Criminal	SAF	NK	Fatal	Injured		
14 Apr	Zalinegei	Central										X			2	18	Related to prison escape	
16 Apr	Kuma	North									X				0	0	Armed carjacking by CRP of INGO 4X4	
17 Apr	Al Jeer	South									X				1	0	Stray rounds	
17 Apr	Labado	East											X		0	0	“Blue on Blue”. SAF v SAF	
18 Apr	Foro Baranga	West									X				1	0	Stray round	
27 Apr	Um Takina	South	X												0	0	40 captured by PDF	
28 Apr	Graida	South									X				1	0	SAF personal dispute, No arrest.	
07 May	Near Rockero	Central			X										6	1	Border Guards attack	
31 May	Abuzar	West									X				1	0	GoS Police shot 14yr old boy	
08 Jun	Tawila	North										X			7	6	Stopped armed robbery	
06 Jul	El Geneina	West									X				0	1	Injured during inter GoS fight	
09 Jul	Korma IDP	North								X					0	1	Negligent discharge by SAF	
14 Jul	Kafout	North									X		X		3	0	PDF v Militia	
18 Jul	Bardani	West									X				0	1	SAF at bus at checkpoint	
19 Jul	Tawila	North												X	0	0	CRP	
24 Jul	Anka	North									X				9	4	Killers in CRP and SAF uniforms	
4 Aug	Zalingei	Central									X				1	0	SAF officer in self-defence	
9 Aug	Amin Abid	North									X				1	1	At VCP when vehicle failed to stop	
14 Aug	Althoprah	Central									X				1	1	Drunken BG	
28 Aug	Nertiti	Central											X		1	2	“Blue on Blue”	
31 Aug	Dimo	South									X				2	0	“Tortured to Death Allegation”	

Figure 9.1

Reported Government initiated armed violence (Quarterly Analysis 2013-2015)

Annex 10**Summary of reported¹ armed violence against UNAMID (01 January-30 September 2015)^{2 3}**

Date	Location	Sector	UNAMID Target						Casualties		Remarks	
			Base	TS	Patrol	Residence	Individual(s)	A/C ⁴	Perpetrator	Fatal		Injured
06 Jan	Karesmano	South			X				Armed NK	0	0	5/2 attackers killed/wounded
06 Jan	Habilla	West			X				Armed NK	0	0	
06 Jan	Sheria	East		X					SAF	0	0	Stray bullet
07 Jan	Tulus	South		X					Armed NK	0	0	Random shooting
12 Jan	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed carjacking
23 Jan	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Attempted robbery
26 Jan	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed carjacking
29 Jan	Zalingei	Central					X		Armed NK	0	0	2 UN contract aircrew abducted
11 Feb	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed robbery
23 Feb	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed carjacking
01 Mar	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed carjacking
02 Mar	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed robbery
04 Mar	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Armed carjacking
10 Mar	Kutum	North			X				Armed NK	0	1	UNAMID returned fire to protect WFP convoy
15 Mar	El Fasher	North			X				Armed NK	0	0	Garbage truck car-jacked
20 Mar	Tulus	South		X					Armed NK	0	0	Shots fired from 400m

¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is 'reported' and therefore may not necessarily be totally accurate.

² P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known. TBC = To Be Confirmed.

³ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

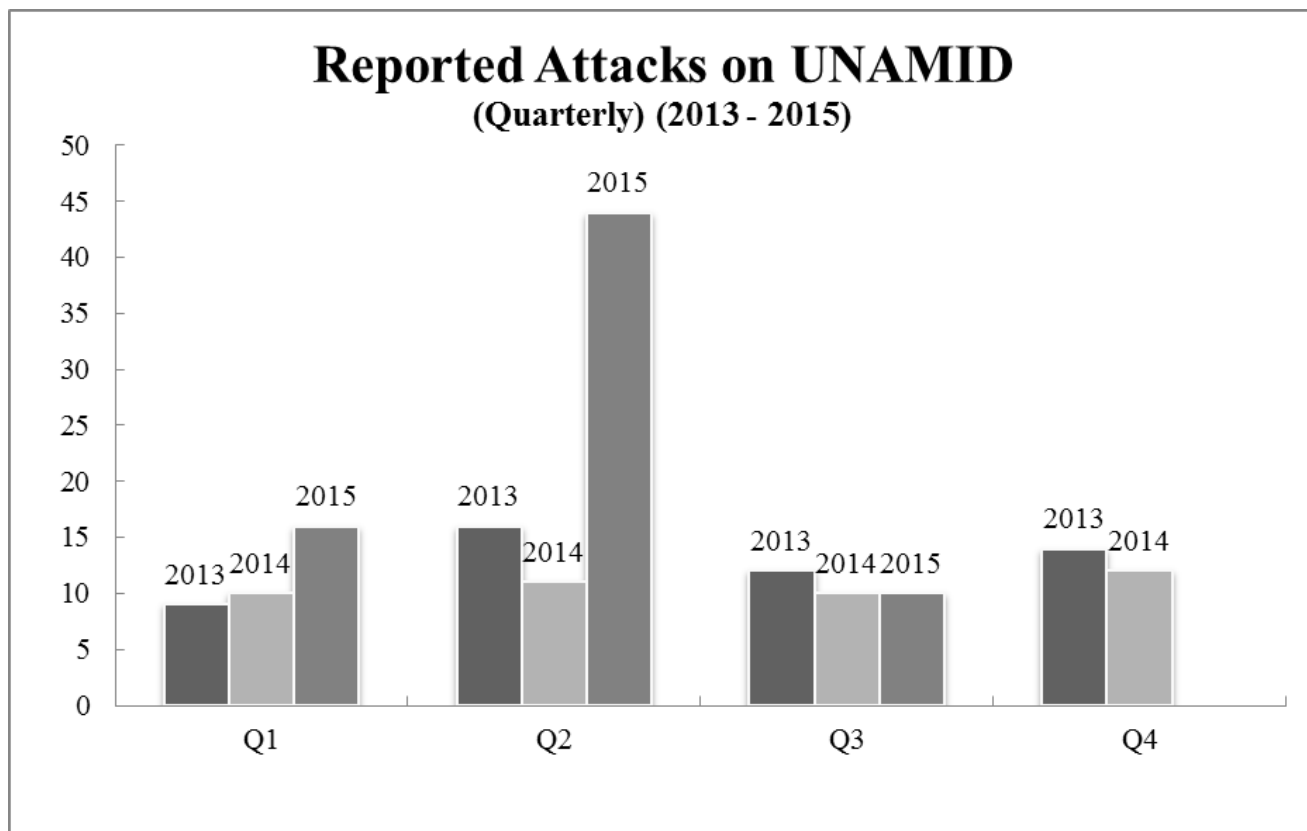
⁴ Aircraft.

Date	Location	Sector	UNAMID Target					Casualties		Remarks	
			Base	TS	Patrol	Residence	Individual(s)	Perpetrator	Fatal		Injured
27 Mar	Tulus	South	X					Armed NK	0	0	Three shots fired
06 Apr	Rowata	Central			X			SAirF	0	0	SAirF bombs landed 200m away from UNAMID Patrol, APC was affected by fragmentation.
09 Apr	Nyala	South			X			Armed NK	0	0	Armed carjacking
22 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
23 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
23 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery, second incident
23 Apr	Kass	South			X			Armed NK	0	3	Armed attack, 4 attackers killed.
24 Apr	Kass	South			X			Armed NK	0	4	Armed attack.
25 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
26 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
26 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
28 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
29 Apr	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
01 May	Tulus	South	X					Armed NK	0	0	Shots fired from 300m
06 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery 1
06 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery 2
07 May	El Fasher	North					X	GoS Diplomatic Police	0	0	Celebratory fire
07 May	El Fasher	North			X			GoS Diplomatic Police	0	0	Physical attack of convoy
09 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
09 May	El Fasher	North			X			Armed NK	0	0	Attempted car-jacking
11 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed car-jacking

UNAMID Target									Casualties		
Date	Location	Sector						Perpetrator	Fatal	Injured	Remarks
			Base	TS	Patrol	Residence	Individual(s)	A/C ⁴			
11 May	Tulus	South		X				Armed NK	0	0	5 shots fired from 300m
11 May	Tulus	South			X			Armed NK	0	0	1 shot fired at QRF
12 May	Hillet Hashab	North			X			Armed NK	0	0	Disturbed village arson
13 May	Sharafa	North			X			Armed NK	0	0	Warning shots fired in air
13 May	Muhajeria	East					X	GoS MI	0	0	Warming shots to deter over-flight
25 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed car-jacking
26 May	El Geneina	West					X	Armed NK	0	0	Armed car-jacking of water truck
30 May	El Fasher	North			X			Armed NK	0	0	Attempted car-jacking
31 May	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed car-jacking
02 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
04 Jun	Gibsra, Kutum	North			X			Armed NK	0	0	Armed car-jacking
05 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
15 Jun	El Fasher	North			X			Armed NK	0	0	Attempted car-jacking
16 Jun	Quarin	North			X			Armed NK	0	0	Stray bullet towards UNAMID escorted convoy
19 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
22 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Attempted armed robbery
24 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
27 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
28 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
28 Jun	Nyala	South			X			Armed NK	0	0	Armed car-jacking
28 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
30 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Armed robbery
30 Jun	El Fasher	North					X	Armed NK	0	0	Attempted car-jacking
05 Jul	Nyala	South			X			Armed NK	0	1	Attempted car-jacking

UNAMID Target									Casualties			
Date	Location	Sector	UNAMID Target						Fatal	Injured	Remarks	
			Base	TS	Patrol	Residence	Individual(s)	A/C ⁴				
09 Jul	El Geneina	North	X						SAF	0	0	During live firing training nearby
13 Jul	El Fasher	North					X		Armed NK	0	0	Attempted armed robbery
15 Jul	Bowa - Termes	North			X				Armed NK	0	0	Reason NK
23 Jul	Tulus	South		X					Armed NK	0	0	Reason NK
18 Aug	Aljazera	North			X				Armed NK	0	0	Weapons stolen
05 Sep	El Geneina	West	X						Armed NK	0	0	Stray bullet
06 Sep	Tulus	South		X					Armed NK	0	0	Shots at TS
09 Sep	Nyala	South					X		Armed NK	0	0	Attempted abduction of national staff
27 Sep	Mellitt	North			X				Armed NK	1	4	Five APCs attacked

Figure 10.1

Reported Armed Violence Attacks against UNAMID (Quarterly Analysis 2013-2015)

Annex 11

Summary of reported¹ armed inter-tribal violence (01 January-30 September 2015)^{2 3}

Date	Attack Location (Town)	Sector	Armed tribes involved																Casualties		Remarks	
			Abbala	Beni Halba	Beni Hussein	Fallata	Fur	Habbiniya	Hamar	Maaliya	Massalit	Misseriya	Nwaiba	Rezeigat	Salamat	Tamar	Tarjam	Taisha	Other or NK	Fatal		Injured
13 Jan	Beighit	East							P				X							1	7	
15 Jan	Abu Zabra	East							X				P							4	2	
18 Jan	Baba	South						P X												1	1	
21 Jan	Shearia IDP	East									P							X		1	0	
30 Jan	Al Nadif	South				X								X						19	30	
01 Feb	Forika and Donkey Abiad	South				P				X										7	17	
02 Feb	Dikkar	South				X				P												
05 Feb	Gemesa	South				X								X						3	2	
05 Feb	Korti	West																PX		2	14	Maharia v Awlad Najaa
22 Feb	Al-Qirfa	East						X	X											3	4	
27 Feb	Sari	North																		5	NK	Berti v Zeyadiyah
28 Feb	Markisi	North																		4	3	Zeyadiyah v Berti
06 Mar	Orokom	Central	X															X		4	4	Borno
08 Mar	Kreneik	Central														X		P		1	1	
17 Mar	Markisi	North																PX		22	2	Berti v Zeyadiyah
18 Mar	Kuliet, Mellit	North																PX		0	2	Berti v Zeyadiyah
19 Mar	Mellit	North																PX		28	10+	Berti v Zeyadiyah
19 Mar	Kuli	North																PX		7	NK	Berti v Zeyadiyah, Berti in CRP uniform

¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is 'reported' and therefore may not necessarily be totally accurate.

² P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known. TBC = To Be Confirmed.

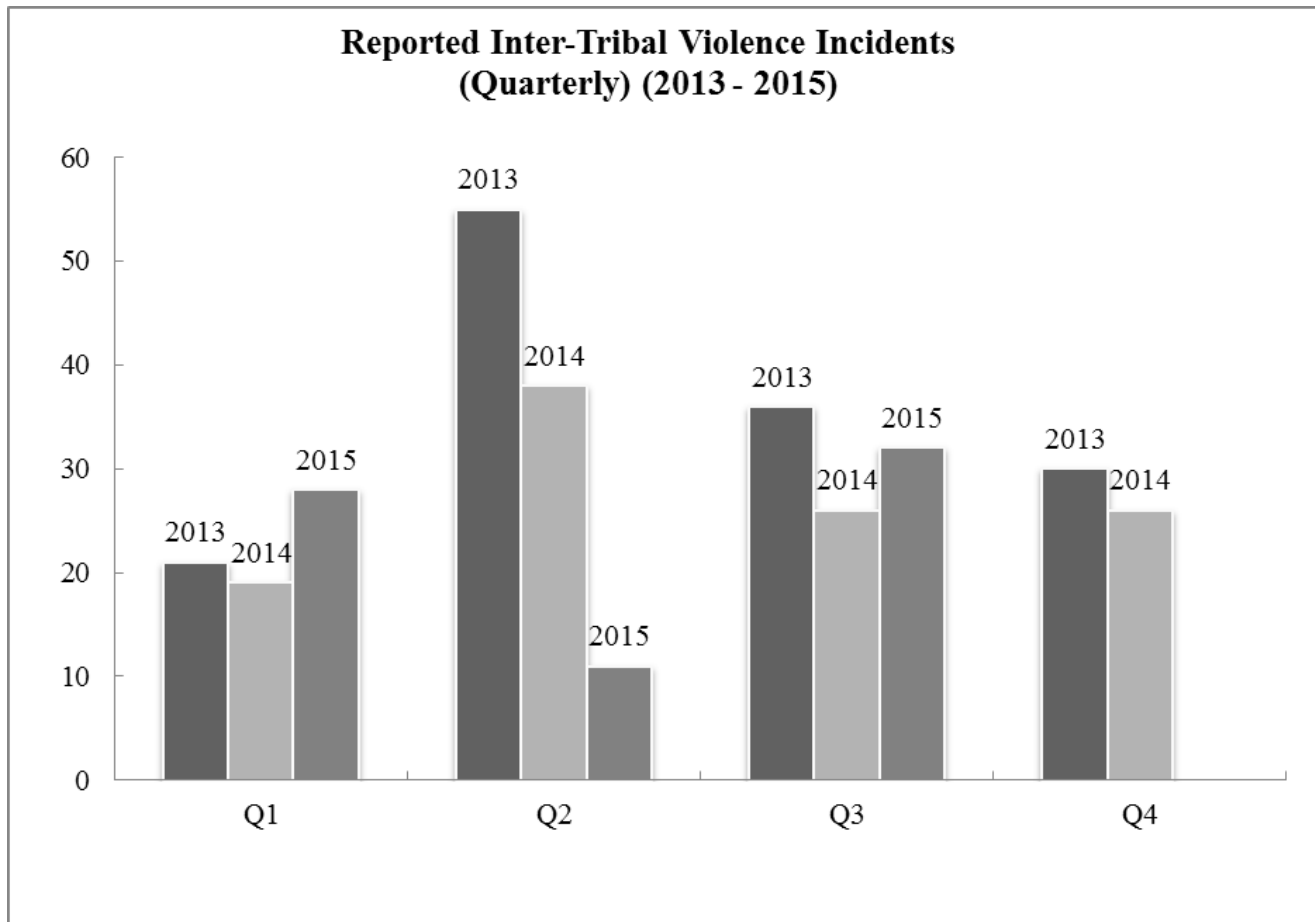
³ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

Date	Attack Location (Town)	Sector	Armed tribes involved															Casualties		Remarks	
			Abbala	Beni Halba	Beni Hussein	Fallata	Fur	Habbiniya	Hamar	Maaliya	Massalit	Misseriya	Nwaiba	Rezeigat	Salamat	Tamar	Tarjam	Taisha	Other or NK		Fatal
20 Mar	Mellit	North																PX	11	NK	Berti v Zeyadiyah
21 Mar	Buram	North				X									X				40+	60+	
22 Mar	Benama	North																PX	14+	NK	Berti v Zeyadiyah
24 Mar	El Sunta	South						X						X					14	22	
24 Mar	Burum, Nadhif	South				X									X				49	60	
24 Mar	Sukara and Ragtag	South				X									X				25	83	
24 Mar	Um Seleilo, Mellit	North																PX	5	NK	Berti v Zeyadiyah, Zeyadiyah in BG and CRP uniform
27 Mar	Tofai, Mellit	North																XP	1	0	Zeyadiyah x Berti
28 Mar	Mellit	North																	23	11	Berti v Zeyadiyah
01 Apr	Abu Karinka	East								X				P					30	NK	
03 Apr	Masteri	West									X								1	9	Inter Tribal
25 Apr	Abu Dangal	East								P				X					2	0	
26 Apr	Abu Dangal	East								X				P					8	4	
27 Apr	Haraza, Kass			X															1	0	Accidental clash between tribes who were pursuing JEM
28 Apr	Al Fadul	East								X				P					6	5	Cattle rustling
05 May	Kalamasina	Central														X		P	1	0	Reason NK
11 May	Abu Karinka									X				P					107+	57+	
15 May	Anderi	West																PX	1	0	Mahariya v Najah
09 Jun	Um Shalaiya IDP	West					X											P	1	0	P was Mahadi
11 Jun	Um Shalaiya IDP	West					X											P	1	0	P was Mahadi, retaliation
01 Jul	Yassin	East																PX	5	7	Birgit v Khouzam
02 Jul	Yassin	South																XP	2	0	Birgit v Khouzam

Date	Attack Location (Town)	Sector	Armed tribes involved															Casualties		Remarks		
			Abbala	Beni Halba	Beni Hussein	Fallata	Fur	Habbinyaya	Hamar	Maaliya	Massalit	Misseriya	Nwaiba	Rezeigat	Salamat	Tamar	Tarjam	Taisha	Other or NK		Fatal	Injured
02 Jul	Abu Demat	South					X		P				X							2	0	
03 Jul	Geigi	South						X					P							0	0	Cattle rustling
04 Jul	Talha	South						P					X							42	NK	Retaliation
04 Jul	Ingumbail	Central												P						1	5	
05 Jul	Sunta	South						X					P							6	11	More retaliation
05 Jul	Abu Gira	North																		15	4	Berti v Zeyadiyah
08 Jul	Ein El Dess	North																PX		5	4	Berti v Beni Omra
08 Jul	Fado	Central				P												P		1	0	
10 Jul	Hellit Ahmed Shaib	North																PX		0	0	Beni Omra v Berti
10 Jul	Hamada	South																PX		1	0	Birgid v NK
10 Jul	Kasangi	South																P		1	0	P = Umkamalti
13 Jul	El Ferida	East						X					X							1	1	Reason NK
14 Jul	Al Sunta	South					X	P					X							42	NK	Related to cattle rustling
15 Jul	Al Sunta	South		X				X					P							130	40	Retaliation
23 Jul	Adikong	West				X														0	2	Mahiya v Nagaa
27 Jul	Mellit	North	P		X													PX		2	3	Beni Omra v Berti
29 Jul	Beer Madena	West	P		X					X								P		0	2	
13 Aug	Amud el Arden	South												X						62	31	Related to cattle rustling
16 Aug	El Miram	East									X		P							1	0	Related to cattle rustling
17 Aug	Osman Douma	North																X		0	0	Berti Targets
17 Aug	Husban Duma	North																P		10	NK	Berti Revenge
18 Aug	Karoya Laban	North																X		2	2	Berti
31 Aug	Katur	North																P		1	4	Cattle rustling
01 Sep	Uyer	West																X		1	1	Awlad
06 Sep	Shaq El Simea	North																X		1	10	Berti
08 Sep	Gusa	North																		0	2	
08 Sep	Gusa	North																		0	2	Incident 2
13 Sep	Adilla	East							P				X							0	5	

Date	Attack Location (Town)	Sector	Armed tribes involved															Casualties		Remarks		
			Abbala	Beni Halba	Beni Hussein	Fallata	Fur	Habbiniya	Hamar	Maaliya	Massalit	Misseriya	Nwaiiba	Rezeigat	Salamat	Tamar	Tarjam	Taisha	Other or NK		Fatal	Injured
21 Sep	Sheiria	East							P					X						3	5	In retaliation for rustling
26 Sep	Kabkabiya	North																PX		1	1	Tribesman v GoS Police

Figure 11.1

Reported inter-tribal armed violence (Quarterly Analysis 2013-2015)

Annex 12**Summary of reported¹ ‘Militia’,² ‘Arab Militia’ or ‘Unidentified’ initiated armed violence (01 January-30 September 2015)^{3 4}**

Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
02 Jan	Biera	North		X				7	2	
03 Jan	Nertiti	Centre		X				0	0	
07 Jan	Kerenek	West		X				0	2	
07 Jan	Birdik	North		X				10	NK	
11 Jan	Umgozeen	North		X				1	2	
11 Jan	Sany Haya	North		X				3	0	
13 Jan	Orchi	North	X					1	0	An SLA/MM Commander killed
17 Jan	Sasusa	North		X				1	10	
18 Jan	Al Salam	West		X				0	2	
19 Jan	Camp Habat	Central		X				0	1	
19 Jan	Taradona	North		X				2	2	
19 Jan	Hamida	West		X				1	0	
22 Jan	Taradona	North		X				2	2	
22 Jan	Um Baru	North		X				2	0	
22 Jan	Girgera	North		X				2	0	
24 Jan	Saraf Umru	North		X				1	3	Armed robbery
24 Jan	Sirba	West		X				0	2	
29 Jan	Tur	South		X				0	2	Possible Border Guard
30 Jan	Gireida	South		X				1	5	
31 Jan	Saadoun	South		X				0	4	
31 Jan	Malagat Ward	North		X				1	1	

¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is ‘reported’ and therefore may not necessarily be totally accurate.

² These forces are not necessarily the Militia as defined in Annex A. They were reported as such by witnesses and were certainly uniformed and armed.

³ P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known. TBC = To Be Confirmed.

⁴ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
01 Feb	Abuteriza	South		X				1	0	
02 Feb	Kutum	North		X				1	0	At Militia Toll
04 Feb	Mursal	North		X				0	0	Village burnt
05 Feb	Um Siyala	North		X				0	1	Village burnt
05 Feb	Rijil Kubri	West		X				2	5	Domestic
06 Feb	Khor Tawani	South		X				0	1	
07 Feb	Giaybey	North		X				2	0	Rustling
08 Feb	Tabarat	North		X				2	4	Rustling
08 Feb	Marguba	North		X				0	1	Rustling
09 Feb	Mellit	North			X			1	2	Police station
09 Feb	Dhaka	South		X				0	4	
12 Feb	Mellit	North			X			0	1	
12 Feb	Um Haraz	North		X				5	5	Attack at water point
14 Feb	Dabanera	North		X				1	0	
19 Feb	Um Thojak	West		X				0	1	
20 Feb	Zalingei	Central		X				0	1	Armed robbery
21 Feb	Girfa	East		X				3	4	
22 Feb	Umlayouna	South		X				1	0	Possible CRP
22 Feb	Abu Selala	South		X				2	0	Armed robbery
24 Feb	Kabkabiya	North			X			0	1	GoS MI Officer
25 Feb	Kuma	North		X				1	1	
26 Feb	Oyur	Central		X				2	1	
02 Mar	Hamidiya	West		X				0	1	
02 Mar	Abdul Shakur	North		X				NK	NK	Attackers from Guba against Chinese Gold Mining Company
03 Mar	Hamidiya	West		X				1	1	
04 Mar	Kereneke	West			X			0	4	
04 Mar	El Fasher	North		X				1	3	
05 Mar	Omkhair	Central		X	X			4	8	Rescue of one militiaman from police station
09 Mar	Marshang	South		X				2	0	
09 Mar	Zalingei	Central			X			0	1	

Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
10 Mar	Abu Shouk	North		X				1	3	Market place attack
11 Mar	Zalingei	Central		X				0	1	
14 Mar	Ed Daein	Central			X			0	1	Armed robbery of GoS water fees collector
15 Mar	Dankuj	Central		X				1	0	
15 Mar	Duma West IDP	South		X				1	0	
15 Mar	Nyala Kass Road	South		X				2	0	
16 Mar	Zalingei	Central			X			0	1	Attempted carjack of Minister of Education
21 Mar	Tawilla	North		X				2	2	Shooting in market
22 Mar	Kamfa	North		X				0	1	
22 Mar	Kebkabiya	North		X				0	1	
22 Mar	Adarr, El Geneina	West		X				0	2	
24 Mar	Wadi Salih, Koubga	Central			X			0	1	Armed car-jacking from BG
25 Mar	Um Jalpakh	North		X				6	2	
26 Mar	Khazan Tunjar	North		X				1	0	Generator theft
27 Mar	Jebel Kosa	North		X				6	2	
27 Mar	Biljango	North		X				1	0	
28 Mar	El Fasher	North			X			1	0	CRP fatality
30 Mar	Ottash IDP	South		X				1	0	
30 Mar	Abu Sufyan	North		X				0	1	Ambush of vehicle
30 Mar	Allab Bashir	North			X			1	0	CRP fatality
01 Apr	Mellit Locality	North		X				41	7	Began on 30 March involving 4 villages
01 Apr	Abyad, Gireida	South		X	X			0	3	
01 Apr	Sani Efando, Yassin	East		X				1	0	
01 Apr	Yassin	East		X				1	1	
06 Apr	Tofai Jebel	North		X				2	0	
07 Apr	Sheq Jorab	East		X				5	7	
08 Apr	Hillat Ali	East		X				5	9	
09 Apr	Kutum	North		X				1	0	Shot in market
09 Apr	Foro Baranga	West		X				1	0	Armed bike-jacking
11 Apr	El Geneinia	West			X			0	1	Armed carjacking

Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
11 Apr	Otask IDP, Nyala	South		X				1	0	
11 Apr	El Geneinia	East			X			1	0	Armed robbery
14 Apr	65km East El Geneinia	West		X				0	1	Armed robbery
16 Apr	El Fasher	North		X				0	0	Attempted armed robbery
17 Apr	Karari	South		X				0	1	Attempted car-jacking
20 Apr	El Fasher	North		X				0	1	Armed robbery
21 Apr	Nyala	South			X			1	0	Attempted car-jacking
21 Apr	Nertiti	Central	X					1	0	SLA/AW fatality
22 Apr	Korma IDP	North		X				0	0	Armed assault
22 Apr	Ghaba	North			X			0	2	CRP casualty, Midob tribal based.
26 Apr	Abu Shouk	North		X				0	4	Armed robbery
26 Apr	Mellit	North		X				1	0	
27 Apr	Nertiti	Central		X				1	0	Pregnant women killed for NK reason.
27 Apr	El Fasher	North		X				0	1	Attempted car-jacking
28 Apr	Al Fadul	East			X			2	10	Maliyya attacked CRP
29 Apr	Medan Al Kheil	North		X				1	0	
01 May	Zalingei	Central		X				1	0	
01 May	Al Jeer, Nyala	South		X				1	0	
02 May	Um Labana	North		X				1	2	Armed robbery
02 May	Graida	South			X			1	0	SAF killed for reason NK
02 May	Korma	North		X				4	4	Armed robbery of convoy
04 May	Kassab IDP	North		X				0	1	
04 May	Kalam Basanan, Bindisi	Central		X				1	0	
06 May	Bielel	South		X				1	1	
06 May	Niteaga	South		X				1	0	
07 May	El Geneina	West		X				2	0	Armed robbery
07 May	Dali, Dawa and Masalit	North		X				0	5	Villages pillaged
09 May	El Gasour	North		X				1	0	
10 May	Asarti	West		X				1	0	
13 May	Rahat Tara	North		X				0	1	
18 May	Kass	South		X				0	1	Armed robbery
19 May	Mukjar	Central			X			0	1	Armed robbery of weapon

<i>Date</i>	<i>Location (Town)</i>	<i>Sector</i>	<i>Target</i>					<i>Fatal</i>	<i>Injured</i>	<i>Remarks</i>
			<i>AOG</i>	<i>Civilian</i>	<i>GoS</i>	<i>NGO</i>	<i>TAG</i>			
20 May	Shakshaku	North		X				0	1	
20 May	Abu Shouk	North		X				0	1	
21 May	El Salam	South		X				1	0	Attempted armed robbery
23 May	El Fasher	North			X			1	0	Murder of SAF soldier
24 May	Zalingei	Central		X				1	0	UNAMID local staff
25 May	Kutum	North		X				0	1	Rape
26 May	Zalingei	Central		X				1	0	Armed robbery
27 May	Dorti, El Geneina	West		X				1	0	Attempted armed robbery
28 May	Bileil	South		X				1	7	Rape
28 May	Otash	South		X				1	1	
29 May	Mawashi	North		X	X			1	2	Armed robbery of weapon
30 May	Abata	Central		X				1	0	
30 May	Nyala	South		X				1	0	Armed robbery
01 Jun	Kalma, Bielel	South		X				1	0	
01 Jun	Kampode, Kutum	North			X			0	1	Attempted armed robbery
01 Jun	Kerenek	West		X				0	0	Armed robbery
03 Jun	Kutum	North		X				0	0	Armed abduction
06 Jun	Dereog, Nyala	South		X				1	5	
06 Jun	El Wadi, Nyala	South		X				1	0	
07 Jun	Foro Baranga	West					X	1	0	
07 Jun	Shakshaku, Tawila	North		X				1	0	
08 Jun	Al Mumalla	South		X				1	0	
09 Jun	Omshalan	Central		X				0	1	Armed robbery of motorbike
11 Jun	Zalingei	Central			X			0	1	Armed robbery of weapons
12 Jun	Yassin	East		X				0	1	Armed robbery
14 Jun	Tha Alba	North			X			1	5	
14 Jun	Nyala	South			X			2	0	Attempted armed robbery
16 Jun	Kafod	North				X		0	0	Armed car-jacking ICRC
17 Jun	Orchi	North			X			2	0	
18 Jun	Nyala	South				X		0	0	Armed car-jacking UNHCR
22 Jun	El Geneina	West		X				1	2	
23 Jun	Murai, Kass	South		X				1	0	

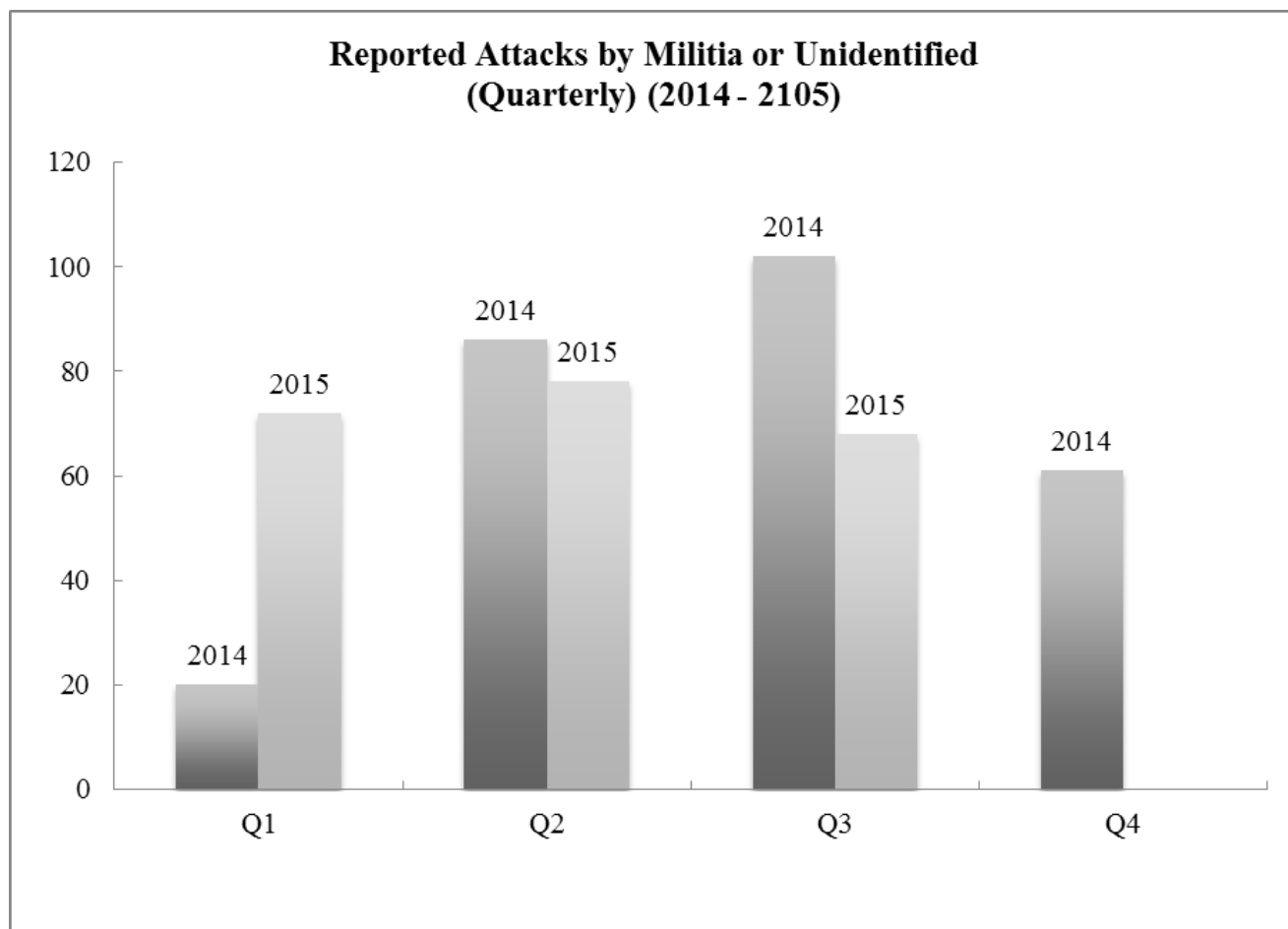
Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
23 Jun	Murai, Kass	South		X				0	1	Attempted bike-jacking
25 Jun	Nereig, Nyala	South		X				0	1	
26 Jun	Nierteti	Central		X				1	0	
29 Jun	Rijil Kubri	West		X				0	1	Armed robbery
30 Jun	Nima	North		X				1	0	Armed robbery
02 Jul	Kulu, Dolo, Kortinga, Jebel Tayeb and Tina	North		X				4	5	Armed robbery
02 Jul	Kabkabiya	North		X				0	0	Armed robbery of market
02 Jul	El Geneinia	West		X				0	1	Armed robbery
03 Jul	Martal, Kulu and Fanga	North		X				6	3	Attack over three days
04 Jul	Donkey Abiad	South		X				0	1	
06 Jul	El Daein	East		X				1	1	
08 Jul	Abuleha	North		X				0	1	Abduction
09 Jul	Kasingi	South		X				1	0	Defending women from rape
10 Jul	Gokar	West			X			0	0	Assassination attempt on Head of Masalit Native Administration
12 Jul	Momo	Central		X				1	2	Car-jacking
12 Jul	El Fasher	North				X		0	1	Attempted car-jacking
12 Jul	Kafalo	North		X				1	0	Cattle rustling
13 Jul	Umassal	South		X				1	0	Armed robbery
13 Jul	Al-Dakir	South		X				1	0	Armed robbery
14 Jul	Kafout	North		X				2	1	Mourners at funeral of PDF men
15 Jul	Sisi	West		X				0	1	
16 Jul	Jagomak	West		X				0	1	Armed robbery
18 Jul	Gertobak	South		X				1	0	
19 Jul	Muhajiriye	South		X				1	1	
21 Jul	Shegeg Karo	North		X				0	1	Attempted cattle rustling
22 Jul	Anka	North		X				9	2	Attack on village
23 Jul	Niteaga	South		X				1	5	
23 Jul	Endur	South		X				0	1	Bus ambush
25 Jul	Abu Danga	East		X				0	1	Attempted armed robbery
27 Jul	Kassab	North		X				0	1	

Date	Location (Town)	Sector	Target					Fatal	Injured	Remarks
			AOG	Civilian	GoS	NGO	TAG			
27 Jul	El Neem	East		X				0	1	
28 Jul	Hillat Ali Sanusi	East		X				0	3	
29 Jul	Kassab	North		X				0	1	Armed robbery
29 Jul	Beer Madena	West		X				0	2	Massalit farmers attacked
30 Jul	Um Dukhan	Central			X			0	4	Militia attacked SAF
30 Jul	Near Masteri	West		X				0	1	Armed robbery
31 Jul	Mukjar	Central			X			0	1	CRP injured while robbery target
2 Aug	El Geneina	West		X				0	1	Armed robbery
3 Aug	Mukjar	Central		X				1	0	
5 Aug	Timtim	North		X				1	1	Armed robbery
6 Aug	Kondobe	West		X				0	1	Land dispute
8 Aug	Dembow Kabdy	Central		X				0	2	
10 Aug	Wadi Rimela	South		X				1	0	
12 Aug	Um Baloula	South		X				1	0	Cattle rustling related
13 Aug	Hamidiya	Central		X				0	2	
19 Aug	Donkey El Khair	South		X				3	2	Armed ambush of convoy
28 Aug	Shagarga	North		X				0	0	Attempted armed robbery
29 Aug	Nyala	South		X				1	2	Armed robbery
29 Aug	Otash IDP	South		X				1	0	
31 Aug	Bobay Sigili	North		X				1	0	Cattle rustling
01 Sep	El Fasher	North		X				1	0	Armed robbery
01 Sep	Duma East IDP	South		X				1	0	Armed robbery
07 Sep	Um Marawik	North			X			0	0	
07 Sep	Otash	South		X				0	1	Armed robbery
08 Sep	Kereneke	West			X	X		2	0	Ministry of Health victims
10 Sep	Daba Tuga	North		X				1	2	
10 Sep	Nertiti	Central		X				0	2	Armed robbery
12 Sep	Mukjar	Central			X			0	1	Armed robbery
15 Sep	Otash IDP	South		X				1	2	Armed robbery
15 Sep	Berley	South		X				1	0	Protecting against rape
17 Sep	El Geneina	West			X			0	0	Wali's vehicle was target
18 Sep	Umray	North		X				4	3	Possibly Border Guards

<i>Date</i>	<i>Location (Town)</i>	<i>Sector</i>	<i>Target</i>					<i>Fatal</i>	<i>Injured</i>	<i>Remarks</i>
			<i>AOG</i>	<i>Civilian</i>	<i>GoS</i>	<i>NGO</i>	<i>TAG</i>			
18 Sep	Habad West	Central		X				0	0	
20 Sep	Mornei	West		X				1	0	Attempted robbery of motorcycle
21 Sep	Nemra	North		X				7	10	Suspected GoS Border Guards
22 Sep	Korofsata	Central		X				1	1	Resisting rape
24 Sep	Fata Borno	North		X				1	0	
28 Sep	Sisi IDP	West		X	X			0	2	
30 Sep	Atia	West		X				0	1	Armed robbery of M/C
30 Sep	El Geneina	West		X				0	1	Armed robbery of M/C
30 Sep	Kabkabiya	North		X				1	0	Armed car-jacking

Figure 12.1

**Reported 'Militia', 'Arab Militia' or 'Unidentified' initiated armed violence
(Quarterly Analysis 2014-2015)**



Annex 13**Examples of ‘reported’ criminal acts (armed robbery) (01 January-30 September 2015)^{1 2}**

<i>Date</i>	<i>Location (Town)</i>	<i>Sector</i>	<i>Responsible</i>	<i>Stolen Items</i>						<i>Remarks</i>
				<i>Cash (SDG)</i>	<i>Livestock</i>	<i>Vehicles</i>	<i>Wpns</i>	<i>Food (Bags)</i>	<i>Goods</i>	
01 Jan	Labado	East	Armed NK						Fuel and personal effects	
03 Jan	Abu Zerga	North	Armed NK		300 Sheep					
07 Jan	Saraf Omra	North	Armed NK					Significant		
07 Jan	Tawilla	North	RSF		88 Sheep and Goats					
07 Jan	Golo	North	Armed NK		800 Sheep					
11 Jan	Hayakima Sharif	North	Armed NK	NK ³	45 Goats				Gold jewellery	
13 Jan	El Fasher	North	Armed NK			1 x 4X4				OCHA
14 Jan	Zamzam	North	Armed NK		247 Cattle					
15 Jan	Al Zaiafa	East	Armed NK						Personal belongings	
19 Jan	Nertiti	Central	Armed NK		28 Goats					
20 Jan	Malaga	North	Armed NK		83 Goats and 23 Sheep					
20 Jan	Deley	North	Armed NK			1 x 4X4				Local NGO
22 Jan	Debaneira	North	Armed NK		150 Sheep and Goats					
23 Jan	Tawilla	North	Armed NK			1 x 4X4				
23 Jan	Tukumari	North	Armed NK		85 Cows					
25 Jan	Um Zaifa	East	Armed NK						Personal belongings	

¹ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

² These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity where possible. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue. The data is included as it is ‘reported’ and therefore may not necessarily be totally accurate.

³ NK means that assets were stolen but the quantity is Not Known.

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
26 Jan	Dabanera	North	Armed NK		150 Goats and Sheep					
31 Jan	Malagat Ward	North	Armed NK		25 Cattle					
02 Feb	Keli Keli	East	Armed NK		60 Livestock					
04 Feb	Nyala	South	Armed NK						Market goods	9 stores robbed in market
05 Feb	Hawara	North	Armed NK			1 x Minivan				OCHA
07 Feb	Mashrou Abu Zeid	North	SRF						Personal belongings	
10 Feb	Graida	South	Fallata						57 x Personal belongings	
12 Feb	Um Haraz	North	Armed NK		150 Cattle					
22 Feb	Krinding	West	Armed NK							GoS successfully defended attack
22 Feb	El Fasher	North	Armed NK			1 x 4X4				WFP
23 Feb	Goz Bala Furash	West	Armed NK						Personal belongings	
01 Mar	Korma	North	Armed NK		70 Sheep					
02 Mar	Hamidiya	Central	Armed NK			1 x M/C ⁴				
07 Mar	Habilu	West	Armed NK			1 x 4X4				Recovered later by GoS
07 Mar	Wadi Dileba	South	Armed NK		2 Donkey				Personal belongings	
07 Mar	Kosho	South	Armed NK		1 Donkey				Personal belongings	
07 Mar	Um Kheir	Central	Armed NK			8 x Water Engines				
07 Mar	Kutum	North	Armed NK	SDG 6,000					Cell Phones	
07 Mar	Sawani	East	Armed NK	SDG 15,000					Cell Phones	
08 Mar	Beja	Central	Armed NK			1 x Truck				

⁴ Motorcycle.

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
10 Mar	Kebkabiya	North	Armed NK	SDG 213K						Teacher's salaries stolen
13 Mar	Hillabeda	Central	Armed NK			1 x 4X4			Personal belongings	UNAMID ODO Contractor
13 Mar	Mellit	North	Armed NK			1 x Ambulance				
14 Mar	Ed Daein	Central	Armed NK	TBC						GoS Water Fees
15 Mar	Yassin, Labado	Central	Armed NK		11 Goats					
15 Mar	El Fasher	North	Armed NK						130 Sacks Tobacco	
17 Mar	Jurab	North	Armed NK						Personal belongings work SDG50K	
23 Mar	Al Bayd	North	Armed NK			1 x 4X4			Personal belongings	Bus Hi-jack
24 Mar	Wadi Salih	Central	Armed NK			1 x 4X4				BG Vehicle
24 Mar	Mukjar Bindisi	Central	Armed NK	TBC					Radios	
25 Mar	Um Kadada	North	Armed NK						Commercial goods	
25 Mar	Um Kadada	North	Armed NK						Personal belongings	
25 Mar	Kass	South	Armed NK						Personal belongings	
28 Mar	El Genenia	West	Armed NK							Attempted bank robbery
28 Mar	El Fasher	North	Armed NK			1 x M/C				
30 Mar	Aby Sufyan	North	Armed NK						Personal belongings	
03 Apr	Nyala	South	Armed NK			1 x 4X4				
04 Apr	El Madris	West	Criminal			1 x M/C				
06 Apr	Nyala	South	Armed NK			1 x Car				
06 Apr	Nyala	South	Armed NK	SDG 3,400					Cell phone and personal belongings	Local HAC Commissioner

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
06 Apr	Wadi Murra	North	Armed NK	NK					Cell phone and personal belongings	Bus robbery
07 Apr	Wali Murra	North	Armed NK						Cell phone and personal belongings	Bus robbery
07 Apr	Mournei	West	Armed NK				1		14 Solar Panels	
07 Apr	Kereinik	West	Armed NK					50 cartons biscuits		
08 Apr	Balisareif	North	Armed NK		NK Livestock					
09 Apr	Ardamata IDP	West	Armed NK						3 cell phones	
09 Apr	Foro Baranga	West	Armed NK			1 x M/C				
16 Apr	Tabit	North	Armed NK			1 x Vehicle			Ballot boxes	
18 Apr	Kebkabiya	North	Criminal						Personal belongings	
20 Apr	El Fasher	North	Criminal						Nothing	
26 Apr	Nina	North	Armed NK						Abduction	
27 Apr	Nertiti	Central	Criminal			1 x M/C				
27 Apr	Birikat Sera	North	Criminal			1 x Fuel Tanker				
29 Apr	Mukjar	Central	Criminal			1 x 4X4			HAC Vehicle	
30 Apr	Khor Abeche	South	Criminal						Copper cable to UNAMID Water Point ⁵	
01 May	Zalingei	Central	Criminal	NK					Personal belongings	
02 May	Labado	South	Armed NK		3 Cattle					
02 May	Ailliet	North	Armed NK	SDG 400K						
03 May	Jaloof	North	Armed NK			1 x 4X4	1		Personal belongings	CRP Weapon stolen
03 May	Beer Kolo, Tawila	North	Armed NK		180 Cattle					

⁵ Water Point.

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
04 May	Birkat Seira, Saraf Umra	North	Armed NK		20+ Goats					
05 May	Kullu	North	Armed Nomads		150 Cattle					
08 May	Hillat Hagger	North	Armed NK						Personal belongings	
11 May	El Daein	East	Armed NK			1 x Taxi				
12 May	Um Dukhan	Central	Armed NK			1 x Car				WFP Vehicle
13 May	Tukumare	North	Armed NK		400 Animals					Recovered by SAF
14 May	El Daein	East	Armed NK						3 x Laptops	Local NGO
17 May	Labado	East	Armed NK			4 x 4X4				UNAMID escorted
17 May	Kudmel	East	Armed NK		2 Donkeys					
18 May	Grindling	West	Armed NK						Personal belongings	
19 May	Zalingei	Central	Armed NK			2 x Trucks				ICRC vehicles
23 May	El Fasher	North	Armed NK			1 x Truck				Sudan TV vehicle
23 May	Gogoma Shargiya	Central	Armed NK			2 x Trucks				
24 May	Dembow Kabdy	Central	Armed NK			1 x Truck				
24 May	El Fasher	Central	Armed NK	NK					Cell phone	
25 May	Tawilla	North	Armed NK		200 Sheep and 50 Goats					
26 May	Kafod	North	Armed NK			1 x Truck				
28 May	Anu Karinka	East	Armed NK	NK		1 x Vehicle	NK		Cell Phone	Local NISS Director was victim
31 May	Fajkara, Kereink	West	Armed NK			1 x Generator				
09 Jun	Zalingei	South	Armed NK			1 x Vehicle				GoS vehicle
09 Jun	El Geneina	West	Armed NK			1 x Vehicle				
10 Jun	Debenaira IDP	North	Armed NK		1 x Donkey				Personal belongings	
14 Jun	Amtaheel	North	Armed NK					280 Bags Sorghum		

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
16 Jun	Kafod	North	Armed NK			2 x ICRC Vehicles				
21 Jun	Dali IDP	North	Armed NK		35 x Goats					
22 Jun	Mangrasa	West	Armed NK						Personal belongings	
24 Jun	El Fasher	North	Armed NK			1 x WFP Car				
26 Jun	El Sireaf	North	Armed NK	SDG 2,160					6 x Cell phones	
27 Jun	El Fasher	North	Armed NK						2 x cell phones	
27 Jun	Zalingie	Central	Armed NK			1 x Car				GoS Prosecutor vehicle
27 Jun	El Geneina	West	Armed NK	NK					Personal belongings	
27 Jan	Hashaba	North	Armed NK		85 Sheep and Goats					
29 Jun	Sandi Koro	West	Armed NK	NK					Personal belongings	
30 Jun	Jabal Kulo	North	Armed NK		300 x Cattle					
01 Jul	Azum	Central	Armed NK			1x 4X4				
01 Jul	El Sereif > Saraf Umra	North	Armed NK			2 x Trucks		Rations		
02 Jul	El Fasher	North	Armed NK			2x 4X4 1 x Minibus			IT Equipment	
03 Jul	Tawila IDP	North	Armed NK		? x Donkeys					
04 Jul	Goz Leben	North	Armed NK		1100 x Sheep					
04 Jul	Nyala	South	Armed NK			1 x 4X4				
05 Jul	Shakshuka	North	Armed NK			3 x Trucks				
05 Jul	El Daein	East	Armed NK	NK					Cell phone	
05 Jul	Debenaira IDP	North	Armed NK			2 x Vehicles				

Date	Location (Town)	Sector	Responsible	Stolen Items						Remarks
				Cash (SDG)	Livestock	Vehicles	Wpns	Food (Bags)	Goods	
07 Jul	Dereige IDP	South	Armed NK	NK					Personal belongings	
08 Jul	Nifasha	North	Armed NK		40 x Goats					
13 Jul	El Daein	East	Armed NK			1 x 4X4				
16 Jul	Wata Narr	South	Armed NK	NK					Personal belongings	
19 Jul	Mornei	West	Armed NK			1 x Taxi				
19 Jul	Shanga	South	Armed NK						Personal belongings	
19 Jul	Graida	South	Armed NK						Personal belongings	
20 Jul	El Genina	West	Armed NK			1 x 4X4				
24 Jul	Kheir Waji	North	Armed NK	NK						
25 Jul	Hilat Nuga	West	Armed NK			1 x Taxi				
30 Jul	Labado	East	Armed NK						1 x Cell Phone	
31 Jul	Nertiti	Central	SLA/AW		85 x Livestock					
1 Aug	Hemada	North	Armed NK		NK					
2 Aug	El Ednaback	North	Pro GoS	150K (Not Paid)						
5 Aug	Ali Giber	Central	Armed NK						Personal belongings	
11 Aug	Deleba Bowa	North	Armed NK			1 x Vehicle				
13 Aug	Ed El Fursan	South	Armed NK	NK					2 x Cell Phone	
20 Aug	Thur East	Central	Armed NK	NK						
21 Aug	Zalkingei	Central	Armed NK	NK					Personal belongings	
25 Aug	Kutum	North	Armed NK						NK	
29 Aug	Otash IDP	South	Armed NK	200					Cell phone	
06 Sep	Nr Mellit	North	Armed NK						Personal belongings	
06 Sep	Nr Mellit	North	Armed NK						Personal belongings	

<i>Date</i>	<i>Location (Town)</i>	<i>Sector</i>	<i>Responsible</i>	<i>Stolen Items</i>						<i>Remarks</i>
				<i>Cash (SDG)</i>	<i>Livestock</i>	<i>Vehicles</i>	<i>Wpns</i>	<i>Food (Bags)</i>	<i>Goods</i>	
06 Sep	Nr Mellit	North	Armed NK			1 x Vehicle			Personal belongings	
06 Sep	Fazi	North	Armed NK						Personal belongings	
07 Sep	Um Marawik	North	Armed NK						Personal belongings	
10 Sep	Abu Shouk	North	Armed NK	NK					2 x Cell phones	
10 Sep	Nertiti	Central	Armed NK						Personal belongings	
12 Sep	Kabkabiya	North	Armed NK						Documents	
16 Sep	Garsila IDP	Central	Armed NK	160						
22 Sep	Kereinik	West	Armed NK			1 x M/C				

Annex 14

Summary of UNAMID weapons losses identified by the Panel (2010-2015)¹

<i>Date</i>	<i>Type</i>	<i>Calibre</i>	<i>Quantity</i>	<i>Location</i>	<i>Lost to</i>
March 2010			66	Darbat	SLA/AW
5 August 2011			2	Dema	NK
21 January 2012	MG ²	7.62mm	3	El Daein	
26 June 2013	MG	7.62mm	2	Khor Abeche ³	
28 June 2013	Karnov MG	12.7mm	1	Khor Abeche	
	Belgium MG	7.62mm	1		
	RPG ⁴ -7	40mm	1		
13 July 2013	Assault Rifles	7.62mm	24	Khor Abeche	
	MG		2		
	RPG		1		
12 August 2013			15	El Daein ⁵	
13 October 2013	M16A2 Assault Rifle	5.56mm	4	El Geneina	
TBC 2013	LMG ⁶	7.62mm	1	Zalingei	
	MG	7.62mm	1		
8 February 2014	R4 Rifles	5.56mm	37	Near Mellit and	Group "Suleiman
	LMG	7.62mm	4	Kutum	Murjan"
	RPG-7	40mm	1		
28 August 2014	R4 Rifle	5.56mm	1	Kutum ⁷	NK
16 November 2014	AK-47 ⁸ variant	7.62mm	2	Korma ¹⁰	
	PKM ⁹ LMG	7.62mm	1		
6 January 2015	AK-47 variant	7.62mm	7	Habila ¹¹	
	LMG	7.62mm	1		
23 April 2015	AK-47 variant	7.62mm	1	Kass	
TOTAL			175		

¹ Data from UNAMID and *Under Attack and Above Scrutiny, Arms and Ammunition Diversion from Peacekeepers in Sudan and South Sudan 2002-2014*, Small Arms Survey, July 2015. (ISBN 978-2-940548-11-8).

² Machine Gun.

³ Latitude 12° 38' 49" N, Longitude 25° 16' 13" E.

⁴ *Ruchnoy Protivotankovyy Granatomyot*. (Rocket Propelled Grenade).

⁵ Latitude 11° 25' 35" N, Longitude 26° 08' 58" E.

⁶ Light Machine Gun.

⁷ Latitude 14° 12' 59" N, Longitude 24° 39' 42" E.

⁸ *Avtomatik Kalashnikov* (Assault Rifle)

⁹ *Pulemyot Kalashnikova (Modernised)*. (Light Machine Gun).

¹⁰ Latitude 13° 51' 08" N, Longitude 24° 45' 17" E.

¹¹ Latitude 12° 40' 49" N, Longitude 22° 33' 43" E.

Annex 15
Streit TYPHOON supply documentation

Documentation relating to the supply of TYPHOON armoured vehicles from Streit Armoured Cars FZE, through the broker Ramaz International Trading FZE, to the Sudanese Police follows in appendices 1 to 7.

Appendix 1 to Annex 15 Streit/Kamaz Sales Agreement (Extract) (2 July 2012)

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 007 OF 016

APC/12/280601

ARMORED PROTECTION CARS FZE Armored Vehicles Manufacturer

SALES AGREEMENT REFERENCE NO. APC/12/280601

Date : July 2nd

ARMORED PROTECTION CARS FZE, P.O. Box: 54513, Technology Park FTZ, Ras Al Khaimah, UAE (hereinafter referred to as APC/or a Seller) and KAMAZ INT'L TRADING FZE, P.O.Box:54609, Technology Park FTZ, Ras Al Khaimah, UAE (hereinafter referred to as a Buyer) have concluded the present Contract whereby the Seller has sold and the Buyer has bought the Products on the following terms and conditions, agreed and signed by the parties:

PRODUCTS DESCRIPTION

Kamaz Typhoon GS 300

1. Vehicle Specification

Model	2012, 4x4
Engine	KAMAZ V8 four stroke turbo charged intercooled diesel 740.55-300
Displacement	10,76L
Horsepower	300 hp @ 2200 rpm
Torque	1177 Nm @ 1400 rpm
Transmission	9S gearbox with 9 stages forward and one reverse
Steering	power-assisted
Overall length	6,823 mm
Overall width	2,434 mm
Overall height (unladen)	3,258 mm (laden)
Curb weight	13,000 kg
Payload	2,000 kg
GVM	15,000 kg
Wheel base	3,775 mm
Turning radius	9,100 mm
Ground clearance	774 mm under transfer case (unladen)
Suspension	Semi elliptical leaf springs, sway bars FR and RR
Tire Size	390/95 R20 with central tire inflation system controlled from the cabin
Brakes	400 mm drums, pneumatically operated main, parking, reserve and auxiliary systems
Climbing gradient	60%
Tire/Slope	30%
Fording depth	1,500 mm
Max speed	100 km/h
Operating range	1,000 km
Occupancy	9 passengers + 1 driver



1

7/11/2012

Received Time Sep. 15, 2014 4:15AM No. 9962

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 010 OF 016

APC/12/280801

- The cost of miscellaneous materials that are used during factory Acceptance shall be borne by SELLER.

12. Payment and delivery terms

VEHICLE ORDER	Production LOCATION	Production START DATE	COMPLETION DATE
30	UAE	Upon 100% payment	By SELLER

- The Buyer shall make the payments by check (UAE only) or Electronic Funds Transfer. Cash payments shall not be accepted.
- 100% advance payment to be paid by the Buyer after signing of this Contract to place the order.
- APC will issue and submit to the Buyer the bank Advanced Payment Guarantee for a full amount of the deposit paid. This Guarantee to be irrevocable and payable to the Buyer on first demand, if the Seller fails to supply the Products to the Buyer, on the terms of this contract, completely or partially. The Guarantee should be returned to the Seller after the Products Acceptance Certificate signing by the parties.
- The product shipping from the factory shall commence within 5 working days from receipt of the final payment.
- The End-User Statement is required from the Buyer for the export clearance of the vehicle. The format for the End-User Statement will be supplied by Kamaz Int and agreed by APC.
- The End User is Kamaz International Trading FZE as the sole usage.
- UAE will be the final destination for Kamaz International trading FZE as the end user.
- The destination and delivery terms are Ex Factory RAK Free Zone, Technology Park, Ras Al Khaimah, UAE. Transfer of ownership in Free Zone.
- From transferring the units ownership date the buyer will be sole legally responsible for addresses sold units' destinations and end users if any without any liability and obligations over APC FZE as a manufacturer inside or outside UAE.
- Kamaz International Trading FZE will comply with all UAE Law and will held responsible for any illegal act after transfer of ownership to Kamaz Int. Trading FZE name.
- IF the buyer undertakes to export the vehicle (FCA delivery, Incoterms 2000), a refundable Customs Export Deposit in the amount of 5% of the total contract value is payable to APC before the shipment. The Buyer is responsible to provide APC with the Export Documentation properly filled out and stamped. APC shall apply for the refund of the 5% deposit, and will return the funds to the Buyer upon receipt of the funds back from the Customs.
- If APC, for reasons other than Force Majeure, fails to deliver the Products according to the delivery schedule given in this Contract, a penalty for late delivery shall be applied to APC after a grace period of 1 (one) week at a rate of 0.1% of the non-delivered items cost per day but no more than 5% of the total Contract value.

13. Products price and total contract cost

Quantity	Armored Vehicle Description	Unit Price, USD	Total Amount, USD
30	Armored Personnel Carrier, APC, EX Factory Ras Al Khaimah	200,000.00	6,000,000.00
	Optional Equipment		
	Not Applicable		
Total Contract Value, EX Factory RAK, UAE USD			6,000,000.00

14. Settlement of disputes

- The parties agree to settle amicably any dispute, which may arise during the performance and in connection with this Contract. However, should the Parties fail to settle amicably such a dispute



7/11/2012

Received Time Sep. 15. 2014 4:15AM No. 9962

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 011 OF 016

APC/12/280601

within a 30 (thirty) days period of time from the date of the written claim of one Party to the other one, they agree to have it finally settled under the rules of the courts of Dubai. The court decision shall be final, binding and enforceable upon the Parties herein.

- This Contract shall be governed by and construed in accordance with the substantive laws of the UAE.

15. Other conditions

This Contract is executed in English language, in two original copies.

- This Contract shall become effective after the signature of both of the PARTIES and is valid until the full implementation.

Any amendments, conditions or responses to this Contract shall be considered valid only as the integral parts of this Contract, if duly signed and stamped by the authorized representatives of the parties.

- The copies of the Contract transmitted by the fax or e-mail to be considered valid until the presentation of the originals.

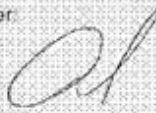
16. Acknowledgement / Acceptance

By mutually signing this agreement both parties consider the present contract supersedes any other verbal or written mails, faxes and agreements. Both parties have read and understood the terms and conditions contained herein, and accept this contract terms and conditions.

Seller:
ARMORED PROTECTION CARS FZE
PO Box: 54513
Technology Park FTZ
Ras Al Khaimah, UAE

Buyer:
KAMAZ INT'L TRADING FZE
PO Box: 54609
Technology Park FTZ
Ras Al Khaimah, UAE

Per:



02.07.12
(Authorized Signature)
Bulat Gilmutdinov, APC Director

Per:



(Authorized Signature)

A. Hachemy
Manager

Witness

Date: July 11, 2012

Date: 11/07/12



Ahmed Raza
Chief Financial Officer



5

7/11/2012

Received Time Sep. 15, 2014 4:15AM No. 9962

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 012 OF 016

APC/12/280601

Appendix A:**DELIVERABLE ITEMS LIST**

Vehicles to be delivered:

No	Unit No	Chassis No	Year	Make/Model	Color	Eng./Trans	Engine
1	A026	RDTK30324CR020027	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636713
2	A027	RDTK30324CR020028	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636714
3	A028	RDTK30324CR020029	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636720
4	A029	RDTK30324CR020030	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636721
5	A030	RDTK30325CR020031	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636901
6	A031	RDTK30327CR020032	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636730
7	A032	RDTK30329CR020033	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636725
8	A033	RDTK30325CR020034	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82830723
9	A034	RDTK30327CR020035	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636133
10	A035	RDTK30329CR020036	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636878
11	A036	RDTK30326CR020037	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636716
12	A037	RDTK30328CR020038	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636739
13	A038	RDTK30325CR020039	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636650
14	A039	RDTK30327CR020040	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636737
15	A040	RDTK30325CR020041	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636734
16	A041	RDTK30325CR020042	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636709
17	A042	RDTK30327CR020043	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636717
18	A043	RDTK30325CR020044	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636661
19	A044	RDTK30325CR020045	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636710
20	A045	RDTK30327CR020046	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636736
21	A046	RDTK30324CR020047	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636902
22	A047	RDTK30326CR020048	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636742
23	A048	RDTK30328CR020049	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636735
24	A049	RDTK30326CR020050	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636741
25	A050	RDTK30321CR020051	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636738
26	A051	RDTK30323CR020052	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636740
27	A052	RDTK30325CR020053	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636724
28	A053	RDTK30325CR020054	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636738
29	A054	RDTK30323CR020055	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636898
30		RDTK30325CR020056	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	11.8L D/M	82636714



7/11/2012

Received Time Sep. 15. 2014 4:15AM No. 9962

[illegible]

Appendix 3 to Annex 15 Kamaz sales invoice (4 July 2012) to Sudan Police

24/07/2014 13:53 +072330233

CUSTOMS RAK

PAGE 04/07



KAMAZ INTERNATIONAL TRADING

FREE ZONE ESTABLISHMENT

P.O.Box:54608, Ras Al Khaymah, UAE
GENERAL DISTRIBUTOR OF KAMAZ INC.
FOR MIDDLE EAST & NORTH AFRICA

Commercial Invoice

Date: 4th July 2012

Invoice No. SG08042012-2

Customer:
Sudan Police
Ministry of Interior
Sudan

Ship to:
Sudan Police
Ministry of Interior
Port Sudan

Model	Year	VIN No.	Engine /Transmission	Colour	Engine No.	Price (USD)
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z8CR020023	11.8L DIM	Beige	B2636713	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3ZXCR020024	11.8L DIM	Beige	B2636876	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z1CR020025	11.8L DIM	Beige	B2636728	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z3CR020026	11.8L DIM	Beige	B2636726	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR020027	11.8L DIM	Beige	B2636901	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z7CR020028	11.8L DIM	Beige	B2636739	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z9CR020029	11.8L DIM	Beige	B2636725	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR020030	11.8L DIM	Beige	B2636723	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z7CR020031	11.8L DIM	Beige	B2636133	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z9CR020032	11.8L DIM	Beige	B2636878	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z6CR030033	11.8L DIM	Beige	B2636716	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z8CR030034	11.8L DIM	Beige	B2636719	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3ZXCR030035	11.8L DIM	Beige	B2636660	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z1CR030036	11.8L DIM	Beige	B2636737	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z3CR030037	11.8L DIM	Beige	B2636734	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR030038	11.8L DIM	Beige	B2636709	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z7CR030039	11.8L DIM	Beige	B2636717	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z3CR030040	11.8L DIM	Beige	B2636661	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR030041	11.8L DIM	Beige	B2636710	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z7CR030042	11.8L DIM	Beige	B2636736	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z4CR040043	11.8L DIM	Beige	B2636902	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z6CR040044	11.8L DIM	Beige	B2636742	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z8CR040045	11.8L DIM	Beige	B2636735	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3ZXCR040046	11.8L DIM	Beige	B2636741	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z1CR040047	11.8L DIM	Beige	B2636708	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z3CR040048	11.8L DIM	Beige	B2636740	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR040049	11.8L DIM	Beige	B2636724	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z1CR040050	11.8L DIM	Beige	B2636738	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z3CR040051	11.8L DIM	Beige	B2636899	\$200,000
Typhoon GS 300	2012	RDTK3D3Z5CR040052	11.8L DIM	Beige	B2636714	\$200,000
Exit point: HAMRIYA FZE						
Destination: Port Sudan						
Total weight 360,000 KGS						
Value for customs purposes only						\$6,000,000
Country of origin United Arab Emirates						



Appendix 4 to Annex 15 UAE Export Certificate (8 April 2012)

United Arab Emirates
COMMITTEE FOR GOODS & MATERIALS
SUBJECT TO IMPORT & EXPORT
CONTROL/ EXECUTIVE OFFICE

الإمارات العربية المتحدة
لجنة السلع و المواد
الخاضعة لرقابة الاستيراد و التصدير
المكتب التنفيذي

تصريح استيراد / تصدير
Date: 08-Apr-2012 التاريخ: Schedule () الجدول (198) استمارة رقم:

Material's Name	30 Armored Typhoon	اسم المادة
Quantity/KG	30 Armored Typhoon	الكمية / الكيلوجرام
Chemical Structure	N/A	الصيغة الجزيئية
Specification	Armored Truck Stanag 4569 Level 2	مواصفات المادة
Used for	Safe transport	استعمال المادة
HS Code	87033300	رقم النظام المنسق
CAS No.	N/A	رقم التسجيل الكيميائي
Item life span	10 Years	العمر الافتراضي
Manufacturer Name	Streit Security Vehicles	الشركة المصنعة
End User	Sudan Police	المستخدم النهائي
Importing company	Sudan Police	الشركة المستوردة
Carriers	Streit Security Vehicles	الشركات الناقلة
Invoice No.	SG08042012-2	رقم الفاتورة
Shipping route	Rak to Sudan	خط سير الشحنة من - الى
Country of origin	Japan	بلد المنشأ
Arrival date	N/A	تاريخ وصول المادة
Exporting company	Streit Security Vehicles	الشركة المصدرة

** EXECUTIVE OFFICE should be notified about the real quantity of the chemical substance imported, exported or terminated according to amount maintained in permit given
** يجب لمكتب التنفيذ في حالة إلغاء أو تغيير الكمية المستوردة أو المصدرة المذكورة بالتظبط أو تجزئتها على دفعات

Denied ☐ Approved ☒

EXECUTIVE OFFICE Stamp / ختم المكتب التنفيذي
Signature / التوقيع
Company's Person in charge / الشخص المسؤول في الشركة
Name: / الاسم:
Tel Number: / رقم الهاتف:

150 DH 59037176 12023305042
22/04/2012
مستند رقم 12023305042
تاريخ 22/04/2012
مكتب المراقبة و التحكم
بوزارة الخارجية
الإمارات العربية المتحدة
مكتب المراقبة و التحكم
بوزارة الخارجية

من بريد: 3785 دبي الإمارات العربية المتحدة * هاتف: +97144040040 * فاكس: +97143574499 * بريد إلكتروني: info@uaeiec.gov.ae
P.O. Box 3785 Dubai, United Arab Emirates * Tel: +97144040040 * Fax: +97143574499 * Email: info@uaeiec.gov.ae

Appendix 5 to Annex 15
UAE Export Certificate (3 July 2012)

United Arab Emirates
COMMITTEE FOR GOODS & MATERIALS
SUBJECTED TO IMPORT & EXPORT
CONTROL EXECUTIVE OFFICE



الإمارات العربية المتحدة
لجنة البضائع والمواد
الخاضعة للإستيراد والتصدير
المكتب التنفيذي

تصريح استيراد / تصدير
Schedule () الجدول

Date: 03-Jul-2012 التاريخ: 198 () استمارة رقم:

Material's Name	30 Armored Typhoon	اسم المادة
Quantity/KG	30 Armored Typhoon	الكمية / الكيلوجرام
Chemical Structure	N/A	الصيغة الجزيئية
Specification	Armored Truck Stanag 4569 Level 2	مواصفات المادة
Used for	Safe transport	استعمال المادة
HS Code	87033300	رقم النظام المنسق
CAS No.	N/A	رقم التسجيل الكيميائي
Item life span	10 Years	العمر الافتراضي
Manufacturer Name	Streit Security Vehicles	الشركة المصنعة
End User	Sudan Police	المستخدم النهائي
Importing company	Sudan Police	الشركة المستوردة
Carriers	Wadi Alneel Clearing& Forwrding LLC	الشركات الناقلة
Invoice No.	SG08042012-2	رقم الفاتورة
Shipping route	Rak FZE to Hamriya FZE to Port Sudan	خط سير الشحنة من - إلى
Country of origin	United Arab Emirates	بلد المنشأ
Arrival date	N/A	تاريخ وصول المادة
Exporting company	Kamaz Int'l Trading FZE	الشركة المصدرة

** EXECUTIVE OFFICE should be notified about the real quantity of the chemical substance imported, exported or terminated according to amount maintained in permit given
 ** يجب إخطار المكتب التنفيذي في حالة إلغاء أو تغيير الكمية المستوردة أو المصدرة المذكورة بالطلب أو توجيهاها على دفعات

موقع الشركة
 159 Dlx
 1202426658
 0407/2012
 رقم
 09942759
 159 Dlx
 1202426658
 0407/2012
 رقم
 09942759
 159 Dlx
 1202426658
 0407/2012
 رقم
 09942759

EXECUTIVE OFFICE Stamp / ختم المكتب التنفيذي
 Signature / التوقيع
 Company's Person in charge / الشخص المسؤول في الشركة
 Name: / الاسم:
 Tel Number: / رقم الهاتف:

Company Stamp / ختم الشركة
 Signature / التوقيع
 Approved / تم التوقيع

3785 - تـ: الإمارات العربية المتحدة * هاتف: +97144040040 * فاكس: +97143574499 * بريد إلكتروني: info@uaelex.gov.ae

**Appendix 6 to Annex 15
Kamaz Letter to Panel (16 October 2014)**



KAMAZ INT'L TRADING FZE

Ras Al Khaymah, UAE
GENERAL DISTRIBUTOR OF KAMAZ INC.
FOR MIDDLE EAST&AFRICA
Office: +971505960080

Email: info@kamazexport.com www.kamazexport.com

Date: 15/10/2014

To: UNITED NATIONS

Attn: [REDACTED]

Secretary

Tel: (212) 963-[REDACTED] E-mail: [REDACTED]@un.org

Fax : 212-963-[REDACTED]

[REDACTED]
Tel: (917) 367-[REDACTED]

E-mail: [REDACTED]@un.org

Referring to your letter ref.no S/AC.47/2014/PE/OC.142 dd. 15 September 2014

Dear Sir,

It's a honor to write to you, and after compliments, I would like to confirm that only one time we have been involved into the supply of 30 Typhoon vehicles, as a commercial agent.

I would like to draw your attention to the fact that there is quite big number of Typhoon armored vehicles supplied to Sudan, without any relation to us, and not necessary that 30 units has attracted your attention, it could be others.

Meanwhile in 2012 we have been involved to the supply of 30 armored personal carriers Typhoon from STREIT plant to the Sudan Police. We got a chance to be involved to this commercial deal because we proposed to credit manufacturer for the auto components till receiving the money from the buyer, and because we are professional enough to find a cost effective shipment.

The End User from Sudan was a Sudan Police, which is a legal organization of the official Sudan Government.

The supplied cars were police version, B6 cars, with no run-flats, which are used for military, with no any arms or weapons of course.

As per request of the manufacturer and local export regulations, the Buyer has provided the approval of the UAE export control body, approved as well by the Ministry of the Foreign Affairs of the UAE.

We, being UAE legal entity, has strictly followed UAE Law and regulations in that supply.

We have never supplied these vehicles to any forbidden organizations and destinations. It was delivered to Port Sudan, to official government police.

By the way, we have never claimed that we will use these vehicles ourselves and never issued such End User Certificate.

We are small trading company, professional in the automobiles and spare parts supplies. Our main clients are construction, transport and oil field services companies. And it will be very illogical if we issue such certificate.

The payment to us for the vehicles on behalf of the End User was made by the cash cheques from the UAE company. The cheques were in UAE dirhams.

The shipment was done when I was on summer vacations out of country, and now no one of my previous staff, who was working that time is in my company anymore. Our few personal, consisting of commercial manager, finance manager and logistics manager has been changed few times already since 2012. Therefore I'm ready to show you any related documents which I can find since that time, and please excuse if any details are missing.

I will enclose here the copies of the permits which we received from the buyer, there you can see name of Sudan Police. We didn't receive Receipt copies from Sudan, as it was not required by any of parties.

I hope that our response will be helpful.

Best regards,

Timur Khayrutdinov
General Director
KAMAZ INT'L TRADING FZE



Appendix 7 to Annex 15
Kamaz End User Certificate to Streit (10 July 2012)

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 004 OF 016



KAMAZ INTERNATIONAL TRADING

FREE ZONE ESTABLISHMENT
 P.O. Box 54509, Ras Al Khaimah, UAE
 GENERAL DISTRIBUTOR OF KAMAZ INC.
 FOR MIDDLE EAST & NORTH AFRICA
 END - USER CERTIFICATE

1. In accordance with the regulations of United Arab Emirates, which state that granting of an invoice is subject to the fulfillment of the following conditions, I hereby certify that the goods supply by:

a. Name of Vendor: ARMORED PROTECTION CARS FZE
 b. Address of Vendor: PO Box 54513, RAK Free Trade Zone, RAK, UAE
 c. Country of Production/Manufacturer: UNITED ARAB EMIRATES
 d. Description of the goods (as Attached): AS PER ATTACHED
 e. Quantity and Weight (According to attached list)
 Words AS PER ATTACHED Figure _____
 f. Value: \$ (AS PER ATTACHED) or £ (_____)
 or € (_____)

2. The goods are intended for use in United Arab Emirates, the country of final destination

3. The items are intended for:

a. Purpose: FOR SOLE USAGE
 b. By (organization): KAMAZ INTERNATIONAL TRADING FZE

4. I certify that, the vehicles as per attached (Kamaz Typhoon GS300) are being purchased from Armored Protection Cars FZE for the sole usage of Kamaz International Trading FZE ONLY following the Rules and Regulations of United Arab Emirates (UAE) with no obligations and liabilities over Armored Protection Cars FZE if any inside or outside UAE.

Place RAK, UAE
 Date 10th July, 2012

Signature _____

State/Official Seal _____



PAGE 1

Received Time: Sep. 15. 2014 4:15AM No. 9962

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 005 OF 016

End User Certificate

UNIT #	VIN #	ENGINE #	YEAR	MAKE/MODEL	COLOR	Interior	ENG/TRANS
A027	RDYK3D32XCR020024	B2636679	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A028	RDYK3D3271CR020025	B2636728	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A029	RDYK3D3273CR020026	B2636726	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A030	RDYK3D325CR020027	B2636901	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A031	RDYK3D327CR020028	B2636739	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A032	RDYK3D329CR020029	B2636725	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A033	RDYK3D325CR020030	B2636723	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A034	RDYK3D327CR020031	B2636133	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A035	RDYK3D329CR020032	B2636878	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A036	RDYK3D326CR030033	B2636716	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A037	RDYK3D328CR030034	B2636719	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A038	RDYK3D32XCR030035	B2636660	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A039	RDYK3D321CR030036	B2636737	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A040	RDYK3D323CR030037	B2636734	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A041	RDYK3D325CR030038	B2636709	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A042	RDYK3D327CR030039	B2636717	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A043	RDYK3D323CR030040	B2636661	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A044	RDYK3D325CR030041	B2636710	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A045	RDYK3D327CR030042	B2636736	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A046	RDYK3D324CR040043	B2636902	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A047	RDYK3D326CR040044	B2636742	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A048	RDYK3D328CR040045	B2636735	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A049	RDYK3D32XCR040046	B2636741	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A050	RDYK3D321CR040047	B2636708	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A051	RDYK3D323CR040048	B2636740	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A052	RDYK3D325CR040049	B2636724	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A053	RDYK3D327CR040050	B2636738	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A054	RDYK3D323CR040051	B2636899	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual
A055	RDYK3D325CR040052	B2636714	2012	Kamaz Typhoon GS300	Beige	Grey & Black Rubber	11.8L Diesel/Manual

Vehicle Type: Armored Personnel CarrierDestination: United Arab Emirates

PAGE 2

Received Time Sep. 15, 2014 4:15AM No. 9962

9/15/2014 12:15 PM FROM: FAX TO: 0012129631300 PAGE: 003 OF 016

مجلس دبي وزارة العدل (الميراث) (2010)
Accredited to Ministry of Justice (Reg. No. 150)
عربي - انجليزي - فرنسي
Arabic - English - Arabic

الأوائل للترجمة القانونية
AL AWAIL LEGAL TRANSLATION

ترجمة شهادة مستخدم باللغة الإنجليزية
Arabic translation of End-User Cert. issued in English

كمار الترشيد والرشيد

1. ملحقاً بالوائح المعمول بها في دولة الإمارات العربية المتحدة والتي تنص على أن منح رخصة
مستخدم فردية خاصة لتوقف على تقديم شهادة للمستخدم النهائي ، بموجب هذا نشهد بأن
الوضاعة موردة من قبل :

أ. اسم البائع : إرمود بروكتش كارس م م ج
ب. عنوان البائع : ص.ب. 54513 لمنطقة الحرة رأس الخيمة ، ا.ع.م.
ج. بلد الإنتاج / الصناعة : الإمارات العربية المتحدة
د. وصف البضاعة : حسب المرفق
هـ. الكمية والوزن : حسب المرفق
و. القياس : حسب المرفق

2. من المقرر أن البضاعة يتم استخدامها بدولة الإمارات العربية المتحدة

3. من المقرر أن :
أ. يتم استخدام الأصناف بصفة حصرية
ب. من قبل كمار الترشيد والرشيد م م ج

4. بهذا أشهد بأن المركبات المشمولة بالبيان المرفق (كمار تيلون جي إس 300) يتم شرائها من
إرمود بروكتش كارس م م ج ، للاستخدام الحصري ، من قبل كمار الترشيد والرشيد
عصلاً بالوائح والأنظمة المطبقة في دولة الإمارات العربية المتحدة دون مسؤولية أو التزام
على إرمود بروكتش كارس م م ج ، إن وجدت سواء داخل أو خارج دولة الإمارات.

استدعته على محمد الترجمة
11-7-2012

المكان : رأس الخيمة ، ا.ع.م.
التاريخ : 2012/07/10

(يوجد توقيع وختم كمار الترشيد والرشيد م م ج)

الشكيب العنلي : لويلا هاجر الميراث
Notary Public / Layla Hajar Al-Mirath

أشهاد أن الترجمة القانونية والمصنف من قبل وزارة العدل بأن الترجمة المطبقة صحيحة حسب المخطط ما أوقعت من علم واستفاد

2. The legal translation document was made by the Ministry of Justice, so hereby certify that, the signed translation is correct to the best of my knowledge and belief.

Tel: 07-2332168 Fax: 07-2332160 Mob: 050-3721160 P.O.Box: 31757 - Ras Al Khaimah - U.A.E.
Received Time: Sep. 15, 2014 4:15AM No. 9962
Email: alawail.trans@hotmail.com

Annex 16

Case study - Hacking Team S.r.l.

Summary of communication process between the Panel and Hacking Team S.r.l.

The Panel made initial requests to Hacking Team S.r.l. for information¹ about the supply of this intrusion software to the Government of Sudan, but the company ignored these requests. The Panel then requested the cooperation of the Permanent Mission of Italy in obtaining information from the company.² The Hacking Team S.r.l. initial response to this Panel enquiry, contained within a letter from the Permanent Mission of Italy,³ was that the company did not consider the RCS system to be a weapon, and that there were no dual use regulations for the supply of such a system in place until the entry into force of EU Regulation 1382/2014⁴ on 31 December 2014. Their rationale being that the RCS system only then fell under the category of “*intrusion software*” within the new Regulation.⁵ Hacking Team S.r.l. also categorically stated “*that there are currently no business relationships or agreements of any kind that would allow the Sudan or any other entity within its territory to use the Remote Control System software*”.

Notwithstanding the position of Hacking Team S.r.l. that it was the entry into force of EU Regulation 1382/2014 that placed their RCS software into the category of dual-use controlled items, the Panel notes that Article 2 (1) to the predecessor EU Regulation 428/2009⁶ also clearly states that “*dual-use items shall mean, items, including software and technology, which can be used for both civil and military purposes ...*”.

Hacking Team S.r.l. were almost certainly aware of the extant EU legislation surrounding the export of, and support to, the RCS software to Sudan between 2012 and 2014.

The Panel requested further clarification⁷ from Hacking Team S.r.l., through the auspices of the Permanent Mission of Italy, as to “*any previous business relationships or agreements in terms of the use of this technology in the Sudan that may have elapsed or expired*”. The response of Hacking Team S.r.l.⁸ was disingenuous in that it ignored the specific Panel question about business arrangements prior to 31 December 2014 and repeated its position that “*it does not have any business relations with the Sudan*”. The Panel therefore twice⁹ repeated its request for this specific information, but received no response.

¹ Panel letters to Hacking Team S.r.l. of 4 June 2014 and 5 August 2014.

² Panel letters to the Permanent Mission of Italy to the United Nations of 16 September 2014 and 23 December 2014.

³ Permanent Mission of Italy letter to the Panel of 16 January 2015.

⁴ EU Council Regulation 1382/2014 of 22 October 2014 amending Council Regulation (EC) 428/2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfers, brokering and transit of dual-use goods. Entered into force on 31 December 2014.

⁵ Category 4.D.004. “*Software*” specially designed or modified for the generation, operation or delivery of, or communication with, “*intrusion software*”.

⁶ EU Council Regulation 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfers, brokering and transit of dual-use goods.

⁷ Panel letter to the Permanent Mission of Italy to the United Nations of 23 January 2015.

⁸ Permanent Mission of Italy letter to the Panel of 13 March 2015.

⁹ Panel letters to the Permanent Mission of Italy to the United Nations of 18 March and 14 May 2015.

During the weekend of 4/5 July 2015 the Hacking Team S.r.l. computer system was itself hacked, and information relating to the sale of the RCS software to Sudan, and maintenance support for the system, became available in the public domain.¹⁰ This included:

(a) An invoice (116/12) dated 5 September 2012 from Hacking Team S.r.l. to NISS for the second payment of US\$ 480,000 for the RCS software;¹¹

(b) An extract from a client list that stated that as at 31 December 2014 the NISS RCS software “*was not officially supported*”;¹²

(c) An EXCEL spreadsheet¹³ listing all clients, contract values and maintenance costs as at 31 December 2014. For Sudan this showed client revenue from NISS for US\$ 960,000 and a 2014 maintenance contract for US\$ 76,000. It also contained the number “240” under a column labelled “*Total#Targets*”;

(d) An EXCEL spreadsheet¹⁴ listing all clients, contract values and maintenance costs as at 03 June 2015. For Sudan this showed the 2014 data, and the word “YES” under a column labelled “*Exploit*”; and

(e) A number of internal company E Mails discussing the Panel’s investigation and how they should respond.

The Panel sent a further request¹⁵ for confirmation of elements of the information that had been placed in the public domain and received a response¹⁶ on 14 August 2015. This stated: 1) that “*business relations before 31 December 2014 were conducted according to regular free trade*”; 2) “*the goods produced and marketed by HT were, in effect, not found to fall in the category of “weapons”, nor were they considered to be subject to the sanctions regime imposed by the United Nations on the Sudan under UNSCR 1591 (2005)*”; and 3) “*on the basis of the technical data received, no exact answer can be given to the questions asked by the Panel of Experts regarding possible business relations between HT and the national Intelligence Service of Sudan (NISS), or on the authenticity of the company’s recently published invoices*”. This response again failed to provide the specific information that the Panel had requested.

The Panel notes that the use of intrusion software systems such as the Galileo RCS system for intelligence gathering is not prohibited under international humanitarian law. Although there is, as yet, no international treaty covering cyber operations, best guidance is contained within the ‘Tallinn Manual on the International Law Applicable to Cyber Warfare’,¹⁷ which was developed by a group of independent experts acting in their personal capacity. Rule 66(a) of the Tallinn Manual states that “*Cyber espionage and other forms of information gathering directed at an*

¹⁰ <https://www.wikileaks.org/hackingteam/emails/>. Note that the information relating to Sudan was just one small piece of the overall data released.

¹¹ Appendix 1.

¹² Appendix 2.

¹³ Available for inspection from the Panel archives.

¹⁴ Available for inspection from the Panel archives.

¹⁵ Panel letter to the Permanent Mission of Italy to the United Nations of 15 July 2015.

¹⁶ Permanent Mission of Italy letter to the Panel of 14 August 2015.

¹⁷ <https://ccdcoe.org/research.html>.

adversary during an armed conflict do not violate the law of armed conflict". The system has no cyber attack capability.¹⁸

¹⁸ Defined as "any action taken to undermine the functions of a computer network for a political or national security purpose" in The Law of Cyber Attack, Hathaway O.A et al, California Law Review 2012. <http://www.law.yale.edu/documents/pdf/cgjc/LawOfCyberAttack.pdf>.

Appendix 1 to Annex 16 Hacking Team S.r.l. Invoice to NISS

HT S.r.l.

Sede legale e operativa: Via della Moscova,13 – 20121 Milano – Tel: +39.02.29.06.06.03
e-mail: info@hackingteam.it – web: <http://www.hackingteam.it> – Fax: +39.02.63118946
P.IVA: 03924730967 – Capitale Sociale: € 223.572,00 i.v.
N° Reg. Imprese / CF 03924730967 – N° R.E.A. 1712545

NISS - National Intelligence and Security Services
Arkweet 61/354
Abaed Khatim St.
Kartoum
Sudan

Registration number 352/07

Milan, September 5th, 2012

Invoice no. 116/2012
Ref. Our Offer no. 20120601.088-1.MM
Ref. Contract signed on June 29th, 2012

Remote Control System - Second payment 50%	480,000.00
--	------------

Total Amount	480,000.00
---------------------	-------------------

VAT does not apply in accordance with Italian Presidential Decree 633/72, art. 7

Terms of payment:
15 days invoice date

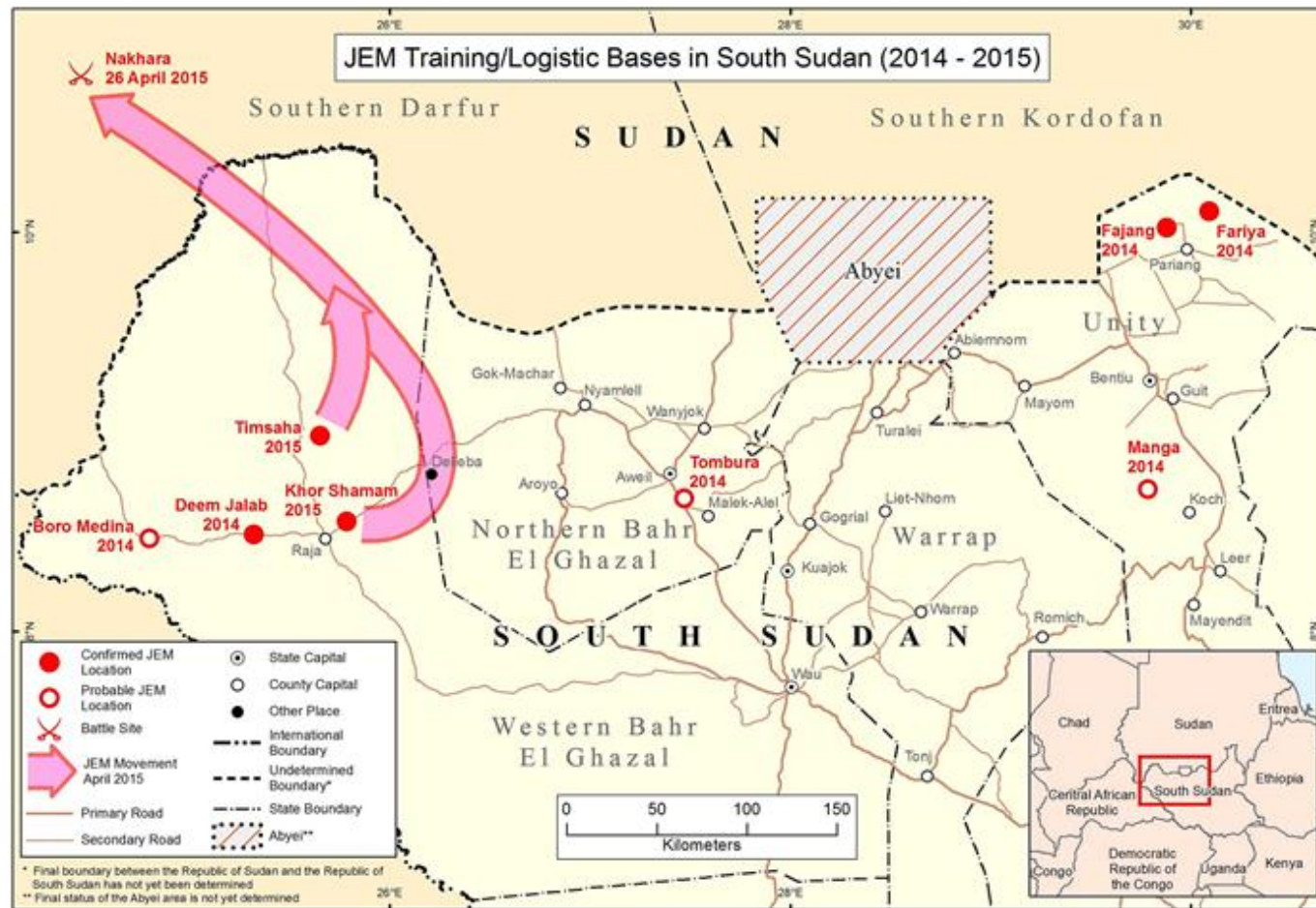
By wire bank transfer to:
HT S.r.l. - Deutsche Bank via S. Prospero 2, 20121 Milan, Italy IBAN IT50P0310401600000000825132 BIC/
SWIFT Code: DEUTITMM

Appendix 2 to Annex 16

Hacking Team S.r.l. Invoice Client List Extract

Client	Country	Client Name	Start Date	End Date	Status
KVANT	Russia	Intelligence Kvant Research	11/30/2014		Not officially supported
GIP	Saudi Arabia	General Intelligence Presidency	12/31/2015		Active
MOD	Saudi Arabia	Minister of Defence	7/15/2015		Active
TCC-GID	Saudi Arabia	General Intelligence Directorate	6/1/2015		Active
IDA-PROD	Singapore	Infocomm Development Agency	2/28/2015		Active
SKA	South Korea	The Army South Korea	12/31/2014		Active
NISS-01	Sudan	National Intelligence Security Service	12/31/2014		Not officially supported
THDOC	Thailand	Thai Police - Dep. Of Correction	7/31/2014		Expired
ATI	Tunisia	Tunisia (demo)	7/3/2011		Expired

Annex 17
Map of JEM training or logistic bases in South Sudan (2014-2015)



Annex 18**Summary of reported¹ air attacks in Darfur (01 January-30 September 2015)^{2 3}**

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Sector</i>	<i>Attack Type</i>				<i>Aircraft Type</i>				<i>Ordnance Type</i>	<i>“Target”</i>	<i>Casualties</i>	
			<i>A/C Bomb</i>	<i>AGM⁴</i>	<i>IM⁵</i>	<i>NK⁶</i>	<i>Mi-24</i>	<i>Su-25</i>	<i>Antonov</i>	<i>NK</i>			<i>Fatal</i>	<i>Injured</i>
07 Jan	Abu Leha	North				6				X		Village ⁷	NK	NK
22 Jan	Katur	North				X				X		Village	NK	NK
22 Jan	Dubo El Madrasa	North				X				X		Village	NK	NK
22 Jan	Barara	North				X				X		Village	NK	NK
22 Jan	Wadi Lei Gina	North				X				X		Village	NK	NK
22 Jan	Usajanga	North				X				X		Village	NK	NK
24 Jan	Golo	Central				X			X			Village	NK	NK
24 Jan	Fanga	North				X			X			Village	NK	NK
26 Jan	Arra	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Kirro	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Koron	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Bar Arie	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Tala	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Noni	Central				X				X		Village	NK	NK
26 Jan	Dorsa	Central				X				X		Village	NK	NK
01 Feb	Sarrong	Central				X				X		Village	1	0
01 Feb	Killing	Central				X				X		Village	0	0
04 Feb	Tima	North				X				X		Village	NK	NK
15 Feb	Sorenq	Central				9			X			Village	1	0
19 Feb	Sorenq	Central				X			X			Village	2	0

¹ These are incidents reported from a range of sources, cross-referenced against UNAMID reporting to establish veracity. The data does not necessarily include un-reported incidents of armed violence, but does indicate the magnitude of the issue.

² P = Perpetrator. X = Target. NK = Not Known. TBC = To Be Confirmed.

³ The dashed lines on this, and all subsequent, tables indicate the commencement of the mandate period or end of reporting quarters.

⁴ Air to Ground Missile or Rocket. (e.g. S-8).

⁵ Improvised Munition.

⁶ Not Known.

⁷ The term “village” does not necessarily preclude the fact that a non-signatory armed group may have been present in the village.

Date	Location	Sector	Attack Type				Aircraft Type				Ordnance Type	"Target"	Casualties	
			A/C Bomb	AGM ⁴	IM ⁵	NK ⁶	Mi-24	Su-25	Antonov	NK			Fatal	Injured
21 Feb	Tora	Central				X				X		Village	2	0
02 Mar	Abu Zerega	North				X			X			Village	0	0
22 Mar	Debbat Naira	Central				4			X			Village	0	0
01 Apr	Rowata, Saraf Omra	North				10				X		Village	14	18
02 Apr	Rofita, Rokoro	Central				19				X		Village	5	0
06 Apr	Near Rofita, Rokoro	Central				5				X		Village	NK	NK
15 Apr	Fanga	North				NK			X			Village	0	0
25 Apr	El Tomat	South				2				X		Village	17	18
06 May	North of Fanga	North				8				X		Village	2	0
07 May	Kaguro	North				3				X		Village	0	0
13 May	Um Sidir	North				13				X		Village	1	0
21 May	Arshin and Menyo	North				NK				X		Village	16	90
24 May	North of Fanga	North				NK				X		Village	3	0
26 May	Near Kakego	North				12			X			Village	7	NK
28 May	North of Fanga	North				NK				X		Village	2	0
07 Jun	Burgo and Targe	North				NK				X		Village	NK	NK
08 Jun	Savanga	North				X				X		SLA/AW	NK	NK
09 Jun	Tabra	North			7				X			Villages	0	0
11 Jun	Solo and Dalo	North			16				X			Villages	3	0
17 Jun	Dar el Aman, Kara and Solo	North				X				X		Villages	NK	NK
20 Jun	Ruvata	North				X				X		SLA/AW	1	4
23 Jun	Ruvata	North			9				X			Villages	1	0
27 Jun	Fanga	North			7				X			Village	0	0
17 Sep	Fanga	North				12			X			Village	2	0

Annex 19

Summary of SAirF military aviation assets (historical and new violations in Darfur) (01 January-30 September 2015)

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
A-5 <i>Fantan</i> ²	402	Before 2005		March 2007	2007 Report		▪ Based at Nyala FOB.
	403	Before 2005		March 2007	2007 Report		▪ Based at Nyala FOB.
	407	Before 2005		2008	2008 Report		▪ Based at Nyala FOB.
	410	Before 2005		March 2007	2007 Report		▪ Based at Nyala FOB.
	482	Before 2005		2008	2008 Report		▪ Based at Nyala FOB.
Su-25 ³	201	2008		2010	2010 Report		▪ Returned to El Fasher in Dec2013.
	203	2008		2009	2009 Report		▪
	204	2008		2009	2009 Report		▪ Certainly written-off; being cannibalized at El Fasher
	205 ⁴	2008		December 2011	2014 Report		▪ Observed in 2011, but never reported.
							▪ In El Fasher in May 2014.
	206	2008		2009	2009 Report		▪
	207	2008		2010	2010 Report		▪ In El Fasher in May, Sep and Oct 2014.
	208	2008		2013	2010 Report		▪ Most likely misreported as TN 209 by the Panel in 2010; In El Fasher in May, Sep and Oct 2014.
	(209)	-		2010	2010 Report		▪ Not delivered by Member State.

¹ For Su-25. Data from ae Permanent Mission of Belarus to the United Nations Letter to the Panel of Experts dated 13 August 2010.

² Official name: Nanchang Q-5; *Fantan* is a reporting name.

³ Su-25 Fighter Ground Attack (FGA) Aircraft; Aircraft marked with Tactical Numbers 201 – 214 are of the first generation single seat version; NATO reporting name *Frogfoot-A*. All Sukhoi Su-25 aircraft in service with the SAirF are marked with a Tactical Number in the 200-series. The last known TN delivered to Sudan is 217.

⁴ Use of bold type indicates aircraft seen by the Panel in 2014.

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
	210	2008		2010	2010 Report		▪ In El Fasher in Oct 2014.
	211	2009		2010	2010 Report		▪ El Fasher (May 2013), Nyala (Jun 2013). ▪ Still in Darfur in Sep2013.
	212	2009		2010	2010 Report		▪ Certainly written-off; being cannibalized at El Fasher.
	214	2009		December 2011	2013 Report		▪ Almost certainly in El Fasher until May 2014.
Su-25UB ⁵	215	2008		2012	2012 Report		▪ Probably based at Wadi Sayyidna
Mi-17/Mi-171Sh ⁶	525			July 2009	2009 Report		▪ Mi-17; No further details available.
	527			July 2009	2009 Report		▪ No further details available.
	528			2007	2007 Report		▪ Mi-171Sh; Two-tone colour scheme (c/s) (light olive/dark green).
	529			2008	2008 Report		▪ Mi-17V-5.
	533			2007	2007 Report		▪ Mi-17V-5; Two-tone c/s (light olive/dark green).
	534			2007	2007 Report		▪ Mi-17; Two-tone c/s (khaki/dark olive); observed with external hard points mounted.
	537			2010	2010 Report	YES	▪ Mi-17; Also at Nyala in Jun 2015 with new two-tone c/s (sand/dark green); observed without external hard points mounted.

⁵ Training version of Su-25 Ground Attack Aircraft, able to carry armament; Aircraft marked with TN 215 – 217 are of the first generation dual seat version; NATO reporting name *Frogfoot-B*.

⁶ Transport Helicopter of which Attack Helicopter versions exist with 2x2 or 2x3 external hard points and a machine gun attached in the nose; All Mi-17 and Mi-171 types are derivatives of the Mil Mi-8 helicopter; Many versions are around, and SAirF has various types in service; A more recent development includes: a little nose, large loading ramp in the back and enlarged sliding doors on either sides of the fuselage. NATO reporting name is *Hip*, followed by a suffix letter to indicate the exact subversion (like *Hip-A* or *Hip-H*). All Mi-8/Mi-17/Mi-171Sh helicopters in SAirF service are marked with a TN in the 500-series.

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
	543			2014	TBC		▪ Mi-171 Sh; three tone c/s (sand/dark olive/brown); in Nyala in May 2014.
	544			2014	TBC		▪ Mi-171 Sh; three tone c/s (sand/dark olive/brown); in El Fasher in Sep 2014
	546			2013	TBC		▪ Mi-171 Sh; three tone c/s (sand/dark olive/brown); in Nyala in May 2014 and in El Fasher in Oct 2014
Mi-24P/Mi-24V ⁷	913			2006	2006 Report		▪ Mi-24P; Two-tone c/s (light olive/dark green). ▪ No details available.
	916			July 2009	2009 Report		
	918			2006	2006 Report		▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s.
	922			2006	2006 Report		▪ Mi-24V; No details available.
	923			August 2009	2009 Report		▪ Mi-24P; Light olive/dark green c/s.
	925			August 2009	2009 Report		▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s.
	926			August 2009	2009 Report		▪ Mi-24V; No further details available.
	928			2010	2010 Report		▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s.
	929			July 2009	2009 Report		▪ Mi-24P; Light olive/dark green c/s.
	933			2010	2010 Report	YES	▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s; in Nyala in Oct 2015.
	937			July 2009	2009 Report		▪ Mi-24P; Light olive/dark green c/s.
	938			2010	2010 Report		▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s.

⁷ Attack Helicopter, which can carry up to 8 troops. More recent versions are designated as 'Mi-25' et 'Mi-35'; The SAirF employs two versions: Mi-24P with a fixed double barrel machine gun at the starboard side of the cockpit and the Mi-24V with a flexible four-barrel gun attached under the nose; the Mi-24V in Sudanese service is also designated as 'Mi-35'; NATO reporting name is *Hind*; The Mi-24P is indicated as *Hind-F* and the Mi-24V (Mi-35) as *Hind-E*. All Mi-24 helicopters in SAirF service are marked with a TN in the 900-series; the last known TN delivered is 960.

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
An-26 ^{8 9}	939	NK		July 2009	2009 Report		▪ Mi-24V; Light olive/dark green c/s.
	941			July 2009	2009 Report		▪ Mi-24P; Light olive/dark green c/s.
	942			July 2009	2009 Report		▪ Light olive/dark green c/s. ▪ Crashed in April 2011.
	943			July 2009	2009 Report		▪ Mi-35; Light olive/dark green c/s.
	945			July 2009	2009 Report		▪ Mi-35; Khaki/dark green c/s.
	946			July 2009	2009 Report		▪ Mi-35; Khaki/dark green c/s.
	947			July 2009	2009 Report		▪ Mi-24P; No details available.
	948			2010	2010 Report		▪ Mi-35; Light olive/dark green c/s.
	950			2012	2012 Report		▪ Mi-35; Khaki/dark green c/s.
	951			2012	2012 Report		▪ Mi-24P; Khaki/dark green c/s.
	952			2012	2012 Report		▪ Mi-35; Khaki/dark green c/s.
	955			May 2013	2013 Report		▪ Mi-35; Khaki/dark green c/s.
	956			August 2013	2013 Report		▪ Mi-24P; Khaki/dark green c/s.
	965			Sep, Oct 2015	2015 Report	YES	▪ Mi-24P; Sand/olive c/s; based at Nyala FOB.
	966			Sep, Oct 2015	2015 Report	YES	▪ Mi-24P; Sand/olive c/s; based at Nyala FOB.
An-26 ^{8 9}	7705	NK		August 2006	2006 Report		▪ Marked (UN-) 26563. All white colour scheme, no further markings; also observed in 2007 and 2008 by the Panel.

⁸ Transport Aircraft, with the SAirF also in use as Reconnaissance/Observation Aircraft; NATO reporting name *Curl*; All An-26 and related An-30 and An-32 aircraft in SAirF service are normally marked with a TN in the 7700-series.

⁹ The use of these aircraft is only a violation of the arms embargo if used in an offensive aerial bombing role. The Panel is investigating.

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
	7706	Under Investigation		August 2013	2013 Report		Initially 'registered' ST-ZZZ (2) (2006-2007); MSN 10404; white fuselage with red/white/red line along fuselage; In El Fasher in Sep 2014.
	7715	Nov 2009		May 2014	2014 Report	YES	White fuselage with red/white/red line along fuselage; observed in Darfur in 2011; also in El Fasher in May, Oct 2014 and Sep, Oct 2015.
	7717	Jan 2010		July 2013	2013 Report		White/grey colour scheme; in Darfur in 2014 on supply flights.
	7718			September 2013	2013 Report		All white colour scheme, no nationality markings except TN; only supply flights
	7719	Under Investigation		June 2015	2013 Report	YES	All white colour scheme, no nationality markings; in Darfur in 2013, 2014 on supply flights; based at El Fasher FOB in Jun 2015.
	7777			2008	2008 Report		All white colour scheme, no markings except TN.
	ST-ZZZ (1)			August 2006	2006 Report		All white colour scheme, no markings except (fake) registration; MSN 10407; crash-landed at El Fasher on 07 Aug 2006. Hull seen until May 2014, but in Jun or Jul 2014 removed.

Aircraft Type	Tactical Number	Delivered to SAirF ¹	Positively Identified in Khartoum	Positively Identified in Darfur	Panel Violation Reference	Operational in Darfur 2015	Remarks
	ST-ZZZ (2)			2007	2007 Report		▪ All white colour scheme, no markings except (fake) registration; MSN 10404; Became 7706 during 2007 or 2008.
	ST-ZZZ (3)		2007		2007 Report		▪ No markings, no further details available.
An-32 ¹⁰	7710/ ST-ALM			September 2014	TBC	YES	▪ Double marked with military TN and civil registration.
	7720			May 2014	2014 Report	YES	▪ Observed in Darfur by the Panel in May 2014 fitted with BDZ-34 external hard-points.¹¹
	7721			May 2014	TBC	YES	▪ White fuselage with blue port engine cowling.
MiG-29SEh	6** TBC			April 2015	2015 Report	YES	▪ Present in Nyala throughout Apr 2015.
	6** TBC			April 2015	2015 Report	YES	▪ Present in Nyala throughout Apr 2015.

¹⁰ The use of these aircraft is only a violation of the arms embargo if used in an offensive aerial bombing role. The Panel continues its investigation.

¹¹ Refer to S/2014/87, para. 116.

Annex 20**Images of Sudanese military and military-ruled aircraft (source: Panel of Experts)**

Figure 1

Antonov An-26 with tactical number 7715 observed in Darfur in 2015 in the light bomber role



Figure 2

Antonov An-26 with tactical number 7719 observed in Darfur in 2015 in the light bomber role



Figure 3

Antonov An-12 ST-KNT and tactical number 9988, used for SAF supply flights to El Geniena in October 2015



Figure 4
Ilyushin Il-76TD with markings removed (top) and the same Il-76TD with registration
ST-APS and logo and titles of Kush Aviation



Figure 5



Ilyushin Il-76TD with markings removed (top) and the same Il-76TD with registration ST-AZZ

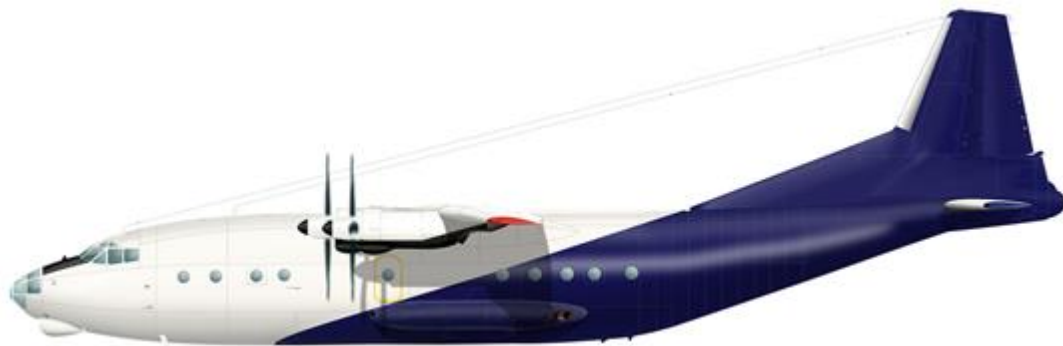


Figure 6

Unmarked Antonov An-12 that flew to Nyala in the first half of 2015

Figure 7
Antonov An-74 with registration ST-BDT that flew to Darfur throughout 2015



Figure 8
Antonov An-74 with registration ST-GFF that flew to Darfur throughout 2015



Figure 9
Ilyushin Il-76TD with registration ST-EWX that flew to Darfur throughout 2015



Figure 10

MiG-29 aircraft and air delivered ordnance at Nyala FOB (4, 12, 16, 23 and 26 April 2015)^{1,2}



Figure 11

Mi-24P with tactical number 965 as observed at Nyala FOB in October 2015



Figure 12

Mi-24P with tactical number 966 as observed at Nyala FOB in October 2015



¹ In the white squares, from left to right: two MiG-29 combat aircraft at Nyala FOB on 4, 12, 16, 23 and 26 April 2015. In the white ellipses: crates containing air delivered ordnance, photographed on 16, 23 and 26 April 2015.

² Google Earth.

Figure 13

Mikoyan MiG-29SEh with similar camouflage pattern as present in Darfur in December 2011



Figure 14

Mi-17 multi-role helicopter with tactical number 537 sighted at Nyala FOB



Annex 21
Antonov aircraft life extension documentation

Documentation relating to the life extension and delivery of Antonov aircraft from Asterias Commercial S.A to Marble Engineering (Sudan) is contained in appendices 1 to 2.

Appendix 1 to Annex 21
Invoice 101004/S-01 from Asterias Commercial S.A. to Marble Engineering

**ASTERIAS
COMMERCIAL S.A.**

Ref.# 101004/S-01

Date 04 October 2010

INVOICE

To: Marble Engineering
Khartoum, Sudan.

For: Payment according to the Agreement for the prolongation
calendar life four aircraft An-26 # 14405.

40 000,00 usd

Total amount	40 000,00 USD
Forty thousand USD	

Beneficiary: Asterias Commercial S.A.
Athens, Greece.

Commercial Director
ASTERIAS COMMERCIAL S.A.
P a n a m a

Appendix 2 to Annex 21
Invoice 090427/S-01 from Asterias Commercial S.A. to Marble Engineering

**ASTERIAS
COMMERCIAL S.A.**

Ref.# 090427/S-01

Date 27 April 2009

INVOICE

To: Marble Engineering
Khartum, Sudan.

For: Payment according to the Agreement #AST-081205/S-01
dd 05/12/2008. For the aircraft An-12BK factory # 8345702.

1 400 000,00 \$

Total amount

1 400 000,00 USD

One million four hundred thousand USD.....

Beneficiary: Asterias Commercial S.A.
Athens, Greece.

Commercial Director
ASTERIAS COMMERCIAL S.A.
Panama

Annex 22
Antonov An-26 supply documentation

Documentation relating to the supply of Antonov An-26 aircraft from Asterias Commercial S.A to Sudan Master Technology is contained in appendices 1 to 2.

Appendix 1 to Annex 22
Contract documentation to contract 080218/S-01 - Asterias
Commercial S.A. and SMT for An-26 with MSN 13307

к Договору №AST-080218/S-01
от 18 февраля 2008 г.

to the Agreement №AST-080218/S-01
from February 18, 2008

Transmission-reception Act
Приемо-сдаточный акт

10 11 2009 city (Airport) Kiev
город (аэропорт) Киев

Transmitting party
Сдающая сторона Commercial Director, [redacted]
(position, name and surname/должность, имя и фамилия)

Receiving party
Принимающая сторона General Director, [redacted]
(position, name and surname/должность, имя и фамилия)

Have concluded the present Act to confirm that based on
составили настоящий акт посредством которого подтверждается, что на основании
Agreement №AST-080218/S-01
(decree, order of the sales contract or other document/
приказа, распоряжения, договора о передаче или продажи, или другого документа)

dated " 18 " 02 2008 "Sudan Master Technology" Has
от (receiving party / принимающая сторона) received,
And «Asterias Commercial S.A.» Has
в (transmitting party / передающая сторона) transmitted
aircraft: An-26B
воздушное судно
Serial nr. 13307
серийный №
National and registration sign UR-CFZ
Национальный и регистрационный знак
Built: 12.12.1983
изготовленное
Flight hours: 4041 hours 17 min
Налет часов: С момента начала эксплуатации ч. мин.
After last Overhaul: 0 hours 0 min
после последнего ремонта ч. мин.
Overhaul: 3
Ремонт: количество ремонтов
Date of last Overhaul: 29.05.2009
дата последнего ремонта

Appendix 2 to Annex 22
Contract documentation to contract 080218/S-02 — Asterias
Commercial S.A. and SMT for An-26 with MSN 13405

« Договору №AST-080218/S-02 от 18 февраля 2009 г. to the Agreement №AST-080218/S-02 from February 18, 2008

Transmission-reception Act
Пріємо-світловий акт

" 29 " 12 2009 city (Airport) Kiev
город (аэропорт) Киев

Transmitting party Commercial Director: [REDACTED]
Отдающая сторона (position, name and surname/должность, имя и фамилия)

Receiving party General Director: [REDACTED]
Принимающая сторона (position, name and surname/должность, имя и фамилия)

Have concluded the present Act to confirm that based on
составили настоящий акт посредством которого подтверждается, что на основании
Agreement №AST-080218/S-02
(decree, order of the sales contract or other document /
приказа, распоряжения, договора о передаче или продаже, или другого документа)

dated " 18 " 02 2008 "Sudan Master Technology" Has
от (receiving party / принимающая сторона) received,
And "Asterias Commercial S.A." Has
и (transmitting party / передающая сторона) transmitted
perceived

aircraft An-26B
воздушное судно

Serial nr. 13405
серийный №

National and registration sign UR-CGA
Национальный и регистрационный знак

Built 20.01.1984
изготовленное

Flight hours: 3400 hours 42 min
Налет часов С момента начала эксплуатации

After last Overhaul: 0 hours 0 min
после последнего ремонта

Overhaul: 2
Ремонт: количество ремонтов

Date of last Overhaul: 28.12.2009
дата последнего ремонта

Annex 23

Golo case study

Between 24 to 27 January 2015, IHL violations were committed in Golo town and surrounding areas, including Bardani, both in Central Darfur. The perpetrators were almost certainly the RSF, armed groups of the region including those originating from Nertiti, Central Darfur, and highly probably Border Guards. (Hereinafter all three groups are called 'Combined Forces' to separate them from the regular SAF forces based in Golo).

On or around 23 January 2014, the SAF ground commander and intelligence personnel, based in Golo, gave advance warning to the civilians of Golo of impending Government operations against SLA/AW in the vicinity of Golo town. They requested that the civilians congregate in Golo town for their protection. Some civilians in the surrounding areas, including Bardani, moved into Golo town with their belongings, but others fled the area. Sources state that the Government request was made with the aim to either: (a) protect civilians; (b) use civilians as a human shield to protect the SAF base in the area from counter attack by SLA/AW; or (3) to ensure that all belongings are gathered in one place to assist in the looting.

In the morning of 24 January 2015, armed men on camels and horses, described as 'Arab militias', entered Golo followed by personnel and vehicles belonging to the RSF and Border Guards. Some sources stated that the men on animals immediately dispersed around the village, collected livestock and pillaged, while the armed personnel in vehicles drove towards the SAF military base and then moved towards Koron to engage in hostilities with SLA/AW elements. The armed personnel returned to Golo town at approximately 10.00 hours. Sources state that RSF suffered heavy losses in the battle.

There was almost certainly continuous pillage, harassments, assaults and sexual violence, committed by the combined forces during the day. At approximately 15.00 hours the SAF instructed that the civilians move towards Golo hospital for their own protection. The SAF cordoned off the hospital, and one military base close to the entrance of Golo town. Civilians, with their belongings, had sheltered in these locations in an attempt to safeguard themselves from the atrocities being committed by the combined forces. Yet, civilian belongings in these areas were also pillaged and people inside the hospital were allegedly subjected to sexual violence and assaults by the combined forces.

Towards the evening of 24 January 2015, one SAF soldier was certainly killed during a clash between himself and elements of the combined forces. Sources report that the SAF soldier was attempting to protect the civilian population when he was killed. Subsequently, the SAF at the military checkpoint requested that all civilians leave the checkpoint, citing the inability of SAF to protect them. It is highly probable that SAF escorted the civilians until they had left Golo town.

Of these, some fled to Bardani, where the next day (25 January 2015) about four men suffered sexual violence, highly probably committed by RSF elements. The men were gathered in a mosque when the RSF attacked the mosque. Some escaped, RSF captured others. Of those captured four men were taken to a nearby house and sexually violated. All were subsequently released.

Also, on or around 25 January 2015, SAF informed civilians still present inside the Golo hospital that they should only leave the hospital, under SAF protection. The SAF then escorted civilians to their homes to salvage whatever belongings they had left in their houses, yet despite this SAF protection, members of the combined forces still attacked them en route and pillaged their belongings. Others, who went without any SAF protection were also assaulted.

Over the next days, men from the combined forces entered the hospital and continued to pillage, assault, harass and sexually assault and rape women inside the hospital. Medical sources confirm that at least 8 rapes of women and girls occurred during those three days. It is not possible to quantify the total number of rapes, which is possibly higher.

On or around the 27 January 2015, SAF informed civilians inside the hospital that the SAF was no longer able to provide protection and that all civilians should leave Golo town for their own protection.

Committing pillage of civilian property, assaults and sexual violence against civilians violate the principles of IHL, as elaborated in annex 40. In the absence of effective measures to prevent these violations or, in the aftermath of the incident, failure to discipline those who violated IHL, may result in a command responsibility for those violations for the ground commanders of the RSF and Border Guards.

The Panel finds that:

(a) It is almost certain that SLA/AW members in the region had close family links with the civilians in Golo, and it is highly probable that these families provided these groups with supplies;

(b) It is almost certain that the SAF attempted to ensure the physical protection of civilians in Golo by: (i) congregating them in hospitals and providing protection at the Government military base; and (ii) providing escorts to their houses; and later (iii) highly probably by escorting them out of town;

(c) It is almost certain that the RSF and armed groups, and highly probable that Border Guards, engaged in IHL violations both in Golo and Bardani, including sexual violence against women and men respectively;

(d) It is almost certain that the armed groups and the RSF co-operated during the initial attack and that these armed groups operated with the consent, knowledge and authorisation of local RSF commanders in respect of this operation and effectively acted as auxiliary forces;

(e) The Panel has no information on the Government's funding methods for these armed groups. Further information has been requested from the Government on the roles and responsibilities of these armed groups and the method of compensation; and

(f) The Panel is almost certain that sexual violence occurred both in Golo and Bardani, including sexual violence against women and men respectively. The Panel is concerned that almost all victims have not received appropriate medical or psychosocial treatment following the sexual violence. In addition, for those displaced, there is actual or perceived intimidation on the victims and their communities against disclosure. This adversely impacts their ability to seek medical and psychosocial treatment. The social stigma surrounding the violations of men are particularly high and thus act as an impediment for the affected men to seek, at

minimum, community and peer support. Those displaced inside the Jebel Marra mountains following this attack reportedly do not have access to any medical treatment.

Annex 24

Massala, Sambal and Hiller Hager case study

On 01 January 2015 armed men in military and civilian attire, described as ‘Arabs’, entered Massala from the direction of Sambal. Armed men were in thirteen vehicles with others riding camels and horses. The armed men and vehicles surrounded the village and dispersed within the village. As they entered the village, one man leading his livestock, who crossed the path of the armed men, was called by name. When he refused to stop, approximately five armed men followed him to his house to allegedly assault him and to commit pillage. Meanwhile, other armed men also pillaged the property of residents, while the residents fled to nearby mountains. The men shortly commenced shooting in the air, in a manner that caused the straw roofs of residences to catch fire and the remaining residents to disperse. This pattern of pillage and burning was also reported in Sambal and Hillar Hager. The armed men allegedly rustled livestock, and pillaged or destroyed civilian food items and household property in these three villages. The armed men shot at and killed one person in Sambal. In Massala, an 80-year old man was burnt to death in his residence due to his inability to escape.

Some victims in Massala and Hillar Hager reported the presence of an identified ‘Arab’ ‘militia’ leader, Badr Abu Kinesh, in an identifiable vehicle and attired in military uniform. In Sambal, sources reported the same vehicle, but could not identify individuals. Abu Kinesh is highly probably a senior officer of the Border Guards, and was also certainly the North Darfur Commissioner for Peace and Security at the time of the incident. This was a civilian appointment made by Osman Kibir, the then Wali of North Darfur.¹

It is certain that the General Prosecutor for Darfur Crimes and the El Fasher Police were made aware of the involvement of at least three individuals, (Badr Abu Kinesh, Musa Neina and Hadu), in these incidents. Musa Neina and Hadu are often associated with Badr Abu Kinesh, although it is unclear if they too hold official ranks within the Sudanese military. Badr Abu Kinesh has bases in Kutum, Korma and Tawilla localities.

The Panel continues to investigate.

¹ It is possible that, despite the change of the Wali in North Darfur, Badr Abu Kinesh held the aforementioned post as recently as August 2015.

Annex 25

Imagery of Rowata air attack on 1 April 2015

Figure 1
Mass grave of victims at Rowata (1 April 2015)¹



Figure 2
Injuries to women and children at Rowata (1 April 2015)²



¹ Confidential source.

² Ibid.

Figure 3
Crater at Rowata (1 April 2015)³



Figure 4
Fragmentation from IADM used at Rowata (1 April 2015)⁴



³ Confidential source.

⁴ Ibid.

Annex 26

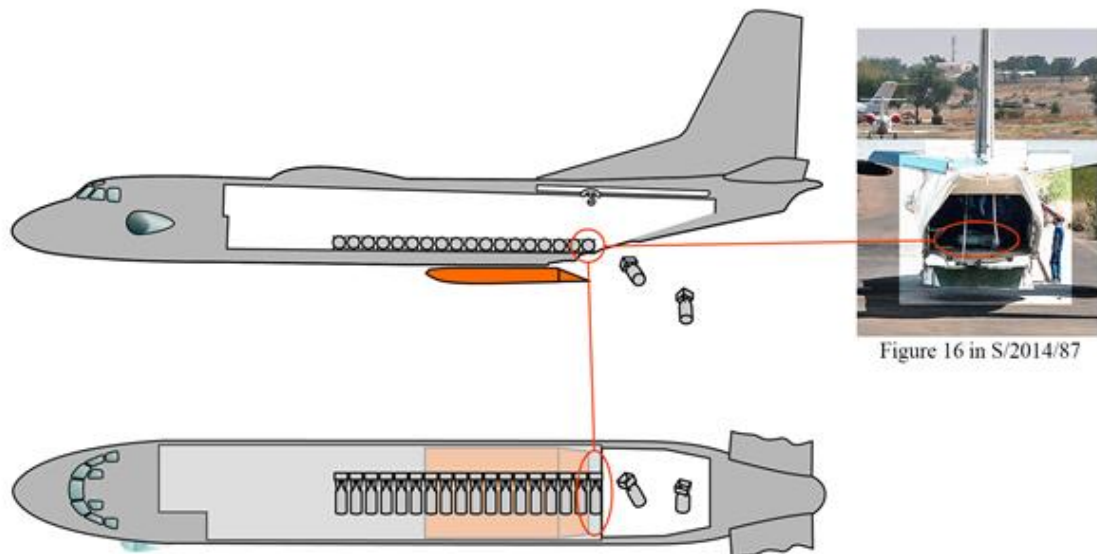
Analysis of Antonov An-26/IADM bombing technique

The Antonov An-26 is designed as a light tactical military transport aircraft that features a fuselage-wide ramp/door at the fuselage's aft that allows for loading and unloading of objects up to the size of a small jeep.

The aircraft is able to pivot the aft ramp around an axis, as a large door is connected to hinges. But the door also offers a second option to open the door: a sliding movement whereby the entire ramp/door is 'parked' underneath the fuselage of the aircraft. While using this second method, the whole aft of the aircraft is cleared and creates a large opening, almost as large as the aircraft's section.

Figure 1

Image of An-26 in IADM bombing role



The second option allows the aircraft to drop paratroopers, food rations, military supplies, and in the case of Sudan for the last 10 years, improvised air delivered munitions (IADM).

The An-26 also features a Perspex half-sphere on the port side just behind the flight deck and close to the navigator. This half-sphere allows for omni-directional views from the left hand side of the fuselage.

It is highly probable that the bomb aimer uses this half-sphere in the Antonovs as a means of target identification in support of ordnance delivery.

Yet, despite a good profile of the world beneath the aircraft, the entire bombing 'technique' applied by the Antonov bombers lacks any precision as:

(a) The bombs are of an IADM type, locally produced using rather simple production methods and almost certainly never properly ballistically or aerodynamically tested for accurate delivery from altitude;

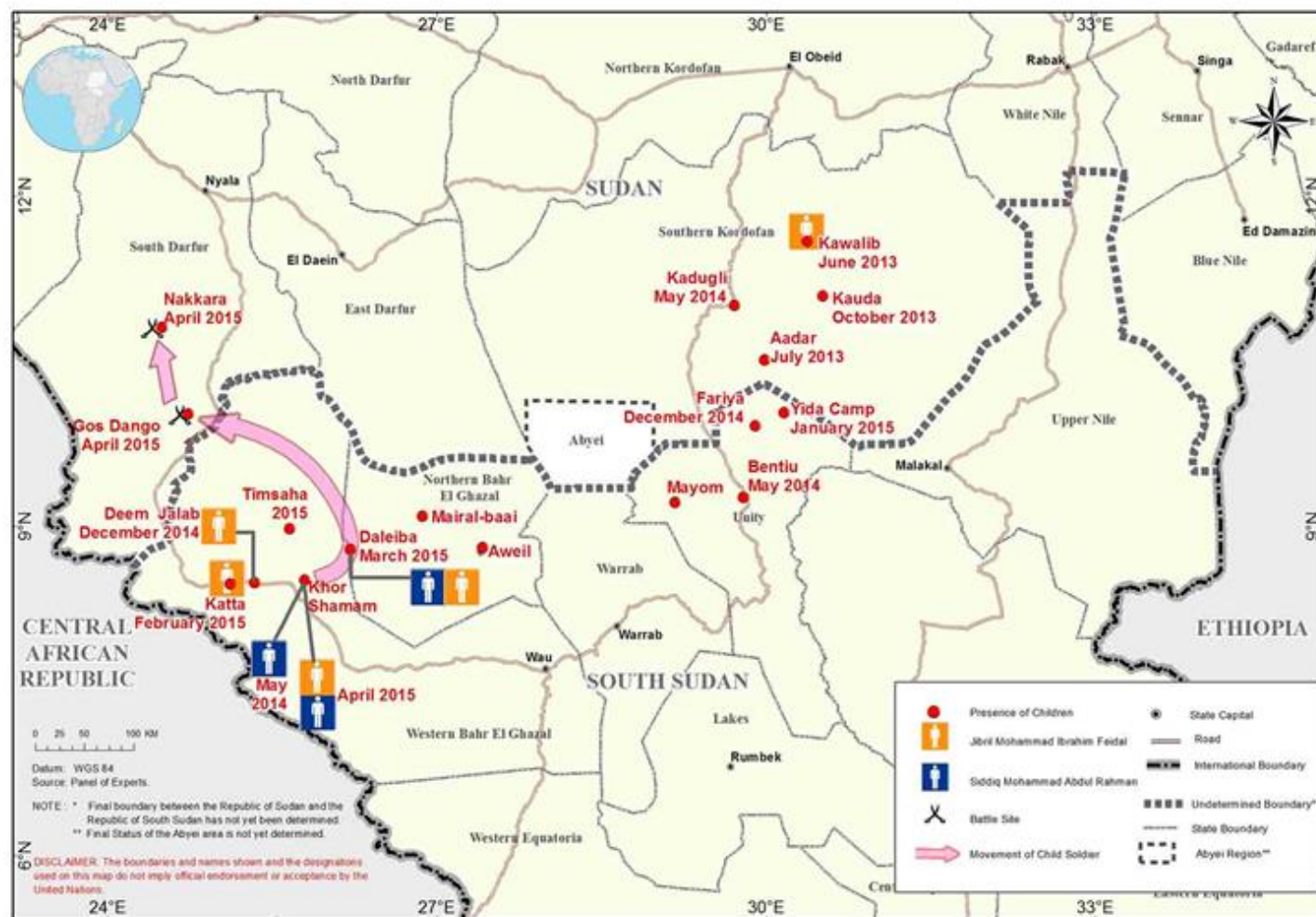
(b) The IADM are loaded and released in a transverse orientation in the hold of the aircraft. This means that they will initially be ballistically unstable during their initial flight due to the vortices created by the aircraft's fuselage and ramp. It will take time for them to achieve ballistic stability during their free fall, hence adding to the inaccuracy;

(c) For non-terminally guided ordnance it is best practice to release into a headwind to reduce errors. In the case of the Antonov, with the ordnance being released from the back of the aircraft, the ordnance is initially affected by tailwind, hence further adding to inaccurate trajectories;

(d) The aircraft in Sudanese service were not primarily manufactured for the light bomber role and it is **possible** that it lacks the instruments and infrastructure necessary for precision bombing. This means that the release point for the ordnance is determined by the technical judgement of the bomb aimer, with the inherent potential for human error to impact on target accuracy.

Annex 27

Map showing locations of child soldiers and children associated with JEM



Annex 28

Sexual and Gender Based Violence

1. The Panel is aware of allegations of sexual violence committed in Tabit. Yet the environment in Sudan is not conducive to investigate sexual violations against women, particularly in Tabit, due to actual or perceived: (a) threats to and intimidation of women; (b) increased surveillance of women from Tabit; (c) restrictions their freedom of movement; (d) actual lack or limitations of psychosocial services; and (e) lack of witness and victim protections mechanisms on the ground. With this background, and given that the protection of sources is a priority for the Panel, the Panel is not in a position to confirm or deny these allegations. Based on preliminary investigations the Panel concludes there is a credible threat to the safety and security of victims, witnesses and the community.

2. The Panel concludes that sexual violence almost certainly occurred in Golo and Bardani. The perpetrators were identified as belonging to the RSF, Border Guards and their auxiliary forces. In the Golo case study at annex 23, the Panel also highlights specific obstacles encountered by persons who suffered sexual violence in Golo and Bardani.

3. The Panel concludes that there are serious allegations of sexual violence committed by RSF, their auxiliary forces and other armed groups both in the context of military operations and by members acting alone.¹ Yet, effective investigations and prosecutions into these individual violations are almost impossible, due to inter-alia, prevailing power disparities between the victims and perpetrators, and a lack of effective rule of law that contributes to the maintenance of impunity. The Panel finds that the proliferation of small arms and light weapons into Darfur directly contributes to sexual violence on the ground. Local law enforcement authorities are often unable to arrest perpetrators, even if identified, because the perpetrators are more heavily armed than local law enforcement.

4. While the Panel is not able to independently identify perpetrators, the Panel notes that it is the responsibility of the Government to investigate allegations, to bring perpetrators to justice and to take measures to avoid an environment conducive to committing sexual violence with impunity.

5. The Government's public response to allegations of sexual violence have been one of denial and intimidation. On 24 May 2015, the Special Rapporteur on Violence against Women issued a statement after her 12-day visit to Sudan. On 25 May 2015, NISS confiscated ten newspapers and suspended four others indefinitely, due to publication of articles covering sexual harassment and rape on buses used by students.² The Government also arrested the activist, who raised the issue of child sexual violence at a forum and the organizer of the forum.³ The activist later apologized saying that these newspapers truncated her remarks and that

¹ Sources include victims, witnesses and communities, published UN documents and confidential sources.

² Sudanese security confiscates print runs of 10 newspapers at <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55093>, Sudanese security confiscates newspaper over child abuse issue at <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55315>.

³ Ibid. It appears that some, if not all, of these the publications carried the statement of the Special Rapporteur in full.

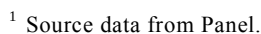
she does not have statistics on sexual harassment cases directed at students.⁴ On 11 June 2015, NISS allowed four papers to resume publication after obtaining a written apology for “*publishing what was described as stories that are harmful to the society’s security and values*”.⁵ On 12 June 2015, NISS confiscated *Al-Youm Al-Tali* newspaper, allegedly due to the publication of an article in which police acknowledged exposure of children to sexual abuse.⁶

⁴ Sudanese security reinstates four suspended newspapers after ‘apology’, <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55312>.

⁵ Sudanese security reinstates four suspended newspapers after ‘apology’ at <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55312>.

⁶ Sudanese security confiscates newspaper over child abuse issue at <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55315>.

16-16350



Annex 30

Information on Jebel Amir gold mine management

1. On 14 June 2015, the Panel visited the local administration office in El Sireaf to inform that the Panel would be undertaking a visit to the Jebel Amir gold mines the next day. An official called Sheikh Musa Hilal who then approved the visit of the Panel to the Jebel Amir Mines.

2. The Jebel Amir mines area is a valley surrounded by mountains. Before entering the valley, the Panel convoy had to pass through a checkpoint, controlled by an armed person in a military style uniform with no insignia¹. After driving one km from the checkpoint, the Panel reached the meeting place, where the Jebel Amir Gold Mines Management Council (JAGMMC) members had gathered. After the customary exchange of greetings with the council members, the Panel explained the purpose of the visit to the Deputy Chairman of the JAGMMC. The council members were disinclined to engage in any discussion, and asked the Panel to leave, expressing their attitude by saying that they do not allow any government personnel or UNAMID officials in the valley, unless they receive the agreement of Sheikh Musa Hilal, Chairman of JAGMMC. Council members were informed that Musa Hilal had agreed to the visit.

3. Council members informed the Panel that the council was formed after a peace agreement was brokered between Sheikh Musa Hilal and the Nazir of the Beni Hussein tribe in September 2014. This included participation from many tribes, though the majority of representatives were from Beni Hussein and Rezeigat tribes. A number of sub-committees, support the work of council.

4. The Panel established that the following are the main sub-committees operating in the Jebel Amir mining area:

(a) Administrative Sub-committee: Responsibilities include investigating all complaints and disputes in the area;

(b) Mines² Sub-committee: Responsibilities include the distribution of mines to prospectors;

(c) Planning Sub-committee: Responsibilities include the allocation of shops to gold merchants, who purchase the gold mined by miners;

(d) Security Sub-committee: Responsibilities include ensuring safety and security of people and their property; and

(e) Health Sub-Committee: Responsibilities include maintenance of health and hygiene.

5. The Panel established that the Jebel Amir area is a multicultural and multiethnic environment, where people from various nationalities, including Chad, Niger, Egypt and CAR, work. The administrative sub-committee does not differentiate on the basis of nationality, which has led to an influx of people from neighbouring countries, who work harmoniously in the gold mines. Around 70,000 workers³ used to mine for gold in the area, but after a measles epidemic many

¹ A member of Security sub-committee of Jebel Amir Gold Mines Management Council.

² Mines are in the shape of rectangular well of 4m by 4 m size.

³ This figure of 70,000 was also confirmed by a very highly placed source in the Government.

miners had left (temporarily) and approximately 45,000 remained who were working. The gold was discovered in April 2012 in Jebel Amir Mines, and that in 2012 more than 125,000 miners were working as it was easier to find gold at lesser depths then.

6. The Panel established that a court functions under the ambit of the council, and that this court resolves all legal and administrative issues. Individuals have a right of appeal to Sheikh Musa Hilal.

7. On being asked about the total number of mines in the area, both dormant and active, the mines sub-committee stated that the total must be around 20,000 but expressed their inability to give an estimate for active mines. After persistent questioning, they estimated the number of active mines to be 4,000-5,000. They also informed the Panel that there are a number of people, mainly Rezeigat, belonging to the Abbala militia, who do not approach the mines sub-committee and start mining without permission or payment of prescribed fees. Thus the mines sub-committee is unable to estimate active mines.⁴ Such persons also pay no heed to the council rules and regulations. The reasons for not being in a position to make such people compliant, were not forthcoming. Mine sub-committee members were asked as to why the security sub-committee persons are not called for assistance in controlling the recalcitrants. Apparently there is a strong bond between the security sub-committee members and such persons as they are from the same clan.

8. The main task of the Security Sub-committee is to ensure the safety and security of people and their property. It has 256 members and the Jebel Amir area has been divided into eight sub-areas. The security sub-committee reports to Sheikh Musa Hilal directly.

9. The Panel also established that:

(a) A small piece of land is taken on lease/concession for exploration by a prospector from the tribal management council owning the land, for a one-time fee of 500 SDG;

(b) The prospector arranges for 12-16 mine workers to prospect the leased site;

(c) Many of the mine workers from foreign countries have prior experience in gold mining in other countries. These miners do not face any problems in crossing the extremely porous borders;

(d) Usually, 50% of the profit is retained by the mine prospector, and the remainder is distributed among the other mine workers;

(e) The workers dig wells (mines) until the gold-bearing stratum is reached;

(f) They carve horizontally so as to follow the gold veins; and rocks (hopefully bearing gold) are removed;

(g) The rocks are packed into sacks and manually hoisted to the surface;

(h) Fourteen workers can extract 10 x 50kg sacks of valuable rocks from a mine per day;

⁴ On being asked about such mines, being operated by Abbala Militia, without following the norms of council, a rough estimate of 400 - 600 mines was provided by well sub-committee members.

(i) On an average, each sack yields 1-2g of gold, worth 300 to 320 SDG per g in the local gold market at Jebel Amir;

(j) There are also approximately 2,000 vendors, 2,200 shelters and 200 gold merchants in the area;

(k) Approximately 45,000 mine workers were reportedly working in the Jebel Amir gold mining area at the time of visit of Panel in June 2015;

(l) Around 350 crushing machines were present in the area, and that for each crushing machine, an area of 5m by 7m was allocated;

(m) An area of 2.5 m by 2.5 m was allocated for washing.

10. The Panel visited the mines, crushing machine and washing area to understand the various mining processes.

11. The Panel established that there is no requirement for the reporting of the gold produced by a prospector, or for a gold merchant to report on the quantity of gold purchased. JAGMMC members indicated that the gold yield from a mine is a private matter for the prospector.

12. The central Government has some local purchase agents, who are gold merchants in the Jebel Amir area, and they attempt to provide a rough estimate of the gold sold every day. Only this feedback is available to the Government, which uses it to develop a rough estimate of production. No Government officials were present in the Jebel Amir area.

13. The council members indicated their strong preference for the concept that industrial gold mining companies enter Jebel Amir to extract the gold in a safe, secure and efficient manner. They believe that industrialization of mining processes would minimize health hazards, result in a fuller realization of the gold, leading to better revenues for the tribes, and also lesser chances of the plundering of natural resources by unscrupulous elements, who ignore council regulations.

A short note on exploitation history of Jebel Amir Mines

14. It was April 2012, when gold was discovered in Jebel Amir. In late 2012, more than 125,000 miners were reported to be working in Jebel Amir, which was being administered by the Beni Hussein tribe, to whom the land had traditionally belonged to. They used to administer the mines in an organized manner.⁵

15. On 4 January 2013, fighting broke out between militia drawn from the Aballa, a collection of camel herding nomadic tribes, and the Beni Hussein, following a dispute over access to an artisanal gold mine in Jebel Amir. Two bouts of heavy inter-communal fighting between the Aballa and Beni Hussein militias in the Jebel Amir region, in early January and towards the end of February, resulted in hundreds of deaths and the displacement of an estimated 100,000 people⁶. Due to these clashes, persons displaced from more than ninety Beni Hussein villages are currently living in IDP camps in El Sireaf⁷.

⁵ Panel interviews with prospectors, miners, gold merchants, members from previous management council and Beni Hussein community.

⁶ S/2013/225. Para 21-26.

⁷ Panel interviews with Beni Hussein community, including its paramount chief.

16. After these clashes, Abbala militias mounted pressure on the Beni Hussein tribe to sign an agreement for shared exploitation of Jebel Amir Mines by closing down vital roads that supplied basic amenities and food items to El Sireaf, the main locality of the Beni Hussein. This caused severe food scarcity and prices of commodities like sugar went up by 3-4 times. The paramount chief of Beni Hussein succumbed to the pressure and signed the peace agreement with Northern Rezeigat Abbala tribes (working together under the aegis of Sheikh Musa Hilal), under duress, as he could not bear the suffering of his people anymore.⁸ The current council, namely JAGMMC, came into existence after the signing of the said peace agreement.

⁸ Ibid.

Annex 31

Gold mining financial models data

1. In order to build a financial model, and thus arrive at an annual estimate of the potential revenues, the Panel has assigned values to the following variables, using the most pessimistic estimates obtained during the testimonies. The Panel is almost certain¹ of the accuracy of this data:

(a) Approximately 40,000 mine workers² were working in the Jebel Amir gold mining area at the time of the visit of the Panel in June 2015;

(b) On average, a group of 12 to 16 workers work in each mine, in shifts. The Panel has assumed 14 workers per mine for the model;

(c) At this staff level, 10 sacks of rocks are normally extracted from a mine in one day;

(d) On average each sack, weighing around 50 kg, yields 1-2 gram of gold. The Panel has assumed a conservative yield of 1 gram of gold per sack for the model;

(e) There are approximately 2,200 shelters and 200 gold merchants functioning in the Jebel Amir gold mining area;

(f) There are approximately 150 butchers in the mining area, and each butcher slaughters 2 or 3 sheep per day. The Panel has assumed 2 sheep per day for the model; and

(g) The gold merchants present in the area pay 300 to 320 SDG for one gram of mined gold. The Panel assumed 300 SDG per gram;

(h) As on 15 October 2015, the UAE gold price for 22 carat was US\$ 34.93 per gram, and local market price in Jebel Amir area was 29.70 US\$ per gram (300 SDG per gram, converted into US\$, at real exchange rate on the ground, i.e. 1 US\$ = 10.1 SDG). Thus, the margin per gram between UAE price and local price was US\$ 5.22 per gram, or US\$ 5,222 per kg.

2. Based on this data, tables 1, 2 and 3 estimate:

(a) Approximate gold output from Jebel Amir artisanal gold mines;

(b) Annual expenses for a mine prospector; and

(c) Net annual income for a mine prospector and a mine-worker.

¹ These figures were collected during Panel interviews with JAGMMC members, the mine prospectors, mine workers, gold merchants, and other persons, connected to the Jebel Amir gold mines.

² A highly placed Government source estimates the number to be 60,000, but the Panel opted for a conservative estimate.

Table 1
Annual estimate of gold output from Jebel Amir artisanal gold mines

Approximate # workers	Operating mines ³	Sacks mined per day per mines ⁴	Total sacks mined/day	Total sacks mined/year ⁵	Average gold yield/sack ⁶ (g)	Total annual gold yield (kg)
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)
40,000	2,857	10	28,570	857,1,000	1.0	8,571

3. The Panel collected estimates of gold production from Jebel Amir Mines from interviews with prospectors, merchants, and JAGMMC members. They estimated production at around 14,000 kg to 16,000 kg in 2012 in Jebel Amir. From this model, the gold production figure for 2012, when 125,000 persons worked for seven months⁷, equates to 15,624 kg. This is how the model was validated.

Table 2
Quantitative summary of annual expenses for a mine prospector

Currency	Crushing and washing ⁸	Labour ⁹	Levy of SDG 5 per sack ¹⁰	Surrender of one sack every alternate day ¹¹	Sundry expenses ¹²	7% royalty ¹³	Total annual expenses
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)
SDG	180,000	52,000	15,000	45,000	150,000	63,000	505,000
US\$ ¹⁴	29,557	8,539	2,463	7,389	24,631	10,345	82,923

³ Assuming 14 workers per well [40,000 divided by 14 = 2857].

⁴ On an average, from a mine with 14 workers, 10 sacks (potentially containing valuable gold bearing rocks) are taken out from the mine every day.

⁵ Number of sacks mined per day from all operating mines = number of operating mines, multiplied by 10 sacks per mine = 2,857 x 10 = 28,570. Assuming 300 working days in a year, total number of sacks per year = 28,570 x 300 = 8,571,000 g = 8,571 kg.

⁶ One sack normally weighs 50 kg. Thus the yield of gold is 0.002 %.

⁷ Gold was discovered around April 2012 in Jebel Amir. Effectively prospectors worked w.e.f. June 2015, for seven months.

⁸ Crushing expense per sack is 40 SDG, and washing expense per sack is 20 SDG; Daily expenses = 10 x (40+20) = 600 SDG. Annual expenses = 600 SDG x 300 = 180,000 SDG.

⁹ Weekly labour expenses for 14 mine-workers is 1,000 SDG; Annual labour expenses would be equal to 52 x 1,000 SDG = 52,000 SDG.

¹⁰ Daily levy = 5 SDG x 10 sack per day = 50 SDG; Annual Levy = 50SDG x 300 days a year = 15,000 SDG.

¹¹ Assuming the Monetary value of one sack equates to 300 SDG, which corresponds to 1g gold, average yield is 1 g per sack. Daily Levy = value of gold in half sack = 150 SDG; Annual Levy = 150SDG x 300 = 45,000 SDG.

¹² Panel interviews with gold prospectors.

¹³ Total sacks mined by a prospector in one day is 10, and thus in one year 3000, assuming 300 days a year. 3000 sacks would give 3,000 g of gold after processing, valued at 3,000 g x 300 SDG/g = 900,000 SDG → 7 % of this is 63,000 SDG.

¹⁴ 1 US\$ = 6.09 SDG (www.xe.com); 15 October 2015.

Table 3
Estimate of net annual income for a mine prospector and a mine worker

<i>Currency</i>	<i>Gross annual income¹⁵</i>	<i>Annual expenses¹⁶</i>	<i>Net Income from operations</i>	<i>Net annual income (Prospector)¹⁷</i>	<i>Net annual income¹⁸ (Worker)</i>	<i>Net daily income (Worker)</i>
<i>(a)</i>	<i>(b)</i>	<i>(c)</i>	<i>(d)=(b)-(c)</i>	<i>(e)=(d)/2</i>	<i>(f)=(e)/14</i>	<i>(g)=(f)/300</i>
SDG	900,000	505,000	395,000	197,500	9,306	31
US\$	147,783	82,923	64,860	32,430	1,528	5.1

¹⁵ See footnote 333.

¹⁶ See column (h) above in table 2.

¹⁷ Income from operations is shared 50-50 between the prospector and the group of mine-workers.

¹⁸ Divide Column (e) figure by 14, as the group of workers has 14 workers.

Annex 32

Income streams of AAG

Table 1
AAG income from direct prospecting of 400 mines (Jebel Amir)

<i>Ser</i>	<i>Net Operating Income</i>	<i>Annually¹</i> <i>(SDG)</i>	<i>Annually</i> <i>(US\$)</i>
1	Income from one well	257,500	42,280
2	Income from 400 wells	103,000,000	16,912,970

Table 2
Smuggling expenses (US\$) (2 carriers with 15 kg of gold)

<i>Travel</i>	<i>Accommodation</i> <i>(2N/3D)</i>	<i>Sundry</i> <i>expenses</i> <i>[20% of gross</i> <i>margin²]</i>	<i>Pay of</i> <i>carriers</i>	<i>5% Loss to</i> <i>seizures³</i>	<i>Total smuggling</i> <i>expenses per</i> <i>trip</i>	<i>Gold (kg)</i> <i>Smuggled per</i> <i>annum⁴</i>	<i>Total smuggling</i> <i>expenses per</i> <i>annum⁵</i>
700	400	15,670	1,000	22,280	40,050	3,630 ⁶	9,692,100

Table 3
AAG income from smuggling of gold (22 carat purity) out of Sudan

<i>Site price/g</i>	<i>UAE sale</i> <i>price/g</i>	<i>Gross</i> <i>margin/g</i>	<i>Gross</i> <i>margin/15 kg</i>	<i>Gold smuggled⁷</i> <i>per annum</i>	<i>Trips</i> <i>required⁸</i>	<i>Gross income</i> <i>per annum</i>	<i>Net income per annum</i> <i>(Gross – Expenses)</i>
<i>(US\$)</i>	<i>(US\$)</i>	<i>(US\$)</i>	<i>(US\$)</i>	<i>(kg)</i>		<i>(US\$)</i>	<i>(US\$)</i>
29.703 ⁹	34.925 ¹⁰	5.222	78,330	3,630	242	18,955,860	9,263,760

¹ Assuming 300 working days. This income is higher than that of prospector (refer table 3, annex 31), due to the fact that these persons, being part of AAG, do not have to pay levies to AAG (i.e. 5 SDG per sack and surrender of one sack every alternate day).

² Margin for one kg gold is 5,222 US\$, and thus for 15 kg = 78,330 US\$. 20% of this is 15,670 US\$.

³ On average, one in every 20 consignments gets caught and confiscated, while being smuggled, either at the destination country or departing country. This risk has been monetized and made part of expenses for smuggling. Value of 15 kg gold at local market is 29.7 US\$ per gm x 15,000 gm = 445,544 US\$. 5% of this is 22,800 US\$.

⁴ It is assumed that gold from the 400 wells being prospected by AAG members (1,200 kg), and 33% of the rest (0.33 x 8,571 - 1,200) = 2,432 kg] gets smuggled out of Jebel Amir. The figure of 33% corresponds to the actual ratio of smuggled quantity to total quantity of gold exported (licit + illicit), over a five year period, i.e. 2010 - 2014.

⁵ = (3630/15) x 40,050 = 9,692,100

⁶ Ibid

⁷ Ibid.

⁸ = 3630/15 = 242.

⁹ Local on-site price of mined gold paid to prospector by the gold merchants, located in Jebel Amir mining area [300 SDG].

¹⁰ International market price of gold in Dubai for 22 carat gold.[www.goldprice.org], as on 15 October 2015.

Annex 33

Analysis of gold trade data

Table 1

Comparison of gold export data reported by Sudan; and gold import data from Sudan, reported by the UAE

<i>Year</i>	<i>Exports from Sudan¹</i>	<i>Imports into UAE from Sudan²</i>	<i>Difference (b)-(c)</i>	<i>Approx value of differential quantity in column (d)</i>	<i>Notional loss of export duty (@4%)</i>	<i>Notional loss of royalty (@7%)</i>
	<i>(kg)</i>	<i>(kg)</i>	<i>(kg)</i>	<i>US\$ M</i>	<i>US\$ M</i>	<i>US\$ M</i>
<i>(a)</i>	<i>(b)</i>	<i>(c)</i>	<i>(d)</i>	<i>(e)</i>	<i>(f)</i>	<i>(g)</i>
2010	26,317	42,122	15,805	626	25	44
2011	23,739	45,855	22,116	1121	45	78
2012	46,133	65,000 ³	18,867	1018	41	71
2013	24,813	45,000 ⁴	20,187	999	40	70
2014	30,455	50,365	19,910	814	33	57
Total	80,511	138,342	96,885	4579	183	321

Note: The figures in Column (d) represent apparent quantity of gold smuggled out of Sudan to the UAE.

¹ As per Foreign Trade Statistical Digest of Central Bank of Sudan (CBoS). <http://www.cbos.gov.sd/en/node/478>.

² For commodity selection, HS code 7108 was selected.

³ UN Comtrade data was not available for 2012 and 2013. This figure is an estimate derived by WTO Secretariat, based on, *inter alia*, the average difference of reported exports of gold by Sudan to the UAE with reported gold imports of the UAE from Sudan from 2010 - 2011, as well as taking into account behaviour of international gold prices from 2012 - 2013.

⁴ Ibid.

Annex 34¹**Lusaka Declaration, Regional Control Mechanism, and ICGLR response**

1. The term “*resource curse thesis*” was first used by Richard Auty in 1993 to describe how countries rich in natural resources were witnessing lower economic growth than countries without an abundance of natural resources. The countries situated in Africa’s Great Lakes Region vindicate the resource curse hypothesis. Their abundance of natural resources has not translated into an inclusive socio-economic development. One of the reasons for this is the random and illegal exploitation of natural resources. The gains from natural resources are unequally distributed and often finance armed groups engaged in such exploitation. These armed groups further destroy the stability of region by committing violations of human rights and international humanitarian law, while accessing the natural resources and usurping the assets owned by, or allocated to fellow citizens and communities.

2. The “*Protocol on the Fight against the Illegal Exploitation of Natural Resources*”², which was ratified by eleven Heads of States in the Great Lakes Region in Nairobi on 15 December 2006, was the beginning of regional efforts to counter illicit exploitation. On 15 December 2010, the “*Lusaka Declaration of the ICGLR Special Summit to fight illegal exploitation of Natural Resources in the Great Lakes Region*”³ was signed by eleven Heads of Governments of ICGLR Member States or their duly authorized representatives, including the President of the Republic of the Sudan.

3. The Lusaka Declaration commits Member States of the ICGLR to advance six tools of the Regional Initiative on Natural Resources (RINR). The ICGLR Regional Initiative against the Illegal Exploitation of Natural Resources (RINR) is a welcome step that would go a long way in curbing the finances flowing to armed groups, stemming from exploitation of natural resources. One of these tools, the Regional Certification Mechanism (RCM) has witnessed considerable progress towards implementation, particularly in the DRC and the Republic of Rwanda.

4. Salient excerpts from the Lusaka declaration⁴ are reproduced below for ease of reference:

“Fully aware of the endemic conflicts and persistent insecurity caused by armed groups in the Great Lakes Region financed through the illegal exploitation of natural resources and trade in minerals, in particular Gold,.....; and further concerned about the negative impact these armed groups have had on our population in the region including, crimes against humanity, and massive violations of human rights such as, Sexual and Gender Based Violence (SGBV);

¹ The majority of the text in this annex has been directly reproduced from relevant websites and documents under consideration. The idea is to provide a bird’s eye view to the readers, without them going through hundreds of pages.

² <https://www.lse.ac.uk/collections/law/projects/greatlakes/2.%20Democracy%20and%20Good%20Governance/2c.%20Protocols/Protocol.IENR.30.11.%2006%20-%20En,%20final%20revised.pdf>.

³ <http://www.oecd.org/corporate/mne/47143500.pdf>.

⁴ <http://www.oecd.org/corporate/mne/47143500.pdf>

Reaffirming our commitment to put in place a Regional Certification Mechanism with the view to fulfilling the regional and international market requirements on transparent mineral trade; Considering our commitment to jointly fight illegal exploitation of natural resources in the Great Lakes Region in line with the Pact on Security, Stability and Development in the Great Lakes Region, in particular the Protocol on the Fight against Illegal Exploitation of Natural Resources;

Approve the six tools developed to curb illegal exploitation of natural resources, namely: (1) Regional Certification Mechanism; (2) Harmonization of National Legislation; (3) Regional Database on Mineral Flows; (4) Formalization of the Artisanal Mining Sector; (5) Promotion of the Extractive Industry Transparency Initiative (EITI) and (6) Whistle Blowing Mechanism;

Direct the relevant institutions in Member States to implement the above six tools, particularly the Regional Certification Mechanism, which has been developed for the monitoring and control of the exploitation and trade of natural resources in the Great Lakes Region;

Commit ourselves to domesticating in our respective countries the Protocol on the Illegal Exploitation of Natural Resources in the Great Lakes Region;

Endorse the OECD Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict Affected and High Risk areas as crosscutting to the Regional Initiative on the Fight against Illegal Exploitation of Natural Resources and Call upon companies sourcing minerals from the Great Lakes Region to comply with the six tools and the OECD Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas;”

5. The main tool of RINR, envisaged to break the link between armed conflict and revenues of natural resources, is the regional certification system for gold and 3Ts⁵. A manual⁶ for the Regional Certification Mechanism (RCM) has been developed and approved by the eleven Heads of State, including Sudan. It provides a practical guide for the implementation of the regional certification mechanism. The RCM Manual has been drafted to ensure that neither the mine site nor trade channels within a country or in the region are in the control of armed groups or criminal networks. The mechanism also contemplates monitoring by an independent mineral chain auditor.

6 As per the Para 4.9 of ICGLR RCM manual, a “*conflict free*” mineral chain is defined to be one that is free from non-state armed groups or public or private security forces who: (a) “*illegally control mine sites or otherwise control transportation routes, points where minerals are traded and upstream actors in the supply chain*”; (b) “*illegally tax or extort money or minerals at points of access to mine sites, along transportation routes or at points where minerals are traded*”; and/or (c) “*illegally tax or extort intermediaries, export companies or international traders*”.⁷

⁵ Tantalum, Tin and Tungsten. Actual minerals are: coltan (from which tantalum is derived); cassiterite (tin); and wolframite (tungsten).

⁶ <http://www.oecd.org/investment/mne/49111368.pdf>.

⁷ Based upon OECD Due Diligence Guide for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas, Annex II, paragraph 3.

7. For the export of any consignment of gold, the RCM contemplates issuing an ICGLR Certificate, similar to that of the Kimberley Process Certificate for diamonds. This certificate would only be issued to those consignments that can demonstrate 'conflict free' origin, transport and processing. Although the ICGLR certification became obligatory for all gold exports after 15 December 2012, the Government of Sudan has yet to implement it.

8. A Member State seeking to delay the implementation of this provision for the issuance of ICGLR certification was required to ensure that all export shipments mandatorily carry with them an export permit or other government-issued export document, thus indicating the licit nature of export.

9. The RCM further contemplates that Governments shall ensure an annual inspection of all mine sites and classification of the mines in one of three categories; red, green or yellow. The ICGLR Mine Site Inspection and Certification Standards are designed to ensure that designated minerals are sourced only from mine sites that are conflict free and meet minimum social standards. This classification is in line with the procedures and standards of the OECD Due Diligence Guidance. The standards for evaluating mine sites and the steps outlined to foster improvement or else disengage from unacceptable mine sites are in compliance with the procedures and standards found in the OECD Due Diligence Guidance (especially Annex II - Model Supply Chain Policy For A Responsible Global Supply Chain of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas and Annex III - Suggested Measures For Risk Mitigation and Indicators for Measuring Improvement).

10. The ICGLR Chain of Custody Tracking Standards are designed to ensure that designated minerals are fully traceable and conflict-free from the mine site to the point of export. Member State governments are responsible for implementing and supervising the chain of custody tracking system within their own borders. The integrity of Member States' chain of custody systems are verified annually via ICGLR Third Party Audits. Mineral flows are tracked and analysed via an ICGLR Regional Database, using the data on individual shipments collected and transmitted to the ICGLR by each Member States' Chain of Custody system.

11. The Independent Third Party Audit system assures independent verification that the entire mineral chain from mine site to exporter remains in compliance with ICGLR regional standards. The focus is on mineral exporters. The 'Third Party Audit' system complies with the OECD Due Diligence guidelines on independent verification and on-going risk assessment. The scope of the audit runs from the exporter all the way back up the mineral chain to the mine site. Non-compliance by any of the upstream traders or suppliers (up to but not necessarily including mine sites, which are covered by mine site inspections) automatically results in a corresponding level of non-compliance being assessed in relation to the exporter; that is, if the auditor finds that a trader supplying to an exporter is in major non-compliance (Red Flagged) then the exporter itself is also found to be non-compliant (Red-Flagged).

12. Furthermore, a draft model legislation has been developed to facilitate ICGLR Member States to incorporate the provisions of the "*Protocol on the Illegal Exploitation of Natural Resources in the Great Lakes Region*", into their respective national legislation.

13. Inputs received from the ICGLR Secretariat indicate that Sudan attended the 8th OECD-ICGLR Forum, held in Kinshasa in November 2014, and indicated its willingness to be an active member of the international responsible mineral trade, and its commitment to formalize the artisanal mining activities, to prevent illegal exploitation.

14. In order to assess the progress of Government of Sudan on the implementation of RCM and other RINR tools, a number of queries were raised to the Government of Sudan. No response to these questions was provided, citing that the request went beyond the mandate of the Panel. The linkage of the relevance of Sudan's implementation of the RINR tools of the Lusaka Declaration to the Panel's mandate is clear. See paragraphs 128 and 149 of the main report.

15. Queries on implementation status of Sudan, raised to ICGLR Secretariat, have been replied to. Relevant facts concerning the status of implementation are:

(a) Sudan is one of the 5 ICGLR member states that have recently made commitment to implement the Regional Certification Mechanism (RCM);

(b) The ICGLR Secretariat is facilitating a peer-learning visit for Sudanese officials to another country in the region to enable them to learn from that country's experience on the implementation process of the ICGLR Mineral certification mechanism;

(c) The ICGLR Secretariat held a Ministers of Justice meeting in August 2015 that came up with an 18-month roadmap for the domestication of ICGLR priority protocols, including the Protocol on the fight against the illegal exploitation of natural resources. Sudan is one of the ICGLR states to domesticate the protocol and harmonize their national legislations; and

(d) The eighth meeting of the Regional Audit Committee of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) on the fight against illegal exploitation of natural resources was held in Khartoum, Sudan from 10-13 November, 2015. The meeting included a training workshop for the Audit Committee members to assist building their capacities to review third party audit reports.

16. The Government of Sudan is thus gearing towards embracing the RCM and other RINR tools. Once mine site inspection commence, all such mines, under the control of armed groups, would be flagged red and there could be no legal export from these mine sites, which would act as a disincentive for mining at such sites.

Annex 35

Examination of UAE systemic checks to prevent import of conflict gold

1. The main body of this report clearly indicates that most of gold mined in Darfur (Sudan), which gets exported illegally, ends up in Dubai. It is mostly hand-carried by air. At UAE international airports, X-ray machines at the arrival area mandatorily screen all hand baggage of an incoming passenger, and thus even the smallest quantity of gold can be easily detected as a dark black patch on the X-ray image. Due to this, and as there is no import duty on gold in the UAE, there is no incentive for not declaring the gold to UAE Customs on arrival. Therefore, the carriers (passengers carrying gold) invariably declare the gold to UAE Customs, though they may not declare it while leaving Sudan to avoid the export duty and export restrictions.

2. The Panel sought specific information from the Government of the UAE in June 2015 concerning:

(a) The procedure for the declaration of gold, when imported into the UAE, as part of unaccompanied baggage;

(b) The reporting requirements for international passengers bringing gold in their accompanied baggage through an international port/airport; and

(c) The identification document, provided by customs authority to a company/person importing gold, which is required at Gold Souk, Dubai, for selling such gold.

3. The Panel received no response to these queries, and no information on these issues was provided during the Panel meeting with officials from various Ministries of the UAE, including from Federal Customs and Dubai Customs, on 6 October 2015. The UAE officials stated that a written response would follow shortly, yet no response has been received by the Panel as of 3 December 2015. There is no open source information available on the Dubai Customs website on the procedures to be followed for hand-carried gold.

4. The Panel visited Dubai during August 2015 and October 2015, and met a number of individuals and entities associated with the gold trade, and established that:

(a) The provenance of hand-carried gold by a passenger is verified by Dubai Customs, by checking the name of the departure country against the Boarding Pass. Thus transit through a third, non-gold producing country, could be used to reduce the risk profile utilised by UAE customs;

(b) Dubai Customs officials do not require a ICGLR certificate in those cases where the departure country is an ICGLR country;

(c) Dubai Customs officials do not seek any document to support the legal import of gold, e.g. export permit or any other government document from the country of origin, to ensure that the gold is not smuggled;

(d) Dubai Customs takes custody of the gold at the Airport, and issues a receipt to that effect to the passenger;

(e) The passenger goes to the gold souk and/or refineries to negotiate a price. Once the passenger finds a buyer, his gold is sent by the UAE authorities to the buyer's place, or to a place decided by the passenger;

(f) If the quantity of gold is relatively low, for example 1 to 2 kg, the carriers sell it to a shop in the gold souk. If the quantity of gold is high, then the gold is normally sold to the refineries;

(g) After the sale is negotiated, the gold is then sent to a test laboratory, where it is melted to check the actual purity, and the final sale price is determined;

(h) Normally, only a passport copy, together with the customs receipt is sufficient documentation for the sale of the gold; and

(i) At the time of sale, most of the artisanal mined Darfur (Sudan) gold is declared as "*scrap or old jewelery scrap gold*", and not as virgin mined gold, to avoid any attention. The mined gold is melted prior to export at small refineries in Khartoum (mostly) to convert it into *dore* bars, ready for smuggling.

Annex 36¹**Information on strengthening border management capacity**

1. This annex is designed to provide information on strengthening the capacity of border management agencies and for enhancing the efficacy of border controls, thus enhancing the implementation of sanctions.
2. Ineffective border controls encourage the smuggling of arms and natural mineral resources, which has the potential of violating the sanctions regime.
3. Borders are typically managed by more than one government agency. The transit of people from one country to another is usually monitored by immigration and police departments. The flow of goods and conveyances across the border are normally overseen by customs departments. For maritime borders, coastguards and marine police are also required to guard the country against the unauthorized infiltration of both goods and people. Similarly, for long land borders, a border security force may be used to protect the borders. The respective border functional responsibilities depend on the organisational structure of the border management system of a country. Very long coastlines and long land borders are often characterized by high levels of porosity, primarily on account of lack of adequate manpower and the absence of appropriate surveillance equipment and scanners. To further compound the problem, border agencies lack coordination between, and among, themselves; often working in isolation.
4. Long land borders are highly vulnerable to threats such as the trafficking of people, drugs, strategic control goods, valuable commodities, natural resources, small arms and light weapons and currency. Smuggling routes, which are normally used to transport restricted and/or high value commodities attracting high rate of customs duty, are always a cause of concern as these very clandestine routes/channels could equally be used to transport any illicit materiel or finance subverting activities. The capacity of most governments in the African continent to control weapons, and to monitor and secure its borders, is perceived to be low.
5. There are at least four international organizations that offer capacity building programmes on cross cutting issues relevant to border management, namely the WCO, INTERPOL, UNODC, and UNODA. Other non-governmental international organizations such as the Geneva Centre for Security Policy (GCSP) and the Geneva Democratization and Control of the Armed Forces (DCAF) centre also conduct security sector reform work of relevance in this area. Examples of the type of capacity for some of these organizations follows.

World Customs Organization (WCO)

6. Terrorism, proliferation of weapons and materials of mass destruction, trafficking of small arms and explosives, and illicit diversion of dual-use goods pose a serious threat not only to security and safety of people, but also to economic development, political stability and social cohesion of countries across the globe.
7. Customs administrations play a critical role at the international border crossings in government efforts to mitigate these threats. Customs manage the

¹ The majority of the text in this annex has been directly reproduced from the relevant websites. The idea is to provide a bird's eye view to the reader, without them going through hundreds of pages.

cross-border flows of goods, people and means of transport to ensure they comply with law. They detect and prevent trafficking of dangerous, restricted and prohibited goods.

8. The WCO Security Programme² concentrates on strengthening customs administrations' capacity to deal with security related issues at the national level and aims at facilitating the global customs community's ability to deal with these threats at the international level. The programme activities are aimed at reaching border security outcomes in five strategic areas. These include: (a) policy setting and foresight; (b) providing guidance and good practices on customs controls in relation to security; (c) coordination of security related customs law enforcement programmes and operations; (d) international cooperation; (e) technology; and (f) technical assistance and capacity-building.

9. At the operational level, the programme has three commodity-based sub-programmes or projects. These include existing initiatives: Global Shield and the STCE Project³, and new initiatives: small arms and light weapons, and terrorist financing (currency smuggling). It has also developed a comprehensive passenger control strategy by utilization of API/PNR⁴ to identify and curb movements of individuals sanctioned by law including Foreign Terrorist Fighters (FTFs).

10. Additionally, the WCO cooperates on a regular basis with appropriate United Nations (UN) agencies and other international organizations to help its members to better cope with their international obligations stipulated by various UN Security Council resolutions etc.

UNODC - WCO Container Control Programme (CCP)

11. The United Nations Office on Drugs and Crime and WCO have co-operated in the development and implementation of the UNODC-WCO Container Control Programme⁵ (CCP). The CCP has a global reach and aims to fortify the structures and processes which allow for the application of sustainable laws for States and selected ports, so as to minimize the exploitation of maritime containers for the illicit trafficking of drugs, and other transnational organized crime activities.

Global firearms programme of UNODC

12. The international community has repeatedly expressed its concern with the negative impact of the proliferation of illicit firearms in societies whether at peace or in times of war. The Commission on Crime Prevention and Criminal Justice and the Conference of the Parties to the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime (COP) urged Member States to ratify and fully implement the Convention and its Protocols, and requested UNODC to assist Member States in this endeavour, inter alia through the provision of legislative advice and legal drafting support, technical assistance, training and capacity building activities aimed at strengthening the capacities of States to respond to the challenges and threats posed by transnational organized crime, as well as through

² <http://www.wcoomd.org/en/topics/enforcement-and-compliance/activities-and-programmes/security-programme.aspx>.

³ Strategic Trade Control Enforcement (STCE) Project.

⁴ Advance Passenger Information/Passenger Name Record.

⁵ <https://www.unodc.org/ropan/en/BorderControl/container-control/ccp.html>.

the development of specialized legal and operational tools. By its decision 4/6 and resolutions 5/4 and 6/2, the COP further urged States Parties to the Protocol to strengthen their national legislation in a manner consistent with the Protocol, and requested UNODC to support States and facilitate technical assistance for the implementation of the Protocol.

13. To this end, the Implementation Support Section (ISS) of the Organized Crime and Trafficking Branch (OCB), created the *Global Firearms Programme*⁶ (GFP) in 2011.

INTERPOL

14. INTERPOL's capacity building programme⁷ assists member countries in improving border security procedures and skills, primarily focused on fighting terrorism and transnational crimes. Training courses on basic security measures and crime-specific skills are consolidated through real-time operations designed to put those skills into practice.

UNODA

15. The General Assembly established the UNODA Regional Centres for Peace and Disarmament in Africa, in Latin America and the Caribbean, and in Asia and the Pacific with a mandate to provide substantive support for initiatives and other efforts of Member States in their respective regions for the implementation of measures of peace and disarmament, including on security sector reform as a contribution to peace and security.

16. UNODA assists Member States in the implementation of the "*UN Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects*" (2002), which includes specific provisions to build the capacity of law enforcement agencies to control small arms and light weapons and generally to improve the delivery of security to populations.⁸ UNLIREC⁹ has a wide range of training courses and generic SOPs to enhance the capability of border agencies.

General

17. The focus of capacity building is different for all these organizations, and all of the focus areas are relevant for enhancing the efficacy of border control and thus implementation of sanctions.

18. In order to ensure effective implementation of the sanctions regime, it is imperative to strengthen the capacity of Member States on border control, especially Sudan and the neighbouring States that share challenging borders with Sudan. Border control includes the management of borders associated with seaports and airports. WCO, INTERPOL, UNODC and UNODA would be appropriate organizations to facilitate cooperation and develop a comprehensive capacity building programme on effective border management that could be then used to strengthen capacity of the relevant border management government agencies in the

⁶ <https://www.unodc.org/unodc/en/firearms-protocol/gfp.html>.

⁷ <http://www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Training-and-capacity-building>.

⁸ <http://unssr.unlb.org/TaskForceMembers/UNODA.aspx>.

⁹ UN Lima Regional Centre of the Office for Disarmament Affairs.

region. Donors need to come forward to support such programmes, with financial resources, as a priority.

Annex 37

Information on 2015 travel ban violation by Sheikh Musa Hilal Abdallah Alnsiem

1. The Panel met with Sheikh Musa Hilal Abdallah Alnsiem, a designated individual (ref: SDi.002), on 25 June 2015 in Khartoum. This was the first occasion that a Panel had met Musa Hilal since he was designated in 2006. He was given copies of all relevant Security Council resolutions in the Arabic language and a copy of the narrative summary in English only.

2. When asked about his previous foreign visits since his designation, Mr Hilal stated that:

(a) His trip to Cairo in 2009 was at the invitation of Mr. Suleiman, the then Head of the Egyptian Intelligence Service (Mukhabarat),¹ to advance the cause of peace. He stated that the Egyptian Government was aware of the visit and that he had also met the late JEM Chairman, Khalil Ibrahim, in Cairo;

(b) His visit to Chad in 2011, as a member of the Sudanese delegation, was undertaken to present President Deby his condolences on the demise of his mother, and he had to go there because he enjoys a very good personal relationship with the President of Chad;

(c) In 2013, he visited Dubai for personal and family reasons;

(d) His visit to Chad in 2014 was to attend a peace conference with the knowledge of the Government of Chad; and

(e) He had made no foreign trips in 2015 (as at 25 June 2015).

3. On being asked as to why he had not sought prior permissions for his foreign visits, Mr Hilal stated that although he had heard some rumours, and read in the Sudanese media about a ban on his travel abroad, he had never received any official notice to this effect from either the Government or the United Nations. He further stated that he became aware of the ban only two years ago from officials of UNAMID, with whom he used to interact to discuss local peace issues. He also said that he was unaware of the procedure for seeking prior permission before undertaking foreign visits.

4. The Panel informed him of the exemption provisions in relation to foreign travel, contained in paragraph 3(f) of resolution 1591(2005), read with section 9 of the 1591 Committee Guidelines, and the process of applying for permission to travel abroad. The Panel advised him to seek permission for future foreign trips from the Committee. He reiterated that had he known about the exemption procedure in the past, he would have availed himself of it. He further indicated that in the future he would be willing to apply for permission before travelling abroad.

5. Upon his request, the Panel explained the procedure for seeking delisting. He said that lately he had been playing a very important role as a peacemaker by mediating in various inter-tribal conflicts, and that UNAMID was aware of his role. He further mentioned that he intended to file a request for delisting, as his designation status now interfered with his participation in peace processes; and that

¹ Also known as the General Intelligence Directorate (GID) or General Intelligence Service (GIS).

he would like to present his case to the UN, in person, as part of the delisting process.

6. In spite of these recent efforts made to sensitize the designated individual of his obligations, the Panel is almost certain that Sheikh Musa Hilal travelled to Cairo by air on 15 July 2015; and returned on 27 July 2015.²

² (a) <http://www.sudantribune.com/spip.php?article55768>. Accessed on 21 July 2015; (b) <https://twitter.com/wasilalitaha>. Accessed on 21 July 2015; and (c) Confidential sources.

Annex 38

Note on improvement of assets freeze measures

Background

1. Resolution 1672 (2006) designated four individuals who met the listing criteria stated in paragraph 3 (c) of resolution 1591 (2005), as being subject to travel ban and assets freeze measures.
2. The Panel is aware that, based on the information provided by the Government of Sudan, one of the four designated individuals, namely Major General Gaffar Mohammed Elhassan, has retired and receives a pension from the Government of Sudan. In addition, the Panel had previously found that another designated individual, Sheikh Musa Hilal, used to receive a salary from the Government of Sudan subsequent to his designation in 2006.¹
3. The Panel had requested information from the Government of Sudan on the status of funds, financial assets and economic resources of all individuals, designated under resolution 1672 (2006).² In its response to a Panel request in 2014, the Government set out certain legal challenges it faced in implementing the assets freeze³, but did not provide any information on the status of the assets of the individuals.

Sudan's Obligations under Security Council Resolutions 1591 (2005) and 1672 (2006)

4. Paragraph 1 of resolution 1672 (2006) states "*all States shall implement the measures specified in paragraph 3 of resolution 1591 (2005)*" with respect to the aforementioned four individuals. Paragraph 3 (e) of resolution 1591 (2005) states "*all States shall freeze all funds, financial assets and economic resources that are on their territories... for the benefit of such persons or entities... and shall ensure that no funds, financial assets or economic resources are made available... within their territories to or for the benefit of such persons or entities;*"
5. The term 'all States' in paragraph 3 (e) includes Sudan. Therefore, Sudan must not only freeze all funds, financial assets and economic resources that are on its territory, owned or controlled by designated persons, but it must also take steps to ensure that no funds, financial assets or economic resources are made available to the designated persons.

Status of Implementation of Assets Freeze Measures by Sudan

6. To date, the Government of Sudan has not subjected the said individuals to any assets freeze measures in respect of their funds, financial assets and economic resources within Sudanese jurisdiction. The Panel is almost certain that no administrative, legislative or judicial measures have been taken as yet to identify and freeze the assets of designated individuals.
7. The assets freeze obligation is subject to three exceptions set out in paragraph 3 (g) of resolution 1591 (2005). 'Relevant states', including Sudan, can authorize

¹ S/2013/79, para. 155.

² S/2013/79, paras. 152 and 156.

³ S/2015/31, para. 28.

designated individuals to have access to funds, other financial assets and economic resources to cover specific situations mentioned in paragraph 3 (g), if a relevant State deems it necessary, but only after prior notification of the State's intention to the Committee, and in some instances, after receiving the explicit approval of the Committee.

8. It is possible that the pension and monthly salary, in general, may fall within these exemptions, in particular exemptions provided to meet the basic needs of the designated individuals in paragraph 3(g) (i) of resolution 1591 (2005). The Government of Sudan has not notified the Committee regarding any exemptions, in respect of any of the four designated individuals since 2006⁴.

International law obligations of the Government of Sudan, in respect of decisions taken by the Security Council

9. Resolution 1591 (2005), which sets out the designation criteria and the assets freeze measures, and resolution 1672 (2006) which designates four individuals, are both adopted under Chapter VII of the UN Charter. Thus, the Government of Sudan is bound by resolutions 1591 (2005) and 1672 (2006), and it is obliged to comply with asset freeze obligations set forth in paragraph 3 (e) of resolution 1591 (2005)⁵.

Panel's observations

10. The Panel notes that certain Member States have implemented the assets freeze measures by adopting a range of legislative and administrative measures that are consistent with their respective constitutions. Some Member States have enacted such legislation, which enables freezing of assets linked to a sanctions regime, purely on the basis of the designation of individuals/entities by the Security Council, without any prerequisite, e.g. need for a domestic judicial order. The Government of Sudan may like to consider identifying and addressing any technical and legal capacity building requirements that it may have in drafting such legislation for implementing the assets freeze measures.

11. The Government of Sudan was urged to provide an implementation report, in accordance with the paragraph 13 of resolution 2200 (2015), within a specified time period, outlining the measures taken to implement its obligations under the relevant Security Council resolutions relating to the assets freeze on individuals designated under resolution 1672 (2006). The Panel considers that the Government of Sudan could at least consider taking measures to identify the funds, financial assets and economic resources of the individuals designated under resolution 1672 (2006), and submit an implementation report.

⁴ S/2013/788, para. 26.

⁵ Article 25 of the UN Charter states that 'The member States of the United Nations agree to accept and carry out the decisions of the Security Council in accordance with the present Charter.'

Annex 39
Map of tribal conflict areas 2015



Annex 40

Summary of violations of resolutions and international humanitarian law

1. A summary of violations of resolutions and international humanitarian law identified by the Panel during 2015 to date is set out in the below table for ease of reference.

Table 1

Summary of violations

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
1	General	Obstructing the work of the Panel by access to three separate locations.	Government of Sudan	Certain	2200 (2015), para. 21.
2	General	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal on a range of issues, and by denying access to one individual.	Government of Sudan	Certain	2200 (2015), para. 22.
3	Arms	Import of small arms ammunition into Darfur on unknown dates since 29 March 2015.	Not known	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
4	Arms	Import of Typhoon armoured personnel carrier (APC) into Darfur on an unknown date since 29 March 2005.	Sudanese Police	Certain	1591 (2005), para. 7.
5	Arms	Failure to ensure appropriate end use certification was in place for the supply of Typhoon APC to Sudan.	Government of UAE	Highly probable	1945 (2010), para. 10.
6	Arms	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal on the supply of Typhoon APC to Sudan.	Government of UAE	Certain	2200 (2015), para. 22.
7	Arms	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal on the supply of Typhoon APC to Sudan.	Kamaz International Trading FZE, UAE	Certain	2200 (2015), para. 22.

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
8	Arms	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal on the supply of Typhoon APC to Sudan.	Wadi Al Neel Shipping Company, UAE	Certain	2200 (2015) para. 22.
9	Arms	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal on the supply of dual use software to Sudan.	Hacking Team S.r.l, Italy	Certain	2200 (2015), para. 22.
10	Arms	Failure to prevent technical training on, and provision of weapons to, JEM in South Sudan on or about 2014 to 21 April 2015.	Government of South Sudan	Certain	1556 (2004), para. 8; and 1591 (2005), para. 7.
11	Arms	Import of weapons and ammunition into Darfur on or about 23 April 2015.	JEM	Certain	1591 (2005), para. 7.
12	Arms	Failure to prevent supply of weapons and ammunition into Darfur on or about 21 April 2015.	Government of South Sudan	Certain	1556 (2004), para. 7; and 1591 (2005), para. 7.
13	Arms	Import of AM-A Type Fuzes (fitted to improvised air-delivered munitions) into Darfur that were used in aerial attack on Dursa on 9 February 2015, and Rowata on 1 and 6 April 2015.	SAF	Almost certain	1591 (2005), paras. 6-7.
14	Aviation	Deployment of MiG-29 multi-role aircraft (TN NK) into Darfur during April 2015.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 7.
15	Aviation	Deployment of An-26 (TN 7715 and 7719) into Darfur in the improvised bomber role.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 6-7.
16	Aviation	Deployment of 1 x Mil Mi-17 (TN 537) into Darfur for potential use in the multirole helicopter role.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 7.
17	Aviation	Deployment of 1 x Mil Mi-24V (TN 933) into Darfur.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 7.

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
18	Aviation	Deployment of 2 x Mil Mi-24P (TN 965 and 966) into Darfur.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 7.
19	Aviation	Deployment of An-12 (TN 9955, 9966 and 9988) into Darfur on SAF resupply flights.	SAirF	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
20	Aviation	Deployment of An-32 (TN 7710, 7720 and 7721) into Darfur on SAF resupply flights.	SAirF	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
21	Aviation	Deployment of IL-76TD (2 x Unmarked) into Darfur on covert SAF resupply flights.	SAirF	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
22	Aviation	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal in reference to a Panel investigation into the supply of An-26 aircraft.	Asterias Commercial S.A., Panama	Certain	2200 (2015), para. 22.
23	Aviation	Obstructing the work of the Panel by consistently and deliberately failing to provide the specific information at their disposal in reference to a Panel investigation into the supply of An-26 aircraft.	Government of Sudan	Certain	2200 (2015), para. 22.
24	Aviation	Deployment of An-12 (Unmarked) into Darfur on RSF resupply flights from Khartoum.	Government of Sudan	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
25	Aviation	Deployment of An-74 (ST-BDT and ST-GFF) into Darfur on RSF resupply flights.	Government of Sudan	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
26	Aviation	Deployment of IL-76TD (ST-EWX) into Darfur on RSF resupply flights.	Government of Sudan	Almost certain	1591 (2005), para. 7.
27	Aviation	Dursa, 9 February 2015, air attack using An-26 and IADM.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 6.
28	Aviation	Rowata, 1 and 6 April 2015, air attack by An-26 and IADM.	SAirF	Certain	1591 (2005), para. 6.

<i>Serial</i>	<i>Area</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Perpetrator</i>		<i>SC resolution reference/IHL violation</i>
			<i>Responsible</i>	<i>Level of certainty</i>	
29	IHL	Massala, 1 January 2015, attacks on civilian population and objects.	Border Guards Unknown armed groups	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (1), (protection of civilians from dangers arising out of conflict); Protocol II, art. 13 (2), (prohibition on targeting of civilians and committing acts aimed at spreading of terror amongst civilians); Protocol II, art. 14, (prohibition of objects indispensable to the civilian population); Protocol II, art. 17 (2), (prohibition on forced displacement of civilians); CIHL Rule 2, (spreading terror among the civilian population); CIHL Rule 6, (protection of civilians); CIHL Rule 10, (protections of civilians objects); CIHL Rule 52, (prohibition of pillage);

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
					CIHL Rule 54, (attacks against objects indispensable to the civilian population); CIHL Rule 89, (prohibition on violations to life); and CIHL Rule 103, (collective violations).
30	IHL	Sambal, 1 January 2015, attacks on civilian population and objects.	Border Guards Unknown armed groups	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (1) and (2), 14 and 17 (2); and CIHL Rules, 2, 6, 10, 52, 54, 89 and 103.
31	IHL	Hiller Hager, 1 January 2015, attacks on civilian population and objects.	Border Guards Unknown armed groups	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (1) and (2), 14 and 17 (2); and CIHL Rules, 2, 6, 10, 52, 54 and 103.
32	IHL	Funga Suk, 1 January 2015, attacks on civilian population and objects.	RSF Unknown armed groups	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (1) and (2), 14 and 17 (2); and CIHL Rules, 2, 6, 10, 52, 54 and 103.

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
33	IHL	Golo, 24-27 January 2015, attacks on civilian population and objects.	RSF, Border Guards, Unknown armed groups	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (1) and (2), 14 and 17 (2); CIHL Rules, 2, 6, 10, 52, 54 and 103; CIHL Rule, 87, (civilians must be treated humanely); CIHL Rule 93, (prohibition on rape and sexual violence); and CIHL Rule 148, (countermeasures against civilians are prohibited).
34	IHL	Bardani, 25 January 2015, sexual violence against civilians.	RSF	Almost certain	Common Article 3 of the Geneva Conventions; Protocol II, art. 13 (2); and CIHL Rules, 2, 87 and 93.
35	IHL	Rowata, 1 April 2015, air attack by An-26 and IADM resulting in death and injury to civilian population and damage to civilian property.	SAirF	Certain	Protocol II, art. 13 (1) and (2); CIHL Rule 1 (principle of distinction between civilians and fighters); CIHL Rules 2, 6, 10 and 103; CIHL Rule 7, (distinction between civilian objects and military objectives); CIHL Rule 11, (indiscriminate attacks against civilians); and

Serial	Area	Violation summary	Perpetrator		SC resolution reference/IHL violation
			Responsible	Level of certainty	
36	IHL	Rowata, 6 April 2015, air attack by An-26 and IADM resulting in minor damage to UNAMID vehicle.	SAirF	Certain	CIHL Rules 14-21, (principles of proportionality, targeting and precautionary measures). CIHL Rule 71, (weapons that are indiscriminate) Protocol II, art. 13 (1) and (2); CIHL Rules 1, 6, 7, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 71; and CIHL Rule 33 (protection of peacekeepers).
37	IHL	Recruitment and use of children in hostilities	JEM	Certain	CIHL Rule 22, (precautions against effects of conflict of civilians under the control of the party): CIHL Rule 135, (special protection afforded to children); and CIHL Rule 136, (prohibition on the recruitment of child soldiers); and CIHL Rule 137. (prohibition on the use of children in hostilities).
38	Travel ban	Failure to comply with the travel ban measure in connection with the travel of Musa Hilal to Egypt in July 2015.	Government of Egypt	Almost certain	1591 (2005), para. 3 (d).

<i>Serial</i>	<i>Area</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Perpetrator</i>		<i>SC resolution reference/IHL violation</i>
			<i>Responsible</i>	<i>Level of certainty</i>	
39	Travel ban	Failure to share the departure information with Egypt for the travel of Musa Hilal in July 2015.	Government of Sudan	Almost certain	1591 (2005), para. 3 (d) and 2200 (2015), para. 12.
40	Travel ban	Failure to seek exemption for his travel to Egypt in July 2015, through an appropriate entity.	Musa Hilal	Almost certain	1591 (2005), para. 3 (d)
41	Assets Freeze	Failure to identify assets of all designated individuals, in order to implement assets freeze measures on designated individuals.	Government of Sudan	Certain	1591 (2005), para. 3 (e)
42	Assets Freeze	Failure to freeze new assets being created by an entity, being directly controlled by a designated individual, namely Sheikh Musa Hilal.	Government of Sudan	Certain	1591 (2005), para. 3 (e)

Annex 41

Abbreviations

3T	Tantulum, Titanium and Tungsten
AAG	Abbala Armed Group(s)
A/C	Aircraft
ACRWC	African Charter on the Rights and Welfare of the Child
AGM	Air to Ground Missile
AIG	Alshagara Industrial Complex
a.k.a	Also Known As
AK	<i>Avtomatik Kalishnikov</i> (Assault Rifle)
AOG	Armed Opposition Groups
APC	Armoured Personnel Carriers
API	Advanced Passenger Information
AU	African Union
AUHIP	AU High Level Panel
AUPSC	AU Peace and Security Committee
BG	Border Guards
CAAC	Children and Armed Conflict
CAR	Central African Republic
CAS	Close Air Support (Aviation)
CBoS	Central Bank of Sudan
CCP	Container Control Programme
CEP	Circular Error Probability
CEN	Customs Enforcement Network
CIHL	Customary International Humanitarian Law
CMC	Cluster Munition Convention
CRC	Convention on the Rights of Children
CRP	Central Reserve Police
c/s	Colour Scheme (Camouflage)
DCAF	Democraticization and Control of the Armed Forces (Geneva)
DDPD	Doha Document for Peace in Darfur
DDR	Disarmament, Demobilization and Reintegration.
DDS	Darfur Development Strategy
DIDC	Darfur Internal Dialogue and Consultation

DMCC	Dubai Multi Commodities Centre
DRA	Darfur Regional Authority
DRC	Democratic Republic of Congo
DShK	<i>Degtyaryova-Shpagina Krupnokaliberny</i> (Medium Machine Gun)
EITI	Extractive Industry Transparency Initiative
ELINT	Electronic Intelligence
EC	European Commission
EU	European Union
FAB/OFAB	<i>Fugasnaya Aviatsionnaya Bomba</i> (High Explosive Aircraft Bomb)
FaST	Foundational and Short-Term Activities
FGA	Fighter Ground Attack
FOB	Forward Operating Base
FTF	Former Terrorist Fighters
FZE	Free Zone Enterprise
g	Gramme
GCSP	Geneva Centre for Security Policy
GFP	Global Firearms Programme
GID	General Intelligence Directorate (Egypt)
GIS	General Intelligence Service (Egypt)
GPS	Global Positioning System
HMG	Heavy Machine Gun
IADM	Improvised Air Delivered Munition(s)
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICC	International Criminal Court
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICGLR	International Conference on the Great Lakes Region
ICMPD	International Centre for Migration Policy Development
ICRC	International Committee of the Red Cross
IDEX	International Defence Exhibition (Abu Dhabi)
IDP	Internally Displaced Person(s)
IFC	International Follow-up Commission
IHL	International Humanitarian Law
IM	Improvised Munitions
IMF	International Monetary Fund

ISIL	Islamic State of Iraq and the Levant (Daesh)
ISTAR	Intelligence, Surveillance, Targeting and Reconnaissance
JAGMMC	Jebel Amir Gold Mines Management Council
JCM	Joint Chief Mediator
JEM	Justice and Equality Movement
kg	Kilogramme
km	Kilometre(s)
KPV	<i>Krupnokaliberniy Pulemyot Vladimirova</i> (Heavy Machine Gun)
LBMA	London Bullion Market Association
LFM	Liberation and Freedom Movement
LJM	Liberation and Justice Movement
LMG	Light Machine Gun
MBRL	Multi Barrel Rocket Launcher
MI	Military Intelligence
MIC	Military Industrial Corporation
MIEUX	Migration EU Expertise programme
mm	Millimetre(s)
MG	Machine Gun
MMG	Medium Machine Gun
MoU	Memorandum of Understanding
MSN	Manufacturer's Serial Number
NATO	North Atlantic Treaty Organisation
NCC	National Coordination Committee (Sudan)
NCP	National Congress Party
NDC	National Dialogue Committee
NEC (Q)	Net Explosive Content (Quantity)
NFP	National Focal Point (Sudan)
NGO	Non-governmental organization
NIBATT44	Nigerian Battalion 44, UNAMID
NISS	National Intelligence and Security Service (Sudan)
NK	Not Known
OCB	Organised Crime and Trafficking Branch (INTERPOL)
OCHA	Office for Coordination of Humanitarian Affairs (UN)
ODO	Ordnance Disposal Office (UNAMID)

OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OPICAC	Optional Protocol on the Involvement of Children in Armed Conflict
OFAB/FAB	<i>Fugasnaya Aviatsionnaya Bomba</i> (High Explosive Aircraft Bomb)
PDF	Popular Defence Forces
PKM	<i>Pulemyot Kalashnikova</i> (Modernised). (Light Machine Gun)
PNR	Passenger Name Record
RBK	<i>Razovaya Bombovaya Kasseta</i> (Cluster Bomb)
RCL	Recoilless Rifle
RCM	Regional Certification Mechanism
RCS	Remote Control Software
RINR	Regional Initiative on Natural Resources
RPG	<i>Ruchnoy Protivotankovyy Granatomyot</i> (Shoulder Launched Anti Tank Grenade)
RSF	Rapid Support Force(s)
SAF	Sudanese Armed Forces
SAirF	Sudanese Air Force
SARC	Sudanese Revolutionary Awakening Council
SDG	Sudanese Pounds
SFSCCL	Sudan Financial Services Company Limited
SGBV	Sexual and Gender-Based Violence
SLA/AK	Sudan Liberation Army/Ali Karbino
SLA/AW	Sudan Liberation Army/Abdul Wahed Mohamed Nour
SLA/MM	Sudan Liberation Army/Arkou Minni Minnawi
SLF	Sudan Liberation Forces
SLMJ	Sudan Liberation Movement for Justice
SLM/AW	Sudan Liberation Movement/Abdul Wahed Mohamed Nour
SLM/MM	Sudan Liberation Army/Arkou Minni Minnawi
SLM/SR	Sudan Liberation Movement/Second Revolution
SLM/U	Sudan Liberation Movement/Unity
SOP	Standing Operating Procedures
SPLA	Sudan Peoples Liberation Army (South Sudanese Army)
SPLM/N	Sudan People's Liberation Movement/North
SRCAC	Special Representative for Children in Armed Conflict (UN)
SRF	Sudanese Revolutionary Front

SMSG	Special Representative of the Secretary General
STCE	Strategic Trade Control Enforcement project (WCO)
TAG	Tribal Armed Groups
TBC	To Be Confirmed
TN	Tactical Number
TS	Team Site (UNAMID)
UAE	United Arab Emirates
UDHR	Universal Declaration on Human Rights
UK	United Kingdom
UN	United Nations
UNAMID	African Union-United Nations Hybrid Operation in Darfur
UNICEF	United Nations Childrens Fund
UNLIREC	United Nations Lima Regional Centre (UNODA)
UNODA	United Nations Office for Disarmament Affairs
UNODC	United Nations Office for Drugs and Crime
US\$	United States Dollars
WCO	World Customs Organization
WFP	World Food Programme
WTO	World Trade Organization
ZPU	<i>Zenitnaya Pulemetnaya Ustanovka</i> (Anti Aircraft Gun)
ZU	<i>Zenitnaya Ustanovka</i> (Anti Aircraft Gun)
